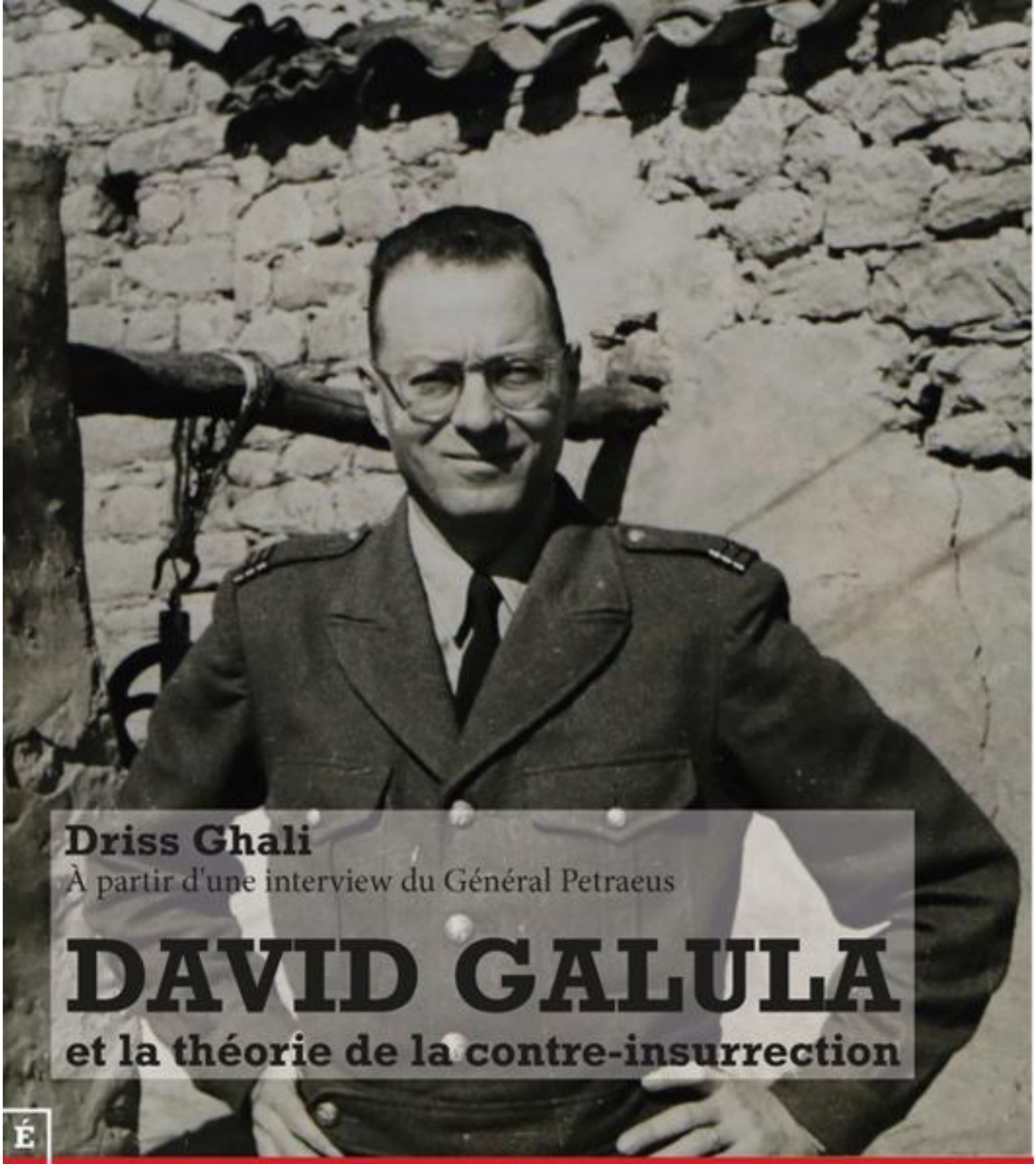

Driss Ghali

À partir d'une interview du Général Petraeus

DAVID GALULA

et la théorie de la contre-insurrection

Un livre essentiel
dans le combat contre le terrorisme

ÉDITIONS COMPLICITÉS
L'Art de Transmettre

David Galula
et la théorie de la contre-insurrection

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Du même auteur

Mon père, le Maroc et moi, l'Artilleur, Paris, 2019.

Antes de morrer preciso de uma festa, Scortecci, São Paulo, 2017.

© Éditions Complicités, 15 rue Emile Duclaux, 75015 Paris, 2019 ISBN : 9782351202012
Dépôt légal : 2ème trimestre 2019
www. editions-complicites.com
Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L.122-5.2° et 3°a), d'une part que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (Art. L-1222-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Driss Ghali

David Galula
et la théorie de la contre-insurrection

Éditions Complicités

L'Art de Transmettre

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Je dédie ce livre à mes parents. D'eux seuls je tire mes valeurs c'est-à-dire les croyances qui me rendent digne d'être aimé et me font sentir tel un extraterrestre parfois.

Mes remerciements vont au général Petraeus pour ses mots d'encouragement ainsi qu'à Mathias Grégor et Daniel Galula pour leurs éclairages.

A Luciana, mon amour, pour son soutien de tous les instants et son infinie patience.

Driss Ghali

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

AVANT-PROPOS

Il faut lire Galula pour que la lutte contre le terrorisme ne se résume pas à donner des coups de poing dans un oreiller

Si l'insurgé parvient à dissocier la population de l'autorité en place, à contrôler ses allers et venues, à la mobiliser en sa faveur, il gagnera la guerre, car, au bout du compte, l'exercice du pouvoir politique dépend de l'accord tacite ou explicite de la population, et dans le pire des cas, de sa soumission.

David Galula

David Galula n'est pas le premier génie ignoré de ses contemporains et oublié des livres d'histoire. D'autres, avant et après lui, ont contribué au progrès des sciences sans avoir obtenu la reconnaissance due aux vraies élites, celles qui participent au changement du monde. Il est certainement possible d'écrire une autre histoire de l'humanité faite de ces inconnus qui n'ont eu droit ni à la gloire ni à la fortune en dépit de leurs talents et de leurs réalisations.

Né en 1919 en Tunisie, de parents juifs, Galula a passé son enfance et adolescence au Maroc avant de débarquer en France en 1939 pour faire Saint-Cyr, la prestigieuse école des officiers de l'armée de terre. Il passera l'essentiel de sa vie loin de la métropole : Afrique du Nord et Méditerranée durant la Seconde Guerre Mondiale, Chine et Hong Kong jusqu'au milieu des années 1950, Algérie pendant deux ans où il commande une compagnie d'infanterie coloniale, bref passage à Paris au sein de l'Etat-Major de la Défense Nationale, Harvard ensuite. Aux Etats-Unis, Galula écrit ses deux livres majeurs : *Pacification* et *Contre-insurrection : Théorie et pratique*, deux ouvrages rédigés en Anglais sur commande des Américains. Payé pour raconter son expérience algérienne et éclairer l'establishment américain sur la lutte anti-insurrectionnelle, Galula démissionne de l'armée française pour embrasser une carrière à cheval entre l'université et le monde d'entreprise. Il se lie d'amitié avec des sommités comme Henry Kissinger qui effectue sa traversée du désert en tant que professeur à Harvard durant la présidence

Kennedy. Mais, les choses ne se passent pas comme prévu, Galula est emporté par un cancer fulgurant en 1967 et disparaît sans avoir eu le temps de présenter sa pensée au public français (traumatisé encore par la guerre d'Algérie) ni faire école chez les Anglosaxons, ses premiers lecteurs et admirateurs.

Une sorte de malédiction semble planer sur les grands théoriciens de la guerre. Von Clausewitz est mort dans l'anonymat en 1831, emporté par le choléra et sans avoir publié son classique, *Vom Kriege*. Il a fallu la détermination et les relations de sa veuve pour que son œuvre soit publiée à titre posthume, elle changera à jamais la manière occidentale de penser la guerre et l'usage de la force entre Etats souverains. A sa façon, Galula marquera aussi l'histoire de la stratégie militaire surtout aux Etats-Unis où il trouvera sa consécration quarante ans après sa mort. Il la doit à l'acharnement d'une poignée de chercheurs et de militaires américains – dont le célèbre général Petraeus, le patron des forces US en Irak entre 2006 et 2007. Qu'est-ce qui pousse des Américains à célébrer l'héritage d'un petit officier français dont le nom reste inconnu dans sa patrie d'origine ? Comment expliquer que les idées de Galula aient été mises au cœur de la doctrine américaine de la guerre insurrectionnelle au moment où les rapports entre Paris et Washington étaient malmenés par le refus de Chirac de suivre Bush Jr dans son aventure iraquienne ? Si Galula est arrivé jusqu'à nous aujourd'hui, c'est qu'il a trouvé dans le monde anglo-saxon un engouement et des défenseurs qu'il ne trouvera jamais (ou qu'il n'a pas encore trouvé) en France. Réparer cette injustice est en soi un but légitime quoique insuffisant pour expliquer les raisons qui ont poussé un Marocain, musulman, sans aucun lien avec la carrière des armes, à écrire un essai biographique sur Galula. Après tout, Galula n'est ni héros de la stature d'un Jean Moulin ni un chef militaire de l'ampleur d'un Leclerc ni même d'un Bigeard ; il n'a pas vécu assez longtemps pour avoir une chance de créer un courant de pensée ou une discipline nouvelle comme Levi Strauss ou Malraux.

Si j'avais vécu dans les années 1950 ou 1960, j'aurais certainement été dans le camp d'en face, celui qui pourfendait la colonisation et demandait le départ inconditionnel de la France du Maroc et d'Afrique du Nord. J'aurais certainement traité Galula de *colonialiste* et de *réactionnaire.*

A chaque époque ses responsabilités. Aujourd'hui, le défi n'est pas de décoloniser le tiers-monde mais de le délivrer d'une violence – au caractère insurrectionnel – qui menace de ruiner les efforts faits en cinquante ans d'indépendance. L'oppression a changé de camp, elle voue aux gémonies des valeurs universelles comme la Liberté et l'Egalité, qui, bien que nées en Occident, parlent à l'humanité entière.

Lire Galula est une urgence absolue parce qu'il est le seul à avoir compris les ressorts profonds d'une guerre asymétrique, le type de guerre qui monopolise l'actualité et que nous avons le plus grand mal à gagner. Afghanistan (un enfer pour l'URSS comme pour l'OTAN), Somalie, Irak, Mali, République Centre Africaine pour ne citer que les théâtres d'opération où la France a été partie prenante ou l'est encore à ce jour. A chaque fois, la « non-victoire » est au rendez-vous et les réussites réelles sur le terrain sont fragiles comme au Mali où l'insurrection islamiste ne se décide pas à rendre l'âme. Des armées modernes aux prises avec des guérilleros aux moyens primitifs, des luttes qui s'éternisent sans qu'aucune bataille décisive ne scelle le sort du conflit, telle est aussi l'autre histoire de l'après-guerre froide. Et ce n'est pas un problème exclusivement occidental. Guerre civile algérienne des années 1990, Sinaï, Caucase et Tchétchénie en particulier, Kosovo (la minorité albanaise vs le pouvoir central serbe), Crimée et provinces orientales de l'Ukraine en rébellion, insurrection des FARC en Colombie et ses cinquante ans de guerre civile ; et que dire de la rébellion de facto des cartels de la drogue mexicains qui font la pluie et le beau temps sur une grande de l'Amérique Centrale ? Comme nous ne comprenons plus cette violence dont les mécanismes sont mystérieux aux yeux d'occidentaux sécularisés et « pacifiés », nous la rangeons dans la catégorie du *fanatisme* à caractère confessionnel ou ethnique, ce qui n'arrange rien. Et dans le cas des cartels, nous préférons regarder ailleurs si ce n'est admirer en secret les grands chefs mafieux comme Pablo Escobar ou El Chapo, personnages principaux de nombreuses productions audiovisuelles à succès.

Sans le savoir, Galula a laissé un guide pratique pour les temps modernes, une époque marquée par la grande vulnérabilité des démocraties occidentales face à des combattants isolés, extrêmement déterminés et agiles. Loups solitaires ou cellules infiltrées au cœur des métropoles les plus emblématiques de la puissance occidentale : New York, Londres, Paris, Madrid, Barcelone, Berlin etc. Technologie de pointe, armement lourd,

moyens financiers, autant d'actifs qui ne pèsent pas lourd devant la grande fluidité d'un ennemi insaisissable qui n'a ni base arrière que nous pouvons bombarder, ni infrastructure que nous pouvons annihiler, ni territoire que nous pouvons encercler, ni économie formelle que nous pouvons désorganiser. L'asymétrie est telle que nous ne sommes pas en mesure de donner un nom au camp d'en face, la guerre contre le terrorisme étant devenue le symbole d'une guerre déboussolée qui confond une méthodologie (le terrorisme) avec l'ennemi et sa cause.

A quoi sert l'arme atomique contre Merah ou Abdeslam ? Quel est le rôle d'un sous-marin nucléaire ou d'un bombardier furtif face à des individus qui se cachent dans des grottes ou dans les bas-fonds de nos villes ? Le terrain de jeu a été déplacé ailleurs, l'ennemi ne veut pas jouer avec les règles du jeu de la guerre conventionnelle, celle qui oppose des Etats souverains et leurs armées régulières. Al Qaeda ne va jamais lancer de divisions blindées contre Bamako ou Nice. Les djihadistes ne sont pas fous.

Galula, il y a cinquante ans, a mis au clair la stratégie – la seule – qui s'offre à un ennemi comme Al Qaeda ou l'Etat Islamique dont l'unique chance de l'emporter est de démoraliser son ennemi en lui faisant perdre l'envie de se battre. Il ne peut y arriver en lui infligeant des pertes matérielles – ni le 11 septembre ni encore moins le Bataclan n'ont mis à genoux l'économie occidentale – ni en détruisant ses forces armées. L'insurrection se bat pour aliéner la population, lui faire tourner le dos à l'Etat, l'obliger à adopter la loi du silence voire à conspirer contre ses représentants. Elle y parvient par une série de mesures – que Galula explique avec brio – et qui mobilisent à la fois la persuasion et la terreur.

Et le terrorisme en fait partie, il n'a rien d'aveugle ni de sauvage à vrai dire, Galula démontre dans un style limpide et presque médical, l'utilité du terrorisme et des assassinats ciblés. Il révèle la logique qui oblige les civils – les musulmans d'Europe aujourd'hui – à prendre position, à sortir d'une attitude normale de spectateurs passifs, pour appuyer ouvertement les idées extrémistes ou les rejeter avec tous les risques que cela implique. A chaque attentat, le nombre de femmes voilées augmente et l'ampleur du phénomène des prières de rue progresse, comme si l'appel envoyé par les terroristes était reçu cinq sur cinq par ceux qui jusqu'alors n'osaient pas ou n'avaient pas besoin d'agir à découvert.

Il ne suffit pas de perpétrer des massacres à Barcelone ou à Bruxelles, il faut raconter une histoire, déployer un récit qui puisse emporter l'adhésion d'une bonne partie sinon de la majorité de la population ciblée. C'est la *Cause*, une « contradiction non résolue » selon les termes de Mao que Galula rapporte et précise encore : un problème politique qui a le potentiel de polariser la société, de la fracturer entrer une minorité bien décidée à renverser la table, une minorité favorable au maintien du statu quo et une majorité silencieuse dont le basculement est le réel enjeu de la guerre asymétrique. Le moment venu, cette majorité se soumettra à l'insurrection, elle décidera de lui obéir sous le prétexte que celle-ci sert une cause légitime. Peu importe qu'elle soit factice ou fondée sur une réalité tangible, ce qui compte est qu'elle puisse être portée à incandescence par les cerveaux de l'insurrection. Tout leur talent est de rendre la cause prioritaire et urgente, d'en faire un problème insupportable au plus grand nombre et dont la résolution exige comme préalable la chute de l'ordre établi. « Défendre l'Islam contre la conspiration judéo-américaine qui veut le chasser de Jérusalem » ; « Repousser les attaques d'une laïcité belliqueuse et islamophobe qui veut dénaturer les musulmans de France et les convertir au matérialisme et à la débauche » ; « Sortir les Arabes de la misère des banlieues et leur rendre la fierté dont les privent les régimes occidentaux faussement démocratiques ». Ces discours savamment manipulés constituent la cause ou un ensemble de causes à disposition des jihadistes. Leur connexion avec la réalité est plus que douteuse puisque ni la misère (la faim, la maladie, l'analphabétisme) ni l'oppression (privation des droits civils et politiques) ne font partie du quotidien des musulmans installés en Europe et aux Etats-Unis. Et si l'Islam était victime d'un plan coordonné visant à l'affaiblir ou l'humilier, que dire des attaques permanentes contre le Catholicisme, un culte régulièrement persécuté en Afrique, en Asie et au Moyen Orient ?

Sans faire de jugement de valeur, Galula donne les clés pour comprendre la feuille de route des insurgés. Il déploie en des termes simples et précis une solution qui, étape par étape, permet à une démocratie de se défendre contre un ennemi qui a tous les droits : il peut mentir et accuser sans fondement alors qu'elle doit parler vrai et prouver ce qu'elle avance, il promet tout et n'importe quoi alors qu'elle porte sur les épaules un bilan qui par définition est contrasté, il tue et torture alors qu'elle est tenue de respecter les rituels de l'Etat de Droit.

Grâce à Galula, il est possible de préparer une défense efficace contre la menace djihadiste sans surestimer l'ennemi ni le sous-estimer. L'ennemi ne fait qu'utiliser les seules armes que lui autorise sa faiblesse et il n'est ni un sauvage primitif ni un illuminé incapable de suivre une feuille de route.

La solution à nos problèmes se trouve sous nos yeux et nous l'ignorions ; ni les leaders politiques ni le milieu universitaire de ce côté de l'Atlantique ne se sont emparés des outils puissants que Galula a légués il y a cinquante ans déjà. Derrière ce rendez-vous manqué se trouve la tragédie du bon sens car Galula n'est pas un « fou de la gâchette » qui va préconiser de tirer avant de réfléchir. Il n'est pas assoiffé de gloire non plus. Si Galula est encore un inconnu à ce jour c'est peut-être parce que le bon sens passe toujours au second plan quand la guerre est là, haine et hostilité saturent les esprits et la raison d'Etat s'efface devant les passions.

La pensée de Galula est humaniste car elle place l'homme et ses besoins au cœur de ses préoccupations. Là où les uns proposent de bombarder, Galula préfère recenser les habitants et cartographier les réseaux familiaux et claniques ; là où plusieurs auraient cédé à la tentation de la vengeance en brûlant un village entier, lui propose une réponse ferme mais proportionnée. Là où l'Etat-Major insiste pour surveiller les points hauts, Galula place ses hommes au cœur des douars pour que les habitants se sentent effectivement protégés, quand ses collègues et supérieurs maltraitent les détenus, Galula autorisent les proches à visiter leurs prisonniers pour convaincre la population de la supériorité morale de la France sur le FLN. Galula est un guerrier qui s'empêche. C'est pour cela peut-être que le nom d'Aussarres est arrivé jusqu'à nous alors que Galula a été condamné aux oubliettes de l'histoire. On ne parle jamais des trains qui arrivent à l'heure dit-on… Galula n'est pas parvenu jusqu'à nous parce personne n'a vraiment intérêt à faire une guerre « politique » qui prend en compte l'état final souhaité à savoir la paix et non la terre brûlée. Une paix harmonieuse où la société continue de fonctionner sans porter à jamais les stigmates des offenses infligées de part et d'autre. Galula est un soldat qui fait la guerre pour construire la paix, il voit dans le militaire un agent politique qui utilise le besoin humain de sécurité comme une arme pour éloigner la population de la rébellion.

En Algérie, Galula faisait la guerre pour que les Arabes et les Berbères prennent en charge leur propre destin (du moins au niveau local). Il s'est

démené pour que les douars de son secteur élisent les meilleurs représentants possibles afin de régler, une bonne fois pour toute, les problèmes du quotidien : eau, santé, éducation et sécurité bien sûr. Galula s'est battu contre l'inertie et la peur des populations musulmanes, terrorisées par le FLN. Au lieu de les prendre pour des grands enfants incapables de se gouverner soi-même, il a fait le pari de l'éclosion d'élites locales valables et engagées. Du local vers le national, du djebel kabyle vers Alger, une approche qui relève bien plus du politico-administratif que du politique, on est loin de la villa Susini et des camps de triage de la banlieue d'Alger. En 1958 alors qu'il faisait ses valises pour rejoindre l'Etat-Major à Paris, une cohorte d'habitants du djebel descend spontanément à Tizi Ouzou pour demander la nomination de Galula comme préfet de Kabylie !

Lire Galula revient à donner une chance à une autre version de la guerre d'Algérie, tout aussi réelle et légitime que les autres, celles qui insistent sur la torture et défendent la thèse d'une armée autiste, rouleau compresseur décidé à en découdre avec les Arabes après la claque de Suez (1956) et la défaite en Indochine (1954). Durant les deux années qu'il a passé en Algérie (1956-1958), Galula a eu les coudées franches pour appliquer une méthodologie de pacification hétérodoxe et humaniste (avec toutes les réserves de rigueur sachant qu'il s'agissait bien d'une guerre et que le prédécesseur de Galula est mort au combat ainsi que les deux officiers qui lui succéderont après son retour en métropole). L'armée a écouté Galula, elle lui a laissé le champ libre pour expérimenter et se tromper éventuellement. Elle l'a même mis en avant en choisissant son secteur pour une visite solennelle du Ministre de la Défense de l'époque, M. Morice. Salan, le grand patron de l'armée en Algérie jusqu'en 1959, s'est déplacé deux fois chez Galula pour voir de près cette pacification qui n'a pas besoin de gégène.

Le silence entourant Galula en France rend service à tous ceux qui ont intérêt à pervertir la vérité historique, tous ceux qui ont besoin d'accuser la France de toutes les exactions imaginables pour faire oublier leurs propres défaillances. Le FLN (et ses héritiers) et une certaine gauche occidentale cultivent la farce d'une guerre manichéenne entre le Bien et le Mal alors que le conflit qui a duré de 1954 à 1962 est autant une guerre de décolonisation qu'une guerre civile entre Algériens musulmans. Jusqu'au cessez-le-feu de mars 1962, le FLN a tué bien plus de civils musulmans que

d’Européens (16 000 victimes musulmanes contre moins de 3 000 morts européens[1]). Et après l’indépendance, le FLN a pourchassé et massacré les harkis et leurs familles, on parle de 200 000 morts.

Parce qu’il apporte des réponses édifiantes et pratiques à des questions décisives pour notre mode de vie et notre sécurité (la guerre contre le djihadisme) ; parce qu’il a écrit *Contre-insurrection : Théorie et pratique,* un traité magistral de sciences politiques autant qu’un livre de stratégie militaire ; parce qu’il incarne une autre histoire de la guerre d’Algérie, il faut donner une chance à Galula.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE I :
S'ASSIMILER À TOUT PRIX
(1919-1945)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Un pur fruit de la colonisation

Les israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français.

Décret Crémieux du 24 octobre 1870[2]

David Galula est né à Sfax en Tunisie le 10 janvier 1919. Il est le seul garçon au beau milieu de six sœurs. Albert, son père, voulait à tout prix un garçon. Quatre filles naîtront avant qu'un héritier mâle ne voie le jour. Albert Galula et Julie Cohen, la mère, sont des juifs peu pratiquants. Il est facile de les confondre avec des Européens tant leur manière d'être n'a rien de nord-africain.

La famille fait partie de la petite bourgeoisie locale et vit du commerce de l'huile d'olive. Lorsque les Français s'installent en Tunisie en 1881[3], les Galula sont initialement considérés comme des indigènes. Ils sont égaux en droit et devoir aux musulmans. Ils n'ont pas accès à la fonction publique française ni peuvent émigrer en France.

En 1924, Albert Galula, le père de David, obtient la naturalisation de la famille au titre du décret Crémieux qui concerne les juifs d'Algérie et leurs descendants. Cette loi, promulguée en 1870, permet aux israélites algériens de devenir français sans avoir à émigrer en France. En contrepartie, ils devaient abandonner la loi juive (dite mosaïque) et se soumettre aux tribunaux français (code pénal et civil). En se soumettant aux juridictions françaises, les juifs d'Algérie ne pouvaient plus revendiquer l'application de la Torah aux questions liées au mariage, à l'héritage et au commerce[4]. Le « deal » proposé par la France aux juifs algériens est honnête. Il leur permet de s'arracher à la condition de colonisés (donc de vaincus) et de lier ce faisant leur sort à celui de la France. Désormais, ils peuvent aller à l'école de la République et se faire élire dans les différentes assemblées. Ils réussissent surtout à se séparer à l'amiable et sans verser une goutte de sang de leurs voisins musulmans. En effet et pour la première fois depuis des siècles, les juifs ne dépendent plus des musulmans pour leur sécurité. Comme on le verra plus tard dans le cas du Maroc, les communautés juives n'ont cessé de demander la protection du pouvoir politique musulman et

celle-ci a toujours été précaire. Avec le décret Crémieux, les juifs n'ont plus besoin de faire allégeance à qui que ce soit ni de payer de tribut à personne, la République les accueille en son sein.

Pour solliciter la naturalisation de l'ensemble de la famille, Albert se prévaut d'un grand-père algérien. Bien que le motif invoqué soit assez mince, les autorités françaises en Tunisie accèdent à la demande et font par ce biais un cadeau inestimable aux Galula. David a cinq ans.

En 1926, Albert, Julie et leurs sept enfants déménagent au Maroc. Albert espère avoir une deuxième chance, il veut se refaire après un revers financier subi dans une affaire lancée avec son gendre. Munis de papiers français, la famille voyage sans encombre. Une nouvelle vie les attend à Casablanca, en tant que Français.

Arrivé au Maroc à l'âge de sept ans, Galula grandira dans un pays qui ne sera jamais le sien. Il participe très vite du rêve d'assimilation transmis par ses parents et se met en tête de rejoindre la France pour de bon en jouant la carte de l'école républicaine élitiste et laïque.

Protectorat français depuis 1912, le Maroc où Galula passe son adolescence et obtient son baccalauréat est un vieux pays qui se transforme à vue d'œil sous l'effet du colonialisme. Les élites féodales et l'Etat marocain (*Makhzen*) sont mis entre parenthèses et les manettes sont confiées à une administration exogène dont la feuille de route est connue de tous : moderniser le pays et mettre en valeur ses ressources. L'efficacité est au rendez-vous, le train circule entre Marrakech et Alger dès le début des années 1930 alors que les combats font toujours rage entre l'armée et les tribus du Moyen et du Haut-Atlas. A la différence de l'Algérie, le Maroc ne sera jamais une colonie de peuplement, l'apport démographique européen restera limité (ils sont 206 000 Européens en 1936 contre six millions de Musulmans). Et les 44 ans que dura le Protectorat font pâle figure devant les 130 ans de l'expérience coloniale en Algérie. Il n'empêche, l'empreinte de la civilisation française sera extrêmement profonde au Maroc, surtout dans une ville comme Casablanca dont l'urbanisme et l'essor économique doivent tout à la colonisation. Galula a grandi dans la ville la plus cosmopolite[5] du Maroc, là où l'influence musulmane (arabe et berbère) était réellement marginale. Sur 250 000 habitants à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, il y avait un tiers d'Européens dont 46 000 Français et

25 000 autres nationalités comme les Espagnols, les Portugais et les Italiens. Ces nouveaux-venus construiront le Casablanca que nous connaissons et le « connecteront » parfois de force à l'économie-monde.

Casablanca compte une forte communauté juive native ou « indigène » pour reprendre les termes de l'époque. Ils sont 26 000 israélites à vivre dans la ville blanche et 120 000 répartis dans l'Empire Chérifien[6], principalement en milieu urbain. Partie intégrante du peuple marocain et de l'identité nationale, les juifs que les Français trouvent au Maroc ont des racines mélangées : présents au Maroc bien avant l'arrivée de l'Islam (donc des Arabes) au VIIe siècle, les juifs ont également reçu l'apport démographique des israélites expulsés de la Péninsule Ibérique après 1492.

Avant 1912, le judaïsme au Maroc était soumis aux principes de la loi islamique qui lui réserve un espace subalterne au sein de la société. Les juifs résidaient dans le mellah, un véritable quartier isolé que les autorités pouvaient fermer quand bon leur semblait. Ainsi, les familles s'entassaient dans un espace réduit et, pour accompagner la croissance démographique, les maisons gagnaient des étages avec le temps[7].

Si les juifs étaient confinés au mellah, c'est que leur sécurité en dépendait. Les autorités marocaines devaient être en mesure de sceller le quartier afin de protéger ses habitants en cas de troubles. Et à chaque fois que le Sultan (donc l'Etat) était incapable de maintenir l'ordre, le mellah était envahi, pillé et incendié[8].

La création d'un Maroc nouveau sous la houlette de la France, concrétisé par la naissance des quartiers européens à Meknès, Rabat ou Marrakech, a représenté une chance historique d'échapper au mellah. Vivre dans le ghetto, c'était se soumettre à la culture ancestrale transmise par les rabbins. Il s'agissait d'une tradition extrêmement riche mais qui, aux yeux de plusieurs jeunes, ne convenait plus au monde moderne. Ces jeunes juifs marocains rêvaient de lire Balzac, de faire des études supérieures, de voyager et qui sait de se marier avec une belle française ou italienne. C'est par le biais de l'Instruction, et des écoles françaises notamment, que les juifs marocains feront leur grande révolution culturelle.

Les Galula arrivent au Maroc au bon moment et s'installent au bon endroit pour lancer la « carrière » académique de leur fils. Leur appartement en

ville nouvelle met le jeune David « à portée » des enfants de la bonne société coloniale, fils de fonctionnaires et d'entrepreneurs. Comme toute sa famille, il s'imprégnera des valeurs françaises et poursuivra ainsi un travail d'occidentalisation entamé par ses parents en Tunisie ; en témoignent les prénoms donnés à leurs filles : Henriette, Deya-Laure, Marie-Hélène, Madeleine, Sarah-Claire, Cécile. Même le nom de famille a été francisé : le Ghalula original a été transformé en Galula lors de la naturalisation. David, fortement poussé par son père Albert, tente sa chance dans le système éducatif français fondé sur l'excellence et une sélection rigoureuse. Le bac de l'époque était une épreuve élitiste qui s'adressait réellement à une minorité d'élèves. À la veille de la Seconde Guerre Mondiale, à peine deux ou trois pour cent d'une classe d'âge obtenait le diplôme. Le niveau d'exigence n'explique pas tout car les études secondaires étaient payantes. Dans ces conditions, la grande majorité des élèves se limitait au primaire et rentrait dans le marché du travail à 13 ou 14 ans.

David a onze ans lorsqu'il s'inscrit au Lycée Lyautey. Il en sort en 1938, bac en poche, section Maths Elémentaires[9]. Galula cohabitera avec plusieurs camarades juifs (l'année du bac ils seront 14 israélites parmi 35 bacheliers reçus). Les juifs marocains, ceux nés au Maroc de parents sujets du Sultan, ont profité au maximum de l'enseignement français. Ils se sont jetés sur l'occasion de vivre une existence moderne bien différente de celle de leurs ancêtres du mellah.

Adolescent, Galula n'aura pas beaucoup de camarades musulmans. A ces derniers, le Protectorat bloque l'accès aux écoles françaises. Il les destine plutôt au diplôme d'études musulmanes qui ouvre sur une carrière bien moins prestigieuse que celle des lauréats du lycée Lyautey. Mais, des exceptions se font jour peu à peu. Mehdi Ben Barka par exemple passera entre les gouttes en obtenant son bac Maths Elem en 1938 au lycée Gouraud de Rabat. Les choses changent sensiblement après 1945 lorsque les enfants de notables musulmans entrouvrent la porte des lycées français. Mais, rien n'y fait, les juifs marocains devancent encore les musulmans en ce qui concerne l'éducation secondaire. En 1956, année de l'indépendance du Maroc, le pays compte 640 bacheliers musulmans contre 755 israélites, un chiffre à rapprocher de la proportion de juifs dans la population : 200 000 pour 7,5 millions de musulmans[10].

En dépit de la proximité physique avec les Marocains, David Galula n'apprendra jamais l'Arabe. Il démontrera encore moins de curiosité à l'égard de la culture marocaine. Dans ses écrits, il donnera l'impression d'avoir vécu « hors-sol » au Maroc, il ne parlera jamais de ce pays d'une manière engagée ni pour s'attendrir sur ses souvenirs d'enfance ni pour se lamenter éventuellement de la tournure des évènements politiques (indépendance et départ massif des Européens). De la part d'un homme aussi sensible et intelligent, une telle déconnexion par rapport au pays et à la ville de son enfance a de quoi interpeller. En Chine, il a 27 ans lorsqu'il trouve naturel d'apprendre le Mandarin, une langue qu'il parvient à maîtriser au point d'échanger sans interprète avec des officiers chinois de tout bord. Mais en Kabylie quelques années plus tard, on ne le voit pas s'essayer à l'Arabe ou au Berbère. Sans doute n'avait-il aucune admiration pour la civilisation musulmane. Comme d'autres, il avait accepté le consensus de l'époque qui voyait dans la présence française la juste conséquence de l'incapacité des élites et des peuples nord-africains à gérer leurs affaires.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

1937-1938 : le choix de la carrière des armes

Ils s'instruisent pour vaincre.

Devise de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr

Lorsque David Galula passe son baccalauréat (1937 et 1938), le monde avance à pas résolus vers la Seconde Guerre Mondiale. Avoir 18 ans à la veille de la plus grande boucherie du XXe siècle n'est pas ce que l'on pourrait qualifier de « cadeau du ciel ». Personne ne se doute en 1937-1938 que la France sera bientôt occupée par l'Allemagne et que Casablanca sera bombardée par les Américains.

Le lycée Lyautey a dû vibrer en fonction des évènements de ces années charnières : guerre d'Espagne (1936-1939), confirmation de la menace nazie en Europe, gouvernement du Front Populaire en France. À Casablanca surtout, la situation en Espagne a provoqué des déchirements au sein de la communauté hispanique de la ville, tiraillée entre nationalistes et républicains. La guerre civile espagnole ne provoque aucun changement concret dans la vie des casablancais mais elle préfigure le rôle que jouera l'Afrique du Nord dans la Seconde Guerre Mondiale. Des milliers de Marocains du Rif ont combattu aux côtés de Franco et ont participé d'une manière décisive à son triomphe[11]. Ils seront encore plus nombreux à s'enrôler dans les forces qui libéreront la France et l'Europe dès 1944.

Il est difficile d'affirmer avec certitude les raisons qui ont poussé Galula vers la carrière militaire. Peut-être a-t-il admiré les officiers de la Coloniale et de l'Armée d'Afrique[12] qui passaient par le port de Casablanca, certains prenaient ensuite le train en direction de Meknès[13] ou bien de l'Algérie. Ils avaient de beaux uniformes, ils étaient de beaux partis pour les filles de la bourgeoisie européenne de Casablanca. Et surtout, ils pouvaient voyager, Madagascar, Tonkin, Syrie, Guyane. La France était un empire et l'armée symbolisait la grandeur d'une nation qui se croyait investie d'une mission universelle. Comment ne pas désirer devenir un bel officier de l'infanterie avec son sabre, son képi, sa cravate et ses éperons en or ? Peut-être voulait-il tout simplement disposer d'un salaire fixe alors que son père vivait de café en café sans réellement subvenir aux besoins de sa famille ? En tout

cas, sportif et porté sur les études (bon partout), Galula pouvait prétendre à des études supérieures exigeantes.

Bac en poche, Galula prend le chemin de Limoges où l'attend sa tante Mathilde. Mariée au colonel Pasthier (un futur héros de la Résistance), elle accueille le jeune homme qui a douze mois à peine pour préparer le concours de Saint-Cyr. Ses concurrents sont fils d'officiers ou de professeurs et feront les classes préparatoires en deux ans au lieu d'une. Ils ont eu surtout un environnement propice pour former une culture générale solide, bien mieux que le Casablanca des années 1930.

Hitler, l'ennemi juré des juifs, donnera un coup de pouce inespéré au candidat David Galula. Au lieu d'ouvrir 400 places comme à son habitude, Saint-Cyr décide de recruter 743 élèves officiers. Avec la perspective d'une guerre imminente, l'armée de terre a besoin d'urgence de plusieurs centaines d'officiers pour entraîner les dizaines de milliers de combattants qui seront appelés sous les drapeaux. C'est la chance historique de Galula : il est reçu 642^{e} sur 743. Sans Hitler et ses projets funestes pour l'Europe, le juif de Casablanca n'aurait jamais pu mettre les pieds à Saint-Cyr.

La France déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Galula fait sa rentrée en octobre. Le cursus est écourté à six mois au lieu des trois ans réglementaires. Il faut faire vite, la France dispose de quelques semaines avant que les troupes nazies ne s'occupent de leur front ouest !

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Survivre à la guerre

Ce « régisseur » tout-puissant, ce vigoureux accélérateur, ce fut la guerre impérialiste mondiale.

Lenine (1870-1924)

La guerre a tout accéléré. Elle a rendu possible ce qui semblait inatteignable. Le juif de Casablanca devient un officier à part entière de l'armée française et participe avec bravoure à la libération de la France et à la défaite d'Hitler. La guerre a révélé les différentes potentialités du jeune homme. Entre 1939 et 1945, il est tantôt espion, agent de liaison et officier de la Coloniale.

La guerre de Galula se résume à trois grandes étapes : Saint Cyr, Tanger et la Méditerranée.

Saint-Cyr libère Galula le 20 mars 1940 soit six mois après la rentrée effectuée en octobre 1939. Le cycle a été raccourci en vertu de l'entrée de la France en guerre. La promotion Amitié Franco-Britannique est formée à la hâte, elle est envoyée d'urgence dans les casernes pour encadrer les appelés. La moitié des camarades de Galula décéderont de 1939 à 1945.

Galula choisit de rejoindre l'armée coloniale au Maroc et sa première affectation sera à Taza (nord) puis à Settat (70 km au sud de Casablanca). Il assiste donc en retrait à la Bataille de France[14] qui verra la débâcle des troupes françaises et l'entrée des Allemands à Paris. Pourquoi garder Galula au Maroc alors que l'essentiel de son régiment est au front[15] ? Était-ce en prévision de combats éventuels en Afrique du Nord ? Ou peut-être que l'armée souhaitait le maintenir « au frais » pour qu'il puisse parfaire sa formation militaire.

La France officielle, celle du gouvernement de Pétain, rentre dans la période dite de Collaboration. Une grosse moitié du pays est occupée et une indemnité est payée aux Allemands (plusieurs millions de franc-or par jour). L'Etat français est préservé, les fonctionnaires sont payés et la police fait son travail. Berlin prend soin de ne pas démanteler les institutions françaises[16]. Hitler a bien perçu l'intérêt de maintenir une armée française

sous les ordres de Vichy. Limitée à 100 000 hommes, cette force doit maintenir l'ordre public dans l'Hexagone et parer à toute tentative d'insurrection contre la présence nazie. C'est à cette armée qu'appartient Galula. En 1940 et 1941, elle abrite en son sein un courant puissant qui souhaite que la France préserve à tout prix ses deux atouts essentiels à savoir sa capacité à négocier avec Hitler et son empire colonial. Une armée, même « châtrée », sur le sol métropolitain peut encore peser face à Hitler tandis que l'empire constitue une carte majeure pour reprendre les hostilités quand les conditions redeviendront propices. Aux yeux d'officiers comme Weygand[17], la pire des choses qui puisse arriver serait que la France soit traitée de la même manière que la Pologne occupée et entièrement dévastée par les nazis.

Galula se laissera porter par les évènements. Il tentera de faire au mieux. On trouve trace de lui à la fin de l'année à Aix en Provence où l'armée le rappelle pour un stage de quatre mois. Lorsque l'on sait que le premier statut des juifs date d'octobre 1940 et qu'il stipule l'expulsion des juifs de l'armée, on comprend le double-jeu de la hiérarchie militaire qui a « caché » Galula. Le deuxième statut passera en juin 1941 et provoquera son expulsion de l'armée pour de bon en septembre. Galula perd aussi la citoyenneté française en vertu de l'abolition du Décret Crémieux.

Le juif David Galula a 22 ans lorsqu'il se retrouve sur le carreau. Adieu Saint-Cyr et adieu la carrière prometteuse d'officier. Que faire ? Galula choisira une voie qui en dit long sur sa personnalité. Il repart au Maroc et se met au service de l'armée qui vient de l'expulser.

Galula est espion à Tanger en 1942. Il vit chez son cousin qui lui fournit sa couverture comme employé de boutique. L'ex-officier français va surveiller le détroit et ce qui se passe à Tanger, véritable refuge pour intrigants et agents secrets. L'on est sûr qu'il n'a pas renseigné les nazis, d'ailleurs ces derniers disposent de leur propre système d'espionnage sur place. Galula travaille pour l'armée française. On ne peut désigner à coup sûr son donneur d'ordre ni l'origine des fonds utilisés pour payer ses informateurs. L'historien français Mathias Grégor pointe deux directions de recherche : (a) le colonel Broussard, ancien chef de Galula à Saint-Cyr ou (b) le colonel Rivet ; chacun de son côté a monté un réseau indépendant d'espionnage conçu pour l'étape d'après c'est-à-dire la confrontation avec Hitler. Dans les deux hypothèses, Galula aura servi une armée qui venait de le mettre à

la porte. Il a collaboré avec des officiers français qui rendaient compte officiellement à Vichy. Mathias Grégor, qui a longuement étudié les archives militaires françaises, révèle que l'armée de terre a joué un double jeu. Soumise à la Pax Germanica sur le papier, elle a tout de même développé une capacité de renseignement propre. En cachette et sans s'en vanter dans les livres d'Histoire ensuite, une partie de l'armée française a recueilli, exploité et partagé des informations sensibles avec les Alliés (Etats-Unis et Grande Bretagne notamment).

La guerre a épargné Tanger, ici pas de bombardement ni de roulements de tambour. On continue à siroter les gin tonic et à fumer le cigare dans les villas de Cap Spartel ! Comme Lisbonne, Genève ou Barcelone, Tanger n'est pas concernée par les combats. Y résident des citoyens du Reich, des Américains, des Anglais, des Espagnols, etc. L*'Office of Strategic Services* (O.S.S[18]) y établit sa principale station d'observation de la Méditerranée. L'enjeu est de taille car par le détroit de Gibraltar transitent des convois de ravitaillement et des navires de guerre.

Galula est certainement arrivé à Tanger en train depuis Casablanca, la ville de ses parents. Il maintiendra bouche cousue sur ce qui s'est passé à Tanger. Si l'on se risque à faire des conjectures, on conclura que Galula a pris goût ici au monde fascinant du renseignement. Cocktails, messages codés, fausses identités. Galula sera pour toujours un homme du renseignement, il écoute, fait parler et analyse avec perspicacité.

À Tanger, encore une fois, l´élément marocain est au second plan. La scène est occupée par les Occidentaux, qu'ils travaillent pour l'Axe, le camp des Alliés ou un pays neutre. La vie se passe dans les consulats, les bars et les boulevards coquets du centre-ville. Personne n'a l'idée d'apprendre l'Arabe ni de s'intéresser aux aspirations de la population musulmane. Que pensent les Marocains de la Seconde Guerre Mondiale ? Penchent-ils pour Hitler ou bien pour Roosevelt ?

Et que ressent Galula ? En 1942, il n'est plus citoyen français. Officiellement, il est juif du Maroc donc indigène. Il est relégué au statut de citoyen de seconde zone, d'apatride en quelque sorte. A quoi ont servi les années au Lycée Lyautey et les sacrifices du passé ? A Tanger, Galula est à la marge de tout : il n'est ni affilié à Vichy, ni à la France Libre, il n'est pas Marocain musulman non plus. Tout au long de sa vie, Galula aura un

tropisme pour les marges et les frontières. Il vivra constamment dans « un poste avancé » bien loin de l'Etat-Major : adjoint à l'attaché militaire à Pékin, attaché militaire à Hong Kong, chercheur à Harvard. Les occasions ne manqueront pas de se fondre dans la masse, prendre un poste en métropole et rejoindre la mère patrie. Mais, Galula choisira presque toujours des affectations exotiques où, au contraire du « bon sens », on travaille beaucoup et on avance peu en grade.

Galula n'a pas le temps de se lamenter sur son sort. Les Américains débarquent au Maroc en novembre 1942, c'est l'opération *Torch*. On sait que Galula a été agent de liaison des Alliés à cette occasion. A-t-il contribué en amont à la planification, en recueillant des informations depuis Tanger ? Difficile à dire. On le retrouve vite à Casablanca, à disposition du commandement U.S. Nous ne savons pas grand-chose de son degré d'implication dans l'opération américaine au Maroc. De toute façon, Galula était condamné à un rôle subalterne car il ne faisait partie d'aucune armée au moment du débarquement.

En mai 1943, Galula retrouve sa place dans l'armée française. Il est difficile de comprendre pourquoi la France a eu besoin de six mois pour enfin réintégrer Galula. L'antisémitisme qui imbibe certains secteurs de l'armée explique peut-être ce retard. Il est aussi probable que tout cela soit le reflet de problèmes bureaucratiques. Il faut imaginer la pagaille administrative à Rabat et Casablanca au début de 1943. D'un côté le commandement militaire américain ; de l'autre, les Français, divisés en deux camps initialement : l'administration locale longtemps fidèle à Vichy et les hommes du général de Gaulle. Ils ont tous leur mot à dire et un ego à faire valoir. Réintégrer un officier est un sujet sensible. Si Galula eût été un simple goumier, il aurait peut-être pu rejoindre l'armée plus tôt.

De mai 1943 à mai 1944, Galula se prépare au combat. Plus question de recueillir du renseignement dans un théâtre périphérique comme Tanger. De Casablanca, il remonte avec le 4e RTS (Régiment de Tirailleurs Sénégalais) vers Mostaganem en Algérie pour de longues semaines d'entraînement. L'instruction impartie et l'équipement fourni sont en grande partie américains.

L'été 1944 est celui de tous les dangers pour l'unité de Galula. En Corse où il doit faire un bref passage, il se blesse sérieusement à la cuisse. Une

grenade explose accidentellement lors d'un entrainement. Il en gardera une cicatrice profonde.

Le 17 juin 1944, Galula se lance à l'assaut des positions allemandes sur l'Ile d'Elbe, c'est l'opération Brassard. Il est chef de section (une cinquantaine d'hommes) au sein de la 9e DIC (Division d'Infanterie Coloniale[19]). Sa mission est de libérer l'île pour créer les conditions d'un débarquement allié sur le continent. Le lieu est paradisiaque (l'Ile d'Elbe se situe au large de la Toscane et à l'est de la Corse) mais l'humeur n'est pas au tourisme. Les Allemands ont miné plages et chemins, leurs dépôts de munition sont pleins à craquer et il est très difficile de jouer sur l'effet de surprise. Les quelques endroits qui se prêtent naturellement à l'accostage d'embarcations légères sont surveillés par les nazis.

L'opération Brassard sera digne d'un film hollywoodien. La France a rassemblé 12 000 hommes environs, issus majoritairement de l'Armée d'Afrique et de la Coloniale. On retrouve des Marocains (régiments de montagne), des Algériens (Zouaves), des Sénégalais (tirailleurs) et des Français. Les Commandos d'Afrique, groupes d´élites, se mettent en mouvement dans la nuit du 16 au 17 juin. Leur rôle est d'affaiblir et désorganiser la défense allemande, le gros des troupes devant débarquer dans la journée du 17 dans des conditions « raisonnables ». Les commandos font un travail extraordinaire : ils avancent en file indienne sur les plages minées, ils tendent un fil pour se guider et lorsqu'un homme tombe, son camarade prend le relais. Leur courage frôle la folie. Et les barbelés qui lacèrent les corps rendent la progression encore plus pénible. Galula et sa section rentrent en action le 17, les combats durent jusqu'au 20 juillet et se terminent par la fuite du général nazi commandant l'île. Bilan : plus de 200 morts chez les Alliés, 500 chez les Allemands, sans compter les centaines de blessés, mutilés ou disparus. Le lance-flammes ajoute au caractère apocalyptique des opérations.

Cela dit, les combats du mois de juin 1944 en Méditerranée sont moins atroces que l'hécatombe qui venait de s'achever à Montecassino. Pendant 123 jours (janvier à mai 1944), l'enfer s'est abattu sur des milliers de soldats alliés dont les goumiers marocains parmi lesquels se trouvait le futur général Oufkir.

Le 20 août 1944, la 9e DIC débarque à Saint Tropez. L'objectif est la prise de Toulon. Galula s'illustre par son courage et ses talents d'analyste. Il est vite nommé officier du Renseignement et remarqué par un colonel français, de huit ans son ainé, Jacques Guillermaz (1911-1998). Sous ses ordres, Galula et ses frères d'armes vont lentement progresser de Toulon vers Belfort jusqu'à atteindre l'Allemagne. Une relation presque filiale se développera entre les deux hommes. Une amitié teintée de déférence et d'admiration mutuelle. Ils ne se sépareront plus durant les dix prochaines années mais chacun restera à sa place, Guillermaz est colonel et Galula est capitaine. Cela n'empêchera pas Guillermaz de solliciter l'opinion de son protégé et d'accepter de lire ses analyses catégoriques et parfois enflammées. Jamais, il ne lui demandera de s'en tenir à son rang. Jamais, Galula ne remettra en cause l'intelligence et la légitimité de son supérieur hiérarchique.

En mai 1945, la guerre se termine pour eux quelque part sur les rivages du Rhin. Ils ont réussi l'essentiel, ils sont vivants. Leur honneur est sauf, la bravoure ne leur a pas manqué. Galula reçoit la Croix de Guerre pour son commandement lors de l'opération Brassard. Il a surtout récupéré la nationalité française et fait à partie (pour de bon) du corps des officiers de l'Armée de Terre. Guillermaz, quant à lui, peut se regarder dans une glace. D'une droiture et d'un patriotisme d'acier, il a tardé à rejoindre De Gaulle. En poste en Asie au début de la guerre, il a hésité à déserter et rejoindre la France Libre, sa femme ayant insisté pour qu'il reste éloigné des troubles en Europe. Il attendra 1943 pour franchir le Rubicon et désobéir. Comme il l'a écrit plus tard dans ses mémoires, ces atermoiements sur fond de conflit de loyauté et de pressions intimes seront parmi les pires épreuves de son existence[20].

La guerre finie, les deux hommes se retrouveront en Chine. Mais, pour le moment, l'heure est à la décompression et aux retrouvailles avec la famille. Il en est de même des milliers de soldats marocains ou algériens qui retraversent la Méditerranée. Pour la plupart, la guerre a été une occasion de se transformer et voir le monde avec d'autres yeux. Ils ont vécu l'impensable, ils ont vu des Européens pleurer, faire leurs besoins dans leur pantalon, marcher la tête baissée et pieds nus dans les camps de prisonniers allemands. Soudainement, l'homme blanc est devenu humain. Si les goumiers et tirailleurs ont gagné des frères d'armes, la fraternité nouvelle

née dans les tranchées est étrangère à la soumission consubstantielle au système colonial. Sur les quais d'Alger en 1945 débarquent les futurs leaders de l'insurrection contre la France.

Le retour à la réalité coloniale est dur. À Sétif en 1945, les Arabes se soulèvent en marge des festivités pour célébrer la victoire alliée. A Madagascar, une véritable insurrection prend de court les autorités. On enlève des Français, on massacre des otages européens, et plusieurs anciens combattants malgaches s'illustrent aux commandes de la révolte. Il faudra de nombreux renforts (venus du Sénégal) pour que la France reprenne la situation en main[21].

Si Galula sort de la Seconde Guerre Mondiale plus convaincu que jamais que sa patrie est la France, pour de nombreux combattants indigènes cela ne va plus de soi.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE II :
DE PÉKIN À HONG KONG, DIX ANS D'OBSERVATION ATTENTIVE DU PHÉNOMÈNE INSURRECTIONNEL (1945-1956)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

À l'école chinoise

Le peuple doit être le grand océan dans lequel l'ennemi se noiera.

Mao Tse Toung (1893-1976)

Un autodidacte

De 1945 à 1956, Galula réside en Asie où il prépare une sorte de « Doctorat Es Insurrection », spécialisé dans les subversions de type communiste et anticolonial. Il est un des premiers à étudier en détail les écrits de Mao et à s'imprégner de toute une littérature asiatique du phénomène de la guerre. En Chine, il se rend, en personne et au risque de sa vie, au contact des insurgés communistes afin d'interviewer leurs cadres et observer leurs camps de prisonniers. Il compare aussi le niveau d'organisation administrative et le contrôle politique exercé sur la population civile des deux côtés du front intérieur chinois : chez les maoïstes et chez les nationalistes.

Les leçons tirées de son long séjour en Asie l'autorisent à se porter volontaire en 1956 pour commander une compagnie d'infanterie coloniale en Algérie. Il mettra alors en pratique les enseignements issus de son observation minutieuse des conflits asiatiques : guerre civile chinoise (elle se termine en 1949), Indochine (1948-1954), rébellion communiste en Malaise (1951-1960) et aux Philippines (1946-1954). Ensuite et une fois éloigné du front algérien, il écrira deux livres majeurs où il déclinera sa doctrine. *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice* (publié en 1964) est son chef d'œuvre, il se laisse lire comme un manuel pratique pour une armée (voire un régime politique) aux prises avec une insurrection. Conçu en même temps, *Pacification in Algeria 1956-1958* (publié en 1963) est le témoignage d'un officier français fermement décidé à innover et à tester en Kabylie les principes d'une discipline nouvelle qui peut faire gagner la guerre à la France si elle est correctement comprise et appliquée.

En envoyant Galula en Asie au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, il n'était pas question d'en faire un théoricien de la guerre. Il débarque à Pékin en 1945 pour devenir l'adjoint de Guillermaz, attaché militaire. En 1949, il accepte une mission d'observateur en Grèce sous l'égide des

Nations Unies. De retour en Asie en 1951, il est nommé attaché militaire à Hong Kong où il demeure jusqu'en 1956. Sa mission principale durant ces dix ans en Asie est de renseigner Paris sur l'évolution de la situation chinoise, un enjeu crucial pour le monde libre et surtout pour une France en pleine guerre coloniale en Indochine. En effet, l'arrivée des communistes chinois au pouvoir en 1949 change complètement la donne pour les rebelles vietnamiens qui ne tarderont plus à recevoir armes et munitions en provenance du nord.

En devenant un des meilleurs spécialistes de la politique chinoise au sein de l'armée française, Galula fait un choix de carrière qui le dessert du point de vue de l'avancement et du prestige. Il se garde de combattre en Indochine et observera les allers et retours des grands officiers français comme Salan ou Ely – ils faisaient escale à Hong Kong – sans se joindre aux combats.

Galula n'aura jamais le prestige d'un Bigeard ou d'un Massu, deux héros incontestables du théâtre asiatique. Ce sera aussi sa planche de salut. Contrairement aux rescapés de Dien Bien Phu, il ne vivra pas l'Indochine comme une honte et un déchirement personnel. Il ne laissera pas derrière lui des camarades vietnamiens. Cela lui permet de garder la tête froide en Algérie face aux exactions du FLN et aux atermoiements des politiciens. Puisqu'il ne fait pas partie des anciens d'Indochine, il a toute liberté pour penser différemment d'eux. Il creuse son propre sillon intellectuel et prend soin de ne pas faire allégeance à l'Action Psychologique, la théorie du colonel Charles Lacheroy, nourrie de l'expérience indochinoise. Très marqués par la supériorité des communistes au niveau de l'endoctrinement, les tenants de l'Action Psychologique comptent sur la propagande pour engager la majorité silencieuse et déstabiliser l'ennemi. Lacheroy a une grande influence entre 1954 et 1958 et a l'oreille attentive de Salan qui lui demande de monter un 5e Bureau à Alger destiné à influencer respectivement soldats, rebelles et civils algériens. De Gaulle, revenu aux responsabilités en mai 1958 le mettra sur la touche et fera enterrer sa théorie dans la foulée. Assurément, Galula a bien fait de se tenir loin de cette école de pensée.

A Pékin et surtout à Hong Kong, Galula aura le temps de mûrir sa théorie « dans son coin » et au contact de professionnels de la lutte anti-insurrectionnelle comme les officiers britanniques de Malaisie et les conseillers américains actifs aux Philippines. Eloigné de ses camarades et

des stratégies de carrière des uns et des autres, il a cultivé une certaine hétérodoxie sans risquer la punition qui est souvent le lot de ceux qui vont dans le sens contraire au vent dominant. Il a pu penser moins comme un militaire que comme un haut fonctionnaire préoccupé par le *jour d'après* et la qualité de la vie démocratique et politique une fois la paix rétablie.

Être original n'est pas forcément un trait de génie. Naviguer dans les marges non plus. Galula a su « divaguer » et revenir avec une solution clés en main. Si Galula est lu aujourd'hui, cinquante après sa mort, c'est qu'il a su concevoir une recette à la portée des officiers sur le terrain. C'est l'homme d'une solution pratique, d'une synthèse facile à appréhender par tous ceux qui doivent agir : militaires, politiques et fonctionnaires civils.

Un nouveau père et une nouvelle terre d'élection : Guillermaz et la Chine

L'Empire du Milieu est un hasard de plus sur le chemin de Galula. A la différence de la période tangéroise ou du débarquement en Provence, il n'est pas subi mais choisi. Galula part à l'autre bout du monde pour suivre son ancien chef de bataillon et mentor, le colonel Guillermaz. À l'époque, l'homme qui a pris Galula sous son aile est déjà un « ancien » de la Chine où il a été poste de 1937 à 1943. Paris le renvoie à Pékin comme attaché militaire dans un pays qui profite de la fin de la Seconde Guerre Mondiale pour reprendre la guerre civile entamée vingt ans plus tôt. L'enjeu, cette fois, est de savoir qui va l'emporter de Chang Kai Sheck ou Mao.

Par une ironie du sort, le juif nord-africain qui rêve d'assimilation saute sur la première occasion qui se présente pour aller vivre à 10 000 km de Paris. Galula aurait pu demander un poste en métropole. Au contraire, il se jette à pieds joints dans une aventure qui l'éloignera, du moins physiquement, de sa patrie et de l'Etat-Major. Toute sa vie, il insistera pour demeurer en *périphérie*. A l'exception de sa période parisienne auprès du général de Gaulle (1958-1961), Galula sera toujours l'homme de l'outre-mer et des sujets exotiques. Un jeune ambitieux comme lui aurait pu travailler auprès d'un général en vue, ou bien rejoindre son corps d'origine, l'Infanterie Coloniale, dans l'espoir de se voir confier un commandement de compagnie. En somme, faire ce qu'il faut pour être reconnu et promu.

Galula s'exile en Chine au moment où il peut enfin connaître la France, sans se faire tirer dessus ni expulser de l'armée parce que juif.

Pour celui qui a quitté le domicile parental à 18 ans pour se prendre en pleine figure la Seconde Guerre Mondiale, aller vivre en Chine, loin des siens, est une épreuve comme une autre. Pour paraphraser Chateaubriand, le jeune Galula « *porte en lui un monde composé de tout ce qu'il a vu et aimé et où il rentre sans cesse, alors même qu'il parcourt et semble habiter un monde étranger* »[22]. Il a la France au cœur et n'a pas peur d'un autre grand départ : la distance ne l'impressionne plus et le mal du pays ne le dissuade plus de faire un autre grand bond en avant. On ne dit adieu à sa mère qu'une seule fois, et Galula l'a fait en 1938 en quittant Casablanca pour Limoges. Quant à la figure paternelle, Galula regarde plutôt du côté de Guillermaz que d'Albert, son père laissé au Maroc et qui n'a plus rien à exiger de lui. Ses vœux sont exaucés : son fils est assimilé et a été décoré pour sa bravoure. C'est le moment où apparaît Guillermaz comme une figure supérieure à Albert, mieux préparée sur le plan intellectuel et plus utile à la carrière du jeune David.

Ouvert d'esprit, cultivé et courageux, Guillermaz est d'abord un grand monsieur avant d'être un officier remarquable. Diplômé de Saint Cyr, il a montré une appétence spéciale pour la Chine au point de figurer parmi les rares Occidentaux à demeurer dans ce pays après 1949 et observer l'épuration sanglante réalisée par les communistes. Il sera aussi un des premiers hommes que De Gaulle enverra à Pékin lors du rétablissement des relations franco-chinoises en 1964. Guillermaz aura droit de nouveau au spectacle de l'horreur totalitariste, cette fois dans le cadre de la sinistre Révolution Culturelle (1966). Et après avoir rendu l'uniforme, Guillermaz devient la cheville ouvrière d'un mouvement qui transformera de fond en comble la sinologie en France. Devenu professeur, il nage à contre-courant dans un milieu universitaire habitué à étudier les grandes dynasties chinoises et à négliger le fait communiste. Guillermaz dirigera le « Centre Chine », affilié à l'EHESS à partir duquel il diffusera une connaissance fine et nuancé du parti communiste chinois et de la Chine Populaire.

Un des traits les plus attachants de la personnalité de Guillermaz est d'avoir pris soin d'un jeune officier qui lui ressemblait peu. La modération et la patience de Guillermaz tranchent avec l'excès d'enthousiasme de son poulain dont les opinions sont parfois définitives et monolithiques. Plus

d’une fois, elles lui causeront du tort car, sans être dénuées de fondements, elles sont exprimées d’une manière par trop directe et transparente.

Le mentoring se fait à deux, son ciment réside dans l’admiration mutuelle et la volonté d’une des deux parties de donner un peu plus que l’autre. C’est un acte de transmission et non une transaction. En cela, il est très proche de la relation filiale où le père ne fait pas la comptabilité des services rendus à son fils tout le long de sa vie. Lorsqu’il fonctionne, le mentoring peut donner lieu à une relation indéfectible unissant des personnes aux profils opposés[23]. Cependant, il est rare de voir père et fils s’engager dans un tel modèle relationnel, il y a peut-être trop d´émotionnel en jeu[24].

La relation Guillermaz-Galula est admirable parce que les deux sont complémentaires voire opposés. L’homme de dossiers a adopté l’homme des contacts et de l’action. Chacun, en restant à sa place hiérarchique, a tenté de comprendre l’autre, de lui faire changer d’avis sans dogmatisme ni soumission.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Au contact de l'insurrection communiste

Galula arrive à Pékin au deuxième semestre 1945. Son voyage en avion a été une aventure en soi. Coincé à Calcutta pour cause de mauvais temps au-dessus de l'Himalaya, le jeune officier s'essaye au saut en parachute[25] !

Il trouve un pays en pleine décadence, aux prises avec plusieurs facteurs de division et de désordre. En Chine, la Seconde Guerre Mondiale a duré plus longtemps qu'ailleurs. Elle a commencé en 1937 avec les grandes offensives japonaises au sud[26], un moment dramatique qui marque les premiers jours de Guillermaz à Shanghai. En 1938, l'enfer s'abat sur Nankin, théâtre du viol massif de dizaines de milliers de femmes chinoises par les soldats nippons[27]. Plus tard, les Japonais utilisent le territoire chinois pour attaquer la Birmanie, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines. Au sortir de la guerre en 1945, le bilan est terrible pour la Chine : on compte 15 à 20 millions de morts et 90 millions de réfugiés internes.

Les tourments de la Chine ont commencé bien plus tôt en réalité. Ils remontent au XIXe siècle au moins. L'effacement de la dynastie Qing a donné libre cours à des insurrections longues et sanglantes. La plus emblématique est la révolte Taiping qui a fait 30 millions de morts (1851-1864).

L'autorité de Pékin sera sans cesse mise en cause après 1850 sous les coups de boutoir d'acteurs externes et internes : (a) les grandes puissances européennes démembrent le pays en s'adjugeant des zones exclusives et des facilités commerciales, (b) le Japon inflige une défaite cinglante à la Chine en 1895 et prend pied sur le continent (c) les seigneurs de guerre s'émancipent du pouvoir central et exercent leur propre tyrannie.

Dès les années 1920, le pays est divisé en plusieurs contre-sociétés : les communistes à l'ouest, Chang Kai Sheck au sud, les Japonais au nord, les Européens[28] dans leurs enclaves (Pékin, Shanghai) et les seigneurs de guerre un peu partout.

Affaiblie au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la France peine à rétablir son autorité en Indochine. Occupée par le Japon de 1940 à 1945, la colonie n'est pas forcément heureuse de revenir dans le giron de la France

et plusieurs voix réclament l'indépendance. La France a donc tout intérêt à surveiller l'éventuelle ingérence des Anglo-Saxons et des Russes dans les affaires de la région. Bien plus, si Mao remporte la partie en Chine, il y a fort à parier qu'il n'hésitera pas à aider, par tous les moyens, les insurgés communistes au Vietnam.

Galula fait son travail d'observateur – il est un des quatre adjoints de l'attaché militaire – et se rend compte assez vite que le camp nationaliste va perdre la guerre. Au lieu de se réfugier derrière des œillères idéologiques, Galula prend sa jeep et traverse le front au point de se faire enlever à deux reprises par les rebelles communistes (1947). Prisonnier, il ne s'affole pas et semble même ravi de se voir offrir la chance d'étudier de près l'insurrection. Les rebelles le traiteront bien et ne lui confisqueront pas sa caméra. Les semaines passées derrière les lignes maoïstes sont le point de départ de l'épopée intellectuelle de Galula. Ce qu'il voit le bouleverse en effet. Il comprend vite que l'insurrection communiste n'a rien d'une rébellion classique. Elle n'est ni l'œuvre d'une mafia qui s'essaye à la politique ni l'épopée d'un seigneur de la guerre.

En 1945, très peu d'observateurs font le pari que Mao sera le nouvel « empereur » chinois. Les Américains déversent leur aide sur le camp nationaliste : conseillers militaires, mercenaires et munitions. Ils raisonnent encore dans un schéma de guerre conventionnelle où celui qui a le plus de moyens et la meilleure stratégie a le plus de chances de l'emporter. C'est méconnaître deux éléments essentiels de la situation chinoise :

(a) Mao n'est pas un ennemi comme les autres,

(b) la guerre civile chinoise n'est pas une guerre régulière. C'est une guerre révolutionnaire qui obéit à son propre rythme ; elle est lente car les deux armées en présence ont rarement l'occasion de se retrouver dans un face-à-face décisif, Mao utilisant la stratégie de la guérilla.

Mao est un penseur. Au-delà du chef de guerre et du futur homme d'Etat, il est un théoricien de la guerre. Dans la droite ligne des écrits de Clausewitz, Mao reconnaît que le recours à la violence est une prolongation de la politique, le but ultime étant de forcer l'adversaire à abandonner la lutte et renoncer à ses objectifs[29]. Dans *La Guerre révolutionnaire* (publié en 1937), Mao propose une doctrine faite pour la Chine, un pays vaste mais affaibli, aux prises avec l'invasion japonaise. Mais, les enseignements de

Mao revêtent une portée universelle et leur légitimité n'est que renforcée par le triomphe final en 1949. Des guérilleros du monde entier puiseront leur stratégie dans les écrits de Mao que Galula étudie en détail tout au long de son séjour en Asie. La guerre révolutionnaire redonne espoir aux *faibles* et aux *opprimés* en leur indiquant un chemin bien précis et des actions à entreprendre à chaque étape.

« La bombe atomique est un tigre en papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible mais elle ne l'est pas : c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre, et non une ou deux armes nouvelles.[30] *»*

L'insurrection a toujours une chance de gagner si et seulement si elle mobilise le peuple. Avec cet objectif en ligne de mire, Mao propose une approche graduelle qui commence par la mise en place d'une structure politique secrète, le *mouvement de base*. Une de ses vocations principales est de s'insérer dans un *front uni* qui doit regrouper des personnalités, des partis politiques et des organisations ayant pignon sur rue. L'agenda de l'insurrection doit s'immiscer dans les revendications de ce front quitte à faire preuve de dissimulation. Du temps de l'invasion nippone, les communistes ont fustigé l'occupation étrangère au nom du patriotisme même si leur but ultime était de remplacer la tyrannie de l'occupant par celle de la dictature communiste. Ce double-jeu permet d'utiliser des alliés bienveillants (conscients ou non de leur rôle) pour sensibiliser la population et la mettre en tension ; qu'elle se dise qu'il y a un problème dans la société dont la permanence est intolérable et injustifiée. A terme, chaque civil doit se sentir concerné et avoir un avis par rapport à une question centrale : pour ou contre l'indépendance ? Pour ou contre l'Islam ? Comme une fusée à plusieurs étages, la subversion selon Mao débouche – si toutes les étapes préalables sont bien menées– à la *guérilla*, phase de confrontation armée entre une armée constituée (loyaliste) et une troupe irrégulière (insurgée). Les livres d'histoire retiennent souvent la date du premier coup de feu tiré (ex : la Toussaint 1954 dans le cas de la guerre d'Algérie) alors que la subversion existe depuis des années (mouvement de base et front uni).

Durant la phase de guérilla, l'enjeu est que les insurgés soient comme un poisson dans l'eau parmi la population. Ils y parviennent par l'endoctrinement intense et la terreur. Les deux vont de pair pour que la population sorte de la passivité et prenne position. Mao ne veut pas que les

civils soient des spectateurs, ils doivent participer de la guerre en cours et faire un choix : pour ou contre le changement. Les opinions personnelles cessent d'être intimes et se traduisent par des actes concrets. Si on appuie l'insurrection, on doit payer l'impôt révolutionnaire et respecter certains codes et règlements nouveaux (ne pas parler aux policiers, ne pas envoyer les enfants à l'école, ne pas consommer tel ou tel produit). Si on souhaite le maintien du statu quo, il faut se préparer à en subir les conséquences et on devient soi-même une cible. La guerre révolutionnaire est une guerre civile.

Si les rebelles parviennent à séparer (aliéner) la population du régime en place alors ils pourront entamer l'avant-dernière étape qui est la *guerre de mouvement.* A ce moment précis, la guerre révolutionnaire revêt un caractère conventionnel, deux armées se livrent bataille avec des canons, des chars et des missiles.

C'est cette réalité que Galula va comprendre dans toute sa complexité, à travers ses lectures et sa captivité en 1947. La France et toutes les nations occidentales exposées au risque insurrectionnel doivent se préparer à une guerre longue. Le déséquilibre des forces ne veut plus rien dire car le rythme est dicté par les insurgés et ces derniers feront ce qu'il faut pour gagner l'appui de la population avant de mettre cartes sur table et sortir leur arsenal. Comme un anaconda, la subversion qui réussit est celle qui progressivement étouffe son adversaire en lui retirant l'envie même de se défendre et en lui faisant croire qu'il ne sert à rien de lutter contre quelque chose d'inéluctable. Une fois le régime démoralisé et « habité » par le doute sur ses propres capacités, vient le temps de l'attaque frontale : c'est la guerre comme on se l'imagine avec siège de la capitale, corps à corps, combats de rue etc.

Une guerre longue : voici le seul moyen pour une insurrection de triompher. Difficile à assumer sur le terrain car la guerre est faite de privations et de sacrifices constants. Pour tenir la route plusieurs années de suite jusqu'à la victoire finale, discipline et leadership sont nécessaires. Rien n'est possible sans ces deux éléments car attaquer trop tôt peut causer l'annihilation de la subversion.

Cette doctrine a conduit les FARC aux portes de Bogota, la capitale de la Colombie. Apparues dans les années 1950 comme un mouvement de défense des paysans, les FARC sont assez marginales jusqu'aux années

1970. Elles s'inspirent des idées de Mao et s'arment d'un *mouvement de base* qui leur garantit militants, ressources et renseignements dans tous les milieux (université, administration, presse, police, etc.). Dans les années 1980, les FARC utilisent avec beaucoup de talent des relais dans les cercles intellectuels sud-américains et internationaux (c'est le *front uni* version colombienne). Sans le savoir parfois, des grands journalistes et sociologues sont les « idiots utiles » d'une cause peu recommandable. Dès cette époque, il n'est pas nécessaire de faire partie d'un service de renseignement pour se convaincre de la dérive mafieuse des FARC. Elles pratiquent en effet l'avortement systématique sur les femmes soldats pour maintenir les effectifs en « état opérationnel ». Les guérilleros communistes rentrent de plein pied dans le commerce de la drogue et s'associent aux ultracapitalistes du cartel de Medellin et de Cali. Rien de cela bien sûr ne saute aux yeux des compagnons de route de la « résistance paysanne » qui depuis Mexico, Paris ou Rome ont la mission de rendre aimable une guérilla aux méthodes extrêmement controversées.

La *guérilla* est pratiquée depuis le début, elle s'impose comme une évidence aux FARC car la Colombie est un pays immense couvert de forêts et de montagne, l'armée nationale mal organisée durant les années 1970 et 1980 a peu de chances d'éradiquer les guérilleros dispersés et parfaitement intégrés dans l'écosystème. L'intensité de la menace FARC change d'échelle à cause de l'alliance avec le monde de la drogue qui garantit les ressources nécessaires pour lancer une *guerre de mouvement*. De véritables colonnes mobiles, mécanisées et bien armées, attaquent les bases les moins bien protégées. Quelques-unes tombent comme *El Billar* (1998) de même qu'une capitale de province (*Mitu*, 1998).

Si la puissance de feu des FARC au milieu des années 1990 est sérieuse, elle est encore inférieure à celle de Bogota. En réalité, l'Etat colombien a perdu l'envie de se battre. Le *mouvement de base* et tout l'appareillage culturel de gauche ont délégitimé le gouvernement. Les professeurs ne veulent plus risquer leur vie pour aller donner des cours dans les villages reculés ; les policiers ne sortent plus en patrouille ; l'armée subit défaite sur défaite car la population ne lui indique plus l'emplacement des mines ni les mouvements suspects. Dans plusieurs régions (et même dans la proche périphérie de Bogota), la population collabore avec les FARC ou du moins

leur témoigne une indifférence bienveillante. Entre 1995 et 2002, une partie du peuple croit sincèrement que l'insurrection va gagner.

Pour passer du statut de guérilla rurale (une de plus en Colombie) à celui d'alternative au pouvoir en place, les FARC ont su rendre « inévitable » et « incontournable » le scénario de leur victoire, une victoire par asphyxie. La cause FARC, aux yeux de millions de Colombiens, s'est confondue avec le sens logique et naturel de l'Histoire.

Durant sa captivité, Galula se rend compte que la propagande s'adresse d'abord aux soldats communistes. Tous les jours, ils sont réunis pour des sessions de lecture et de sensibilisation. Lorsqu'un village est « libéré », ses habitants commencent à être encadrés par des commissaires politiques. Leur rôle est de faire la police de la pensée, intimider les « réactionnaires » et mettre en avant les bénéfices qu'apporte la soumission aux idées révolutionnaires. La troisième cible de l'endoctrinement est constituée par les prisonniers. Tous les ennemis capturés, officiers ou simples soldats, sont mis au contact de l'idéologie communiste et familiarisés avec la *cause du peuple*. Au Vietnam entre 1948 et 1954, des centaines de militaires français subissent le *bourrage de crâne* dans les camps infâmes du Viêt-Minh. Impressionnés par la détermination des communistes à les convaincre du caractère inéluctable de la révolution, des anciens de l'Indochine tenteront de mettre en œuvre, dans le contexte algérien, les enseignements de leur captivité. L'Action Psychologique en est la fille légitime dans une certaine mesure.

La propagande politique ne suffit jamais à obtenir le basculement complet de la population. Il faut faire peur à la majorité passive qui ne souhaite qu'une seule chose : continuer à vivre et travailler normalement. C'est là toute l'essence de la guerre révolutionnaire, c'est une guerre civile dans le sens où le civil devient une arme aux mains des belligérants. Celui qui refuse de donner de la nourriture aux rebelles est châtié, celui qui leur ferme sa porte est battu voire pire. Le recours aux atrocités est chose courante. Elles commencent par la délation et les dénonciations malveillantes et débouchent sur les humiliations en place publique, les procès expéditifs, les tortures et les exécutions sommaires. La haine, la sœur jumelle de la guerre, investit la cause révolutionnaire et se cache derrière les slogans qui appellent *à mettre bas les tyrans*, *éliminer les bourgeois* et se débarrasser des *ennemis du peuple*.

Galula reconnaîtra volontiers la capacité d'organisation des maoïstes. Il est en admiration devant leurs talents d'administrateurs. Quand ils prennent un village, les communistes sont tout de suite prêts à le gouverner. Ils ne perdent pas de temps à désigner des représentants ou à choisir des leaders. Grâce à leur organisation clandestine – installée depuis belle lurette et avant que le premier coup de feu ne soit tiré –, ils savent depuis longtemps qui est qui. La population ne ressent jamais le vide du pouvoir car l'autorité communiste ne lui laisse pas le temps de réfléchir.

Soutenus par une population qu'ils encadrent et gouvernent au plus près, les hommes de Mao croient en la victoire. Dans le camp adverse, le doute s'est installé car les conquêtes territoriales s'avèrent fragiles et réversibles puisque les civils ne collaborent plus avec les nationalistes.

Gouverner signifie aussi surveiller et punir. Au contact des réalités chinoises, Galula se rend compte qu'opprimer n'est pas un problème ; ce qui importe vraiment aux yeux du peuple est que l'oppresseur agisse d'une manière prévisible et « rationnelle ». Les communistes ont établi une liste d'interdits assortie de sanctions proportionnelles et connues de tous. Autrement dit, il suffit d'obéir pour s'en sortir. Du côté de Chang Kai Sheck, la situation est inverse. Les routes ne sont pas sures et les bandits de grand chemin rendent impossible la vie des paysans. La brutalité des troupes loyalistes envers les civils n'est pas contrebalancée par l'efficacité de l'administration. Le peuple ne voit aucun avantage à obéir et payer les impôts car il ne reçoit pas la sécurité en retour. Les Américains ont beau expédier armes et munitions, rien n'y fait, le peuple a choisi le vainqueur, il obéira à celui qui sait le contrôler. Galula retiendra bien cette leçon.

En Chine, Galula est un des premiers occidentaux à former une connaissance précise de l'insurrection communiste. Elle est exceptionnelle par sa doctrine militaire qui à la manière d'un anaconda étouffe sa proie et suffoque en elle toute velléité de résistance. Sans le souffle, le régime s'effondre non parce qu'il est le plus faible mais parce que la population ne le soutient plus. Il a beau se débattre et gesticuler, l'air lui manque bientôt car la subversion le prive de son écosystème naturel : la population.

À en croire Mao, la victoire de l'insurrection n'est qu'une question de temps et de patience. Les insurgés doivent perfectionner leur mainmise sur les civils dont l'ardeur est vite « refroidie » par les calamités de la guerre.

Ils doivent aussi apprendre à vivre avec la douleur car les forces du *statu quo* leur infligeront de lourdes pertes pendant une période prolongée. Ho-Chi Minh au Vietnam comprend très bien le message : il fera ce qu'il faut, quitte à sacrifier des milliers de compatriotes innocents, pour épuiser Français et Américains qui le bombardent sans relâche. Il n'a jamais « craqué » déjouant ainsi tous les pronostics.

En avance sur son temps, Galula a une conscience aiguë du piège tendu aux puissances occidentales par le mouvement communiste révolutionnaire. Le « monde libre » comme on disait à l'époque ne se doute pas de la sophistication de son ennemi ni de son degré de détermination. En Indochine, la France verra ses meilleurs soldats se faire massacrer par des paysans. Tombé en captivité dans un des terribles camps de prisonniers Viêt-Minh[31], un jeune officier français, le Lieutenant Jean Luciani (1er BEP) raconte s'être senti humilié à la vue de ses geôliers : des petits hommes minces mesurant 140 cm de haut[32].

L'insurrection communiste est un phénomène global, puissant et multiforme. À un endroit, elle épouse une cause nationaliste (lutte de libération) ; ailleurs, elle est entremêlée avec des revendications de nature sociale (réforme agraire par exemple). Rien de bien différent du phénomène djihadiste actuel qui se propage partout où la gouvernance est fragile, des confins des Philippines, au Sahel en passant par le Pakistan.

Galula emploiera les vingt années qui lui restent à vivre à défaire ce type d'insurrection. Il a toujours vu dans le communisme une menace existentielle. Cette hostilité pour le communisme est certainement antérieure à son aventure chinoise. Il s'agit certainement d'une conviction intime qu'il s'est forgée dans ses années à Lyautey et à Saint-Cyr (1939-1940). Au début de la Seconde Guerre Mondiale, l'aversion au communisme imbibe l'armée française notamment parce que le PC français, inféodé à Moscou, appelle à fraterniser avec les nazis en vertu du Pacte Germano-Soviétique.

Issu de l'Empire colonial, Galula s'est forgé autour de l'idée d'assimilation. Son « rêve français » a été pleinement exaucé. Avoir de la sympathie pour les pourfendeurs du colonialisme serait renier sa propre identité, ses racines et le roman de sa vie. Il est l'enfant de l'assimilation et de l'œuvre civilisatrice de la France si chère à Jules Ferry. Ce n'est pas sa faute si le

projet de la IIIe République a porté ses fruits et qu'un petit juif d'Afrique du Nord soit devenu une étoile montante de l'armée française grâce à l'Instruction et au Mérite. Galula ne peut pas être autre chose que colonialiste, il ne peut nier d'où il vient.

A la différence de plusieurs intellectuels « de droite », Galula déteste le communisme en connaissance de cause. Il l'a vu tout emporter sur son passage en Chine. A Hong Kong où il est attaché militaire, il écoute les récits de réfugiés qui fuient la dictature et s'entassent dans la possession britannique ; il n'ignore rien des atrocités de l'épuration et se rend vite compte que Mao n'a pas pris le pouvoir pour instaurer la paix et l'amour. Ses informateurs le tiennent au courant sur ce qui se passe de l'autre côté de la frontière, sans oublier les rapports envoyés par Guillermaz depuis Pékin[33]. Ce dernier se désole sincèrement du sort du peuple chinois qui, après vingt ans de guerre civile, est soumis à la tyrannie de Mao et de sa clique. S'instaure alors l'enfer de l'autocritique qui érige la médiocrité au rang de vertu. Et ceux qui échappent aux règlements de compte politiques doivent faire face aux famines causées par la désorganisation totale de l'économie.

Quand Galula parle du communisme, il sait donc de quoi il parle. On peut regretter qu'il ne déploie pas autant de perspicacité face au phénomène nationaliste arabe. Pour lui comme pour l'Etat-Major, il s'agit d'un avatar de l'offensive globale des communistes contre le monde libre[34]. Il est loin de percevoir la dimension religieuse (contre-croisade) du mouvement de libération algérien. Galula ne place par le panarabisme dans l'histoire des tentatives (toutes avortées) de faire renaître le monde arabe de ses cendres[35]. L'eût-il fait, qu'il aurait ouvert les yeux sur l'évidence « islamique » du combat du FLN. Les rebelles qu'il ne tardera pas à affronter en Kabylie (1956-1958) se battent au nom de Dieu et contre les *nassarah*[36].

Il n'était pas le seul à faire fausse piste. Les grands pourfendeurs du colonialisme (comme Franz Fanon et Jean-Paul Sartre) n'ont pas pu ou n'ont pas voulu décoder les références islamiques des mouvements d'émancipation en Afrique du Nord. Ne parlant pas l'Arabe, ils avaient peu de chance de lire entre les lignes et de comprendre la nature de leurs alliés objectifs. Abdelkrim lui-même, un des pères fondateurs du concept de

guérilla de libération, souhaitait l'instauration de la Charia. Sa République du Rif aurait été une république islamique à en croire ses discours. Ses admirateurs en Occident ne se sont pas arrêtés à ce détail.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE III :
DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE
(1956-1961)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Une course contre la montre pour rattraper 130 ans d'apartheid

25 % of the business is the shooting, 75 % is winning the control of the population.

Field Marshal Sir Gerald Walter Robert Templer (1898-1979)[37]

Juifs, musulmans et pieds noirs : l'histoire condamnée à se répéter

En 1502, Isabelle la Catholique se rend à Cordoue en Andalousie. Elle est choquée par la faible empreinte du catholicisme dans la ville tant la population semble accrochée au style de vie mauresque. A plus d'un titre, l'Espagne demeure une terre où l'Islam est religion, culture et civilisation. On estime à 325 000 le nombre de musulmans (*mudejars*) et de musulmans convertis au catholicisme (*moriscos*) vivant sur le territoire espagnol, dix pour cent de la population totale peut-être[38]. L'écrasante majorité se trouve à Valence et dans l'Andalousie actuelle. Cette dernière correspond grosso modo aux anciens royaumes arabes de Cordoue (tombée en 1236), Séville (1248) et Grenade (1492). Reconquérir les territoires n'a pas suffi à imposer le mode de vie catholique, un défi majeur pour un pays façonné par la Reconquista qui a été une sorte de croisade permanente (elle dure depuis le XIe siècle au moins) contre l'élément musulman.

Dans l'Espagne du XVIe siècle, tout ce qui est beau et élégant porte l'empreinte musulmane. Aux quatre coins de la Castille et de la Navarre, artisans et architectes suivent résolument le style *mudejar*, un mélange sublime de techniques, de matières et de motifs islamiques et chrétiens. L'Espagne est réellement à part, sa différence saute aux yeux du voyageur européen de l'époque qui découvre pour la première fois les églises et les palais de villes très catholiques comme Valladolid ou Saragosse. L'exception espagnole exaspère le Pape et l'entourage de la Reine mais celle-ci temporise et se contente de réprimander les autorités de Cordoue lors de sa visite en 1502. Elle sait que l'Espagne ne se relèvera pas du cataclysme économique que signifierait la fuite des cerveaux et des bras *mudejar* et *moriscos*. Le pays est d'ailleurs dévasté par les conséquences de

l'expulsion en masse de centaines de milliers de juifs entre 1487 et 1495[39]. Bien plus tard, les partisans d'une Espagne purifiée et exclusivement catholique auront gain de cause. En 1610, les musulmans d'Espagne sont priés de partir *manu militari*.

Ils perdent tout. Des dizaines de milliers de familles laissent tout pour s'embarquer dans des navires précaires en direction du Maroc. Ce sont les premiers *boat people* de l'époque moderne. Les Espagnols les considèrent comme des intrus, des envahisseurs, des « pieds noirs » en quelque sorte. Ils ne leur reconnaissent pas le bénéfice du doute car ceux qui se convertissent au Catholicisme se font expulser également. L´économie en sort exsangue, la campagne autour de Valence devient un champ de ruines sans ses habitants musulmans[40]. Mais qu'importe, il faut retirer de l'Espagne les « pieds noirs » qui quoiqu'ils fassent ne seront jamais des habitants légitimes du pays. Au fanatisme de certains catholiques s'ajoutent des craintes sérieuses de voir les *moriscos* attirer Ottomans et Français[41] en terre d'Espagne.

En 1956 lorsque Galula remet les pieds en Algérie pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, peu se remémorent ce qui s'est produit en Espagne cinq siècle plus tôt. Parmi les Israélites certains sont les descendants de ces juifs expulsés par Isabelle et Ferdinand et qui ont trouvé refuge à Fez, Oran, Alger, Alexandrie ou encore Thessalonique. Galula lui-même a peut-être quelque chose à voir avec cette lignée. Des milliers de familles musulmanes d'Algérie peuvent revendiquer des origines andalouses ou alicantines (comme les Bargach[42]). La guerre déclarée en 1954 par le FLN les obligera tous à choisir un camp. Quel que soit leur confession, les perdants seront expulsés de l'autre côté de la mer, sans ménagement ni égard pour leur enracinement sur le sol algérien. Rien de bien nouveau sous le soleil de Méditerranée.

Le philosophe grec Thucydide disait que *« la nature humaine étant ce qu'elle est,* [les évènements du passé] *seront répétés à l'identique à l'avenir* [notre traduction] ». Et c'est bien ce qui se passera en Algérie puisque les pieds noirs auront deux ou trois mois pour plier bagage comme les *judíos,* les *mudejars* et les *moriscos* d'Espagne. La valise ou le cercueil. Évidemment, l'économie de l'Algérie (qui vivait son meilleur moment dans les années précédant l'indépendance) ne s'en remettra jamais. Le rêve d'une

Californie du Maghreb, animée par des petits patrons réalistes et tenaces, sera enterré à tout jamais. Le pays perd les deux tiers de ses enseignants et la moitié de ses médecins ; chez les cadres de l'industrie et l'agriculture, la saignée atteint 60 %. Mais, qui s'en soucie vraiment au début des années 1960 ?

Pour Clausewitz, la guerre oscille sans cesse entre la raison froide de la politique, le hasard et la force aveugle de la haine et de l'inimitié[43]. Dans les guerres civiles, haine et méchanceté atteignent leur maximum. Les gens oublient pourquoi ils font la guerre, ils commettent des actes qui contredisent leurs propres intérêts, ils brûlent leur propre terre. La Passion sature tous les esprits tandis que la raison politique, froide et calculatrice, perd pied et se laisse doubler par l'instinct de mort. La guerre devient sale et le Diable est à son aise. En avril 1956 quand Galula met les pieds à Alger, la guerre est bien sale. On tue, on torture, on émascule. Le vent de la haine souffle, sec et implacable, comme le *chergui*. Au Maroc voisin, la coexistence entre voisins européens et musulmans est mise en doute par le massacre d'Oued Zem (août 1955) et dans le reste du monde arabe, Nasser promet le salut par l'expulsion sans appel des colonialistes. L'Egypte cosmopolite et avant-gardiste vit ses derniers jours, bientôt elle se videra de ses juifs, de ses Grecs et de ses Italiens, les Arts et la Culture ne s'en relèveront jamais vraiment.

C'est le moment que « choisit » Galula pour mettre le nez dans les affaires algériennes. La guerre engage en effet un tournant majeur au cours de l'année 1956. Il convient d'en résumer les principales étapes afin de saisir l'importance des stratégies adoptées de part et d'autre et leur impact sur le terrain politique et militaire[44].

Novembre 1954 – avril 1956 : l'insurrection balaye l'Algérie d'est en ouest et le FLN met hors-jeu police et gendarmerie française.

Mai 1956 – mai 1958 : brusque montée en puissance des forces françaises et réadaptation de l'appareil administratif pour faire face à l'insurrection. Donné gagnant dans l'étape précédente, le FLN se rend compte que la guerre sera longue et que le soutien de l'ensemble de la population musulmane n'est pas encore garanti.

Mai 1958 – janvier 1960 : la balance penche du côté de la France.

Janvier 1960 – juillet 1962 : Bien que la victoire militaire soit confirmée, le volet politique tourne vite à la catastrophe. L'indépendance est une certitude depuis les accords d'Evian de mars 1962, elle est effective suite au referendum d'autodétermination du 1er juillet 1962.

En 1956, les dés sont déjà jetés

L'armée française a gagné la guerre d'Algérie. Elle a écrasé le FLN en ville comme à la campagne. Dans la dernière ligne droite des hostilités (1960-1962), le gros des insurgés vit au Maroc et en Tunisie, incapables de venir au secours des combattants de l'intérieur depuis que la France a électrifié les frontières terrestres. Si la victoire est sans appel sur le plan militaire, elle ne trouve aucune suite dans le terrain politique. Les vaincus gardent l'avantage en termes d'idées (la cause de la liberté) et au sein de l'Organisation des Nations Unies où plusieurs pays les défendent ardemment[45].

On a coutume de nous dire que tout a commencé en novembre 1954. A la Toussaint, le FLN provoque des dizaines d'incidents : on attaque des fermiers européens, on assassine des postiers et on exécute des musulmans perçus comme pro-français (fonctionnaires et agents d'autorité). Le but de ce carnage est d'accélérer l'histoire pour que survienne l'inévitable indépendance de l'Algérie. En 1954, ceux qui crient « Algérie française ! » chantent une imprécation, une vue de l'esprit qui vient masquer les occasions manquées depuis 130 ans. Le pays est divisé en deux depuis de belles lurettes. Sur le sol algérien, deux peuples différents se côtoient et se toisent sans faire partie de la même civilisation :

- Les villes et les *communes de plein exercice* (cf. ci-dessous) incarnent une sorte de France d'Afrique du Nord, au caractère catholique, républicain et méditerranéen. C'est l'Algérie d'Albert Camus, mélange de « petits blancs » espagnols, italiens ou encore alsaciens, encadrés par une administration identique à celle de la métropole. A leur tête, on trouve des grands propriétaires terriens qui se distinguent dans la viniculture et les agrumes notamment.
- Et à côté, là où la terre produit moins, là où la plaine cède devant la montagne et la steppe, se trouve l'Algérie musulmane, celle des

communes mixtes (cf. ci-dessous). Elle est encore intacte et très peu influencée par l'élément européen. Elle est misérable et sa population souffre encore de maladies honteuses comme la variole, la polio ou le trachome. Le mode de vie est celui de l'Algérie tribale que les Français ont trouvé en 1830. Qu'elle soit arabe ou berbère, cette Algérie rurale se définit largement par l'Islam, à la fois tradition, identité et spiritualité. C'est la religion des ancêtres, elle n'a pas bougé.

En somme, deux pays, deux époques historiques se font face en 1954 : l'Algérie européenne, celle qui croit en une Algérie française où les pieds noirs continuent à tenir le haut du pavé. Elle regarde vers l'Avenir. L'Algérie musulmane, rurale et préservée, qui vit dans la pénurie permanente d'eau, de nourriture et d'espérance. Elle regarde vers le Passé.

Au début, les militaires ont commis une grave erreur d'appréciation en assimilant attentats et assassinats ciblés à des actes de banditisme, l'œuvre de hors la loi[46] qui auraient soudainement résolu agir de concert. Un classique des guerres insurrectionnelles : le camp qui représente l'*ordre établi* commence toujours par nier le réel. Dans ces conditions, la police se retrouve en première ligne pour régler une question essentiellement politique et militaire. Passée la surprise initiale, les militaires arrivent en 1955 à la conclusion qu'il leur faudra d'énormes effectifs pour relever police et gendarmerie et avoir une chance de rétablir l'ordre. Ils se rendent comptent également que la victoire dépend d'un *big bang* administratif car les espaces ruraux, là où vivent la plupart des musulmans, sont sous-administrés.

Au début de la guerre, l´écrasante majorité des Européens se concentre dans les « communes de plein exercice » (le tiers du territoire). Ce sont des municipalités organisées à l'identique qu'en métropole. Le maire est invariablement français, un conseil municipal organise la vie locale, la préfecture coordonnant les autres services de l'Etat. C'est l'Algérie française, celle des pieds noirs (un million environs), des Israélites et d'une partie des musulmans (deux millions environs). Le reste de la population (six millions de musulmans) vit dans les « communes mixtes » (les deux tiers du territoire). Parmi eux très peu d'Européens (moins de 30 000). C'est l'Algérie des *mechtas*[47] et des *gourbis*[48] pour qui la France est lointaine et désincarnée, elle se résume à un administrateur français nommé par Paris. Il

s’appuie sur des caïds musulmans pour la collecte des impôts et les affaires sociales. C’est l’Algérie de la pénurie où tout manque : la terre est aride, il n’y en a pas assez pour tous ceux qui veulent la cultiver, personne ou presque ne va à l’école, les routes sont rares. De fait, la population du bled est à la dérive depuis 130 ans. Elle ne connaît pas la France et celle-ci la connaît et contrôle encore moins. Aux yeux des militaires. il est urgent de renouer avec cette Algérie profonde, base arrière et sanctuaire du FLN.

L’insurrection embrase le pays en quelques semaines. Si la majorité de la population musulmane reste tranquille, l’insécurité explose, circuler en voiture entre les villes devient dangereux et les trains sont régulièrement attaqués. Dans les communes mixtes, les HLL ont leurs aises. L’armée souhaite les occuper une par une avant de les passer au peigne fin. Rien de cela n’est possible si la population musulmane continue à vivre loin de la France, de son Etat, de son école et de ses services de santé. La structure administrative est trop molle et distendue pour que les chefs de famille sentent la présence française et dénoncent aux autorités coloniales tout mouvement suspect.

Les militaires ont raison. Les élites manquent pour s’occuper de la *res publica* (la chose commune) au plus près des musulmans. L’insurrection est forte parce que la France n’a pas de relais sur le terrain. Les garde-forestiers sont peu nombreux et sont parmi les objectifs prioritaires des tueurs du FLN. La gendarmerie est lointaine et hésite à monter au djebel depuis le début des événements. De toute façon, les routes sont mauvaises voire inexistantes à plusieurs endroits. Autant dire que l’information a peu de chance de circuler entre le village (là où le FLN trouve nourriture, financement et partisans) et l’administrateur français de la commune mixte.

La guerre d’Algérie est aussi une guerre civile dont l’enjeu est le renouvellement des élites musulmanes. En effet, le FLN a mené une lutte sans pitié contre les caïds et les bachagas, ces chefs locaux issus de lignages « nobles » et qui représentent l’autorité traditionnelle. Il ne peut tolérer une hiérarchie concurrente à la sienne et éprouve le besoin, tout le long de la guerre, d’instaurer une hiérarchie révolutionnaire fondée sur le nationalisme et le jihad. Pour arriver à ses fins, il a recours à une extrême brutalité dont le but est d’humilier les représentants de l’Ancien Monde. Preuve en est l’acharnement des combattants indépendantistes sur le frère de Said Boualame, caïd de la région de Chlef. Ils ont étripé le malheureux vivant

devant sa femme et ses enfants (1956). Un de ses fils en est devenu fou. Tout au long de la guerre, le FLN a battu en place publique ceux qui ne faisaient pas la prière (dont les personnes âgées). Ce genre de pratique est inouï dans un contexte tribal où la justice et les châtiments sont de l'ordre de la *djemaa* (conseil des anciens). Le FLN « s'en fout », il signifie au patriarcat que le pouvoir est passé désormais chez une nouvelle génération, celle qui a fait la Seconde Guerre Mondiale. Ce sont les Krim Belkacem et autres Ben Bellah, tous des vétérans de 1939-1945. Ils font voler en éclats les codes anciens. L'Algérie d'Abdelkader disparaît à jamais, les héros de l'indépendance ne seront pas émirs ou pachas, ce seront des anciens de l'armée française. La haine du FLN envers le monde rural est telle que le président Boumediene, une fois l'indépendance acquise, décide de déplacer des milliers de fellahs dans des villages montés de toute pièce. Le programme des « mille villages socialistes » (1972-1975) souhaitait en finir avec « l'esprit de *gourbi* » en obligeant les paysans à vivre dans des maisons plus spacieuses et plus hygiéniques. Elles seront si propres que les bureaucrates oublient de les doter d'une cour et d'un jardin privant les habitants de leurs bêtes.

Était-ce trop tard en 1956 ? Les atrocités commises de part et d'autre (massacres de Philippeville en août 1955) dissipent l'idée d'une coexistence entre Européens et Musulmans[49]. Les corps décapités et les bombes sèment la discorde entre les amis d'enfance, et peu à peu la mixité recule, poussant chacun à se replier chez soi, parmi les siens. La société se décompose et le vivre-ensemble s'étiole peu à peu.

Entre 1954 et 1956 alors que l'insurrection est à l'offensive, l'armée française et Galula font comme s'il y avait encore une chance. Cécité collective, cécité de Galula (Guillermaz lui n'y a jamais vraiment cru). Oui, mais pouvait-on lâcher l'Algérie sans réagir ? Devait-on répéter les expériences marocaines et tunisiennes où la France se retira après les premières bombes dans les marchés ? La France ne pouvait faire autrement que combattre le FLN avec toutes ses forces. La décolonisation sera une tragédie en plusieurs actes, Galula a échappé au premier (l'Indochine), il participera au second (l'Algérie).

A la fin de l'année 1955, la France recadre sa lutte contre le FLN en ayant à l'esprit les deux priorités identifiées par les militaires : augmenter les effectifs et mieux administrer l'arrière-pays.

Le premier but est vite atteint. Les moyens humains et matériels connaissent un essor sans précédent et on passe de 40 000 soldats en 1954 à plus de 400 000 en juin 1956. Des unités censées servir en Europe au sein de l'OTAN sont dirigées vers l'Algérie et voient leur organisation et équipements profondément modifiés. On vise la légèreté et l'agilité (colonnes de fantassins, hélicoptères).

La métropole envoie des centaines de médecins, d'instituteurs et d'administrateurs dans le but d'incarner la France au cœur de l'Algérie « algérienne ». Après avoir tourné le dos aux musulmans durant 130 ans, la République décide enfin d'embrasser l'Algérie profonde. Comme prise par un sentiment de culpabilité, elle va soudain déverser ses bontés sur les *fellahs*[50]. Les SAS ou Sections Administratives Spécialisées feront office d'Etat Providence *in the box* dont la vocation est de palier aux besoins les plus criants d'une population à la dérive. Chaque section couvre un groupe de villages peu éloignés les uns des autres et offre, au même endroit, un dispensaire moderne, une école primaire (garçons et filles), une antenne administrative (état civil, aides sociales) et un détachement militaire.

Un capitaine ou un lieutenant dirige l'ensemble. Le « képi bleu » est un homme jeune (la trentaine) qui a de l'énergie pour « crapahuter » en jeep et à cheval. Il cumule les fonctions : chef militaire, maire et agent de liaison avec les autorités civiles (préfecture). Il sait demander des subventions, gérer des programmes d'irrigation et de travaux publics. Dans toute l'Algérie rurale, ils seront 4 000 au maximum et laisseront un très bon souvenir chez la population[51].

La section répond à deux objectifs complémentaires et qui ne peuvent s'entendre l'un sans l'autre : faire aimer la cause française aux Algériens et briser la loi du silence. Les femmes arabes et berbères sont au cœur du dispositif. Les soins obstétriques, une première pour la plupart d'entre elles, sont non seulement une mesure de santé publique mais aussi un instrument pour communiquer avec les musulmanes loin du regard inquisiteur du clan et de la famille. D'une manière générale, on fait goûter aux Algériens les privilèges de la République et on espère, en retour, qu'ils délient la langue et cessent de soutenir la rébellion.

Les SAS sont la quintessence d'une vision qui cherche à intégrer efforts civils et militaires. Bien que placées sous l'autorité d'un képi bleu, elles

sont rattachées au service des Affaires Algériennes (AA). Ce dernier met à disposition chauffeur, traducteur, radio et secrétaire. Les militaires amènent le personnel médical et les instituteurs. La protection est confiée à des soldats français ainsi qu'à des *mokhaznis*, des musulmans de la région armés par la France en tant que force auxiliaire. Le dispositif est donc complexe, il traverse différents silos bureaucratiques et ménage les égos des préfets, sous-préfets, commandants de secteur et autres parachutistes. Une gageure.

La SAS réussit la prouesse de faire travailler tout le monde dans le même but et obtient des résultats éloquents. Pour la première fois depuis des siècles, quelqu'un s'occupe des besoins fondamentaux des Algériens : Assistance Médicale Gratuite (A.M.G), vaccination, création d'emplois, une denrée rare pour une population qui souffre (déjà) d'un chômage de masse. Dans les années 1950, la surpopulation est une réalité : il n'y a pas de terre pour tout le monde et l'économie est rachitique. Jusqu'à l'avènement des SAS, l'immigration vers Alger ou bien la métropole était la seule issue. A partir de septembre 1955, date à laquelle les SAS sont généralisées à l'ensemble du territoire, les Algériens entrevoient pour la première fois un avenir – ou du moins un présent moins indigne – en Algérie. Au plus fort du programme, en 1961, on compte 700 SAS au service de 10 000 à 20 000 Algériens chacune. Tâche titanesque à laquelle la France a dévoué la crème de la crème de sa jeunesse. Il est difficile de trouver un cas similaire où un peuple vient au secours d'un autre pour le sortir de la détresse humaine et matérielle. Nonobstant les différences ethniques, religieuses et politiques, les Français ont « mis le paquet » sur la population algérienne. Ils sont venus en aide à des millions d'étrangers, non pas pour leur donner des miettes mais pour leur mettre à disposition des instituteurs et des médecins de grande qualité. Uniques en leur genre, les SAS font l'honneur de la France[52].

« dans les S.A.S, l'officier de la France voyait descendre des douar et des djebels les populations libérées de la peur… tout n'était pas réglé bien sûr mais tout devenait possible… d'abord la liquidation définitive de la poignée de meneurs qui n'ont jamais eu rien de commun avec notre peuple puis le ralliement des jeunes révoltés qui n'avaient rejoint les fanatiques que pour réagir contre les injustices »[53].

Ce n'est pas faire preuve de candeur que d'affirmer que les SAS ont pris sur elles de rendre la dignité à des populations abandonnées par leurs élites légitimes. Servir les intérêts politiques de la France, qui à l'époque visait à maintenir l'Algérie sous domination coloniale, ne contredit pas le bilan humain des SAS. Après tout, il revenait aux caïds et aux tribus de vacciner, instruire et irriguer. Il leur incombait de symboliser une alternative au régime des colons et à leur suprématie tant politique qu'économique.

En dépit de leur idéalisme, les SAS sont soumises aux lois de la guerre. Elles font l'objet d'attaques constantes du FLN et les douars qui se montrent coopératifs avec les képis bleus s'exposent à des représailles. A plusieurs reprises, les filles et garçons des villageois déshérités sont empêchés d'accéder à l'école primaire sur ordre du FLN qui appelle au boycott de l'école. La mission des SAS aurait été plus aisée trente ans plus tôt, dans le cadre d'un pays pacifié et paisible. La tragédie qui se joue en Algérie de 1954 à 1962 veut que la France soit attaquée la seule fois où elle s'est souciée vraiment du bien-être des musulmans. Ce que les képis bleus font le jour, les rebelles le défont la nuit à coup de sabotage et d'assassinats de *mokhaznis*. Comment ramener la sécurité pour que l'œuvre des SAS donne tous ses fruits ? C'est à cette question que Galula va brillamment répondre, à sa manière audacieuse et non-conformiste.

Alors que son séjour à Hong Kong arrive à son terme, se pose la question de sa future affectation. Il n'aurait eu aucun mal à regagner l'Etat-Major à Paris et valoriser sa connaissance des affaires chinoises pour obtenir une promotion au grade de lieutenant-colonel. Son épouse, l'américaine Ruth Morgan, le pousse fortement dans cette direction et lui fait jurer qu'il ne rejoindra jamais le théâtre algérien[54]. Il n'est plus tout jeune en effet : il a 37 ans en 1956, un âge où plusieurs de ses collègues préfèrent diriger les opérations depuis un quartier général bien chauffé et pas très éloigné de leur domicile familial. Mais, Galula rompt la promesse faite à sa femme et se porte volontaire pour aller en Kabylie. Le 1er août 1956, il prend son poste comme chef de la 3e Compagnie du 45e Bataillon d'Infanterie Coloniale (45e B.I.C). Sous les ordres de Guillermaz, le bataillon compte 800 hommes : une majorité d'appelés, des métropolitains pour la plupart ainsi que quelques Sénégalais et Antillais.

Le 45e B.I.C couvre le Djebel Aissa Mimoune, un territoire exigu (13 km^2) situé au nord-est de Tizi Ouzou, le chef de lieu de la Kabylie. Le terrain est rural et le relief est très accidenté. Si la colline (le *djebel*) est basse (801 m), elle très ravinée par endroits et dépourvue de routes (l'armée en ouvrira deux pour les besoins de la pacification).

La compagnie de Galula est un groupe de 150 hommes environs chargés de pacifier le versant sud du djebel, la région la plus escarpée. Pour faire 1 km entre les villages de Bou Souar et Igounane Ameur, les soldats ont besoin de 45 minutes ! L'officier qui vient de quitter la rade de Hong Kong, ses parties de golf et ses cérémonies consulaires, se retrouve sur une autre planète. Il dit adieu à la climatisation et au confort « diplomatique ». Comme il l'écrira dans un courrier interne, il n'y a pas de cinéma, pas de café ni de filles à plusieurs km à la ronde. Ses hommes n'ont rien à faire de leur temps libre à part rester dans des baraquements gelés l'hiver et étouffants l'été.

Le Djebel Aissa Mimoune compte 15 000 habitants et résume à lui tout seul l'Algérie des communes mixtes, à la dérive depuis 130 ans et que la France redécouvre à l'occasion de l'insurrection. Le seul endroit où l'on peut recevoir des soins médicaux est la SAS située au pied de la colline (ferme du Grand Remblai). Le dénuement est total même si certains hameaux sont moins pauvres que d'autres en raison des cultures qui y sont pratiquées. Le secteur ne compte aucun pied noir probablement parce que les terres sont escarpées et dépourvues de tout système d'irrigation. Le savoir-faire agricole est limité et condamne les exploitants à vivre à la limite de l'autosuffisance. Le moment phare de l'année est la récolte des olives dont on extrait l'huile dont les surplus sont revendus dans les marchés avoisinants. Les rendements varient énormément d'une année à l'autre en fonction de la pluviométrie qui est fort capricieuse de ce côté-ci de la Méditerranée. Face à l'accroissement de la population, les habitants ont recours à l'immigration en France pour faire les vendanges ou travailler dans la construction. A ce jour, Aissa Mimoune est un territoire périphérique, trop éloigné des axes de communication et qui n'arrive pas à fixer sa jeunesse.

Galula joue gros, il a quelques moyens et d´énormes responsabilités. Il veut tester sur le terrain ses théories élaborées en Asie. La Kabylie sera un

laboratoire à ciel ouvert pour mener une expérimentation à échelle réelle des leçons tirées de dix ans d'étude du phénomène insurrectionnel.

Après avoir raté l'Indochine, et avoir passé six ans à Hong Kong loin des projecteurs, Galula doit faire quelque chose d'ambitieux pour « exister ». La tâche est difficile dans une armée qui compte des officiers talentueux et respectés pour leurs faits d'armes au Vietnam. Galula a besoin d'un succès sur le terrain pour que sa voix et ses idées originales portent. Autrement, il restera condamné à la marginalité.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Un seul enjeu : la population

Le premier acte de jugement, le plus important, le plus décisif, que l'homme d'Etat ou le général exécute, consiste à discerner exactement le genre de guerre qu'il entreprend[55].

Carl Von Clausewitz (1780-1831)

Galula comprend très vite et très bien la nature de la guerre que livre le FLN à la France. Il garde la tête froide là où plusieurs agissent par esprit de revanche (*plus jamais l'Indochine !)* et par idéologie. Clairvoyant et préparé par des années passées en Asie, il se rend compte qu'il n'est pas face à un conflit conventionnel où les lois de la guerre s'appliquent aux deux camps de la même manière. En Algérie et par la volonté du FLN, la France est obligée de mener une guerre asymétrique. Ce qui vaut pour elle ne s'applique pas forcément à l'ennemi. Elle déploie 5 000 parachutistes pour rétablir l'ordre à Alger alors que l'ennemi n'a besoin que de 8 000 combattants pour semer le chaos aux quatre coins du territoire ! Semer le désordre ne coûte pas cher, le rétablir est une tâche longue et pénible où les tanks et les hélicoptères n'apportent pas d'avantage décisif.

Dans une guerre asymétrique ou révolutionnaire, la population civile est invariablement divisée en trois groupes. Il y a une minorité hostile à l'ordre établi, une autre favorable au statu quo et une majorité qui ne veut pas prendre position. Le but ultime des forces loyalistes est d'identifier les « pros » et vérifier leur loyauté et leur compétence avant de les utiliser pour éliminer les « antis » et rallier la majorité silencieuse. Telle est en quelques mots la doctrine de Galula.

L'armée gaspille ses ressources tant qu'elle ne comprend pas la nature de la guerre révolutionnaire. Tôt ou tard, à force de bavures et de brutalité, elle se mettra les civils à dos. Et pendant qu'elle croit bien faire en pourchassant les terroristes, elle tombera dans leur piège. Les partisans du statu quo (le camp loyaliste) garderont profil bas et se feront oublier de peur de donner l'impression de cautionner les arrestations abusives et les dégâts collatéraux. Et puis un jour, dégoûté par une population qui ne prend pas position et se laisse dicter sa conduite par les rebelles, l'armée se lassera et

négociera une sortie plus ou moins honorable. La stratégie du FLN consiste donc à attendre ce moment, à tenir le coup jusqu'à ce que la France jette l'éponge[56].

Les rebelles disposent au maximum de 8 000 hommes (en comptant les combattants occasionnels qui continuent à vivre parmi leurs familles, on arrive à 30 000 hommes). Très peu au regard des 400 000 soldats que l'armée de Galula aligne au milieu de l'année 1956. Pourquoi la victoire échappe-t-elle encore aux Français ?

Derrière les chiffres ronflants fournis par l'Etat-Major, se cachent les tristes réalités de la bureaucratie. Une grande partie des effectifs n'est pas sur le terrain : les tâches administratives et les missions d'intérêt secondaire accaparent des milliers d'hommes pour ravitailler les postes avancés, nourrir et vêtir la troupe, dactylographier les rapports etc. En face, le FLN n'a pas ces contraintes car les *fellaghas* se servent chez l'habitant, vivent dans des grottes insalubres et cachent leurs armes dans des puits. Quand on déclare qu'il y a 400 000 soldats français en Algérie, il faut lire que 100 000 ou 150 000 à peine sont effectivement aux trousses du FLN.

Dans les communes mixtes (les deux tiers du territoire), le FLN a mis hors service l'administration territoriale. Il a commencé par exécuter les postiers et les gardes-forestiers musulmans pour que les Français ne disposent plus de relais chez les villageois. Ensuite, il a organisé la population en sa faveur par la terreur et la propagande. Comme en Chine et au Vietnam, les rebelles ont noyauté chaque territoire que la force d'occupation néglige ou ne parvient pas à « saturer » par manque d'effectifs. Dans chaque village, deux ou trois hommes au service du FLN constituent l'Organisation Politique et Administrative. L'OPA intimide les partisans de la France et au besoin ordonne leur liquidation. Elle surveille les faits et gestes de la population et prélève l'impôt révolutionnaire. Bien souvent, elle oblige des paysans sans histoire à commettre des actes de sabotage, histoire de les obliger à prendre parti. Dans les communes mixtes, les rebelles nagent comme des poissons dans l'eau car la présence française (armée, personnel administratif) est minime voire nulle.

Il ne sert à rien de chercher un ennemi qui fuit le combat. Les belles divisions blindées ne confèrent aucun avantage aux forces françaises dans

les gorges étroites de Kabylie et les ruelles d'Alger. Said Boualame, chef tribal algérien au service de la France, résume parfaitement la situation :

« *L'armée française mit quelque temps à comprendre que la guerre classique ne comptait plus, n'avait plus de sens. Il était inutile de tenir un python si on laissait dans les villages liberté aux meneurs adverses, toute facilité de s'introduire la nuit et massacrer les responsables locaux, semer la terreur puis disparaître comme des ombres. Qu'importait de tenir les grandes routes si l'adversaire avait terrorisé et rendu muette la population des villages voisins…* »[57]

La population est le seul enjeu de la guerre révolutionnaire. Elle doit être la priorité absolue de l'armée loyaliste. La guerre inflige d'énormes souffrances aux civils et, à la longue, ils se fatiguent et souhaitent en finir. Ils se posent alors deux questions : *qui a le plus de chances de l'emporter ? Qui va nous apporter la meilleure protection ?*

Selon Galula, protéger la population assure la victoire finale contre l'insurrection. Or, pour protéger la population il faut d'abord la contrôler et pour cela il faut aller à son contact. La troupe doit être présente au niveau des villages et des quartiers. Il ne faut pas hésiter à dégarnir les endroits dits stratégiques (pic rocheux, nœuds de communications) pour vivre parmi les civils et les protéger contre les rebelles qui veulent les intimider.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Protéger d'abord, séduire ensuite

Aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tienne en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, la guerre de chacun contre chacun.

Thomas Hobbes (1588-1679)

Le problème majeur de la contre-insurrection est de trouver la minorité favorable et l'outiller pour régler le problème politique. Galula pose les choses en termes limpides. Contrôler la population au lieu de s'épuiser à contrôler le territoire. Patrouiller les villages au lieu de patrouiller les voies ferrées. Destiner les effectifs à recenser, surveiller et interroger les habitants au lieu de se cloîtrer dans des postes d'observation fortifiés. Se déplacer à pied au lieu de faire irruption dans les hameaux à bord de blindés. Serrer les mains des villageois au lieu de leur héler des ordres du haut d'un mirador. Manger et dormir dans les quartiers musulmans au lieu de s'isoler dans des casernes.

La pensée de Galula est imbibée de bon sens et semble aller de soi. Pourtant, elle est révolutionnaire et va à l'encontre de l'état d'esprit général de l'armée. Disperser les unités, les mettre à portée de tir des rebelles, les obliger à monter à dos de mule pour inspecter tous les recoins du *djebel*, autant d'hérésies aux yeux de plusieurs officiers. Galula rétorque que les soldats seront plus en sécurité quand ils connaîtront leur secteur au centimètre près et qu'ils apprendront de la bouche même des habitants l'endroit où les rebelles souhaitent planter leur prochaine bombe.

Retourner la population contre les rebelles et la mettre à son service, fallait y penser ! Facile à dire. Comment traverser la barrière de la langue ? Comment serrer la main des villageois si on sait pertinemment que certains d'entre eux donnent nourriture et abri aux *fellaghas* qui mutilent les camarades faits prisonniers ?

Galula arrive dans un bataillon (le 45e B.I.C) qui vient de subir une mesure disciplinaire. Il a été transféré de la zone de Rivet[58], une ville européenne à 25 km d'Alger où il a commis des exactions contre des musulmans. Les hommes s'en sont pris aux habitants de la région après avoir été témoins

des atrocités perpétrées par le FLN contre des civils sans défense. Dans *Pacification*, Galula plante le décor et raconte l'état d'esprit de la troupe : « *la grand-mère et sa petite fille âgée de 15 ans étaient toutes les deux attachées à une chaise de la cuisine, nues. Elles avaient été violées et étripées. Leur gorge tranchée de part en part, jusqu'aux oreilles. Dans la chambre d'à côté, un garçon de deux ans, sa tête fracassée contre le mur, il y avait de la cervelle partout !* [notre traduction] »[59]

Galula doit convaincre ses hommes de tendre la main avec respect aux musulmans, de ne pas leur crier dessus, ni regarder leurs femmes. Il serait tellement plus facile de laisser libre cours à la vengeance et à une certaine dose de racisme qui accompagne depuis toujours le colonialisme. Il fera preuve de leadership, en donnant l'exemple, en se démultipliant sur le terrain autant que possible et en sanctionnant avec fermeté les conduites qui risquent d'éloigner la troupe de la population. Tout Galula, tout son génie et sa sensibilité de sociologue voire d'homme politique se retrouvent dans l'instruction qu'il passe à ses soldats en octobre 1957[60]. Ce sont neuf règles, claires et faciles à mémoriser. Galula rend responsable chaque soldat sous son commandement du succès de l'entreprise de pacification et en particulier de l'action de persuasion de la population. Il leur dit que chacun d'entre eux est le visage de la France, le seul représentant de la Cause française que le villageois verra tout au long de son existence. Hors de question de gâcher cette opportunité unique de convaincre le civil que la France va gagner et que son triomphe sera bénéfique pour l'Algérie dans son ensemble.

> EN PUBLIC, FAIRE COMME SI CHAQUE VILLAGEOIS ETAIT UN AMI, car on « n'attrape pas les mouches avec du vinaigre ».
>
> AU FOND DE NOUS-MEMES, CONSIDERER QUE CHAQUE VILLAGEOIS EST UN SUSPECT. Il n'y a qu'un seul moyen pour un villageois de nous prouver sa loyauté : dénoncer spontanément les rebelles.

Plus loin, il rajoute :

> Je serai courtois avec tout le monde. Ne jamais insulter, frapper ni élever le ton de la voix.

> Je serai honnête. Je ne prendrai rien aux villageois, ni même une grappe de raisins. Je ne leur demanderai rien (on ne doit rien demander quand on a un fusil à l'épaule). N'accepter aucun cadeau, ni tasse de café, ni fruits, ni œufs, etc. Je refuserai poliment et inviterai ceux qui veulent nous faire des cadeaux à venir à notre poste où on leur offrira quelque chose en retour.
>
> Je respecterai les coutumes locales… Je ne dévoilerai jamais les femmes, je ne plaisanterai jamais avec elles…
>
> Je serai ferme lorsque j'exécuterai les ordres. Je ne tolérerai sous aucune circonstance que la population les discute. Ne jamais laisser paraître de l'indécision ou de la faiblesse.
>
> J'aiderai la population. Toute opportunité est bonne pour donner un coup de main (pour écrire une lettre, offrir une place au bord de notre jeep, etc.).
>
> JE DOIS EXPLIQUER NOTRE CAUSE AUX CIVILS. JE LEUR COMMUNIQUERAI NOS ORDRES ET OBSERVERAI LEURS REACTIONS, JE DOIS NOTER LEURS REACTIONS ET CONSTAMMENT SURVEILLER LEUR EVOLUTION. JE LE FERAI A CHAQUE FOIS : AU POSTE, DANS LES MAISONS, DANS LA RUE, DANS LES ECOLES, AU DISPENSAIRE, PARTOUT ET TOUT LE TEMPS.
>
> JE SERAI TOUJOURS PROPRE, SOIGNÉ, MON UNIFORME IMPECCABLE ET DISCIPLINÉ.

Toute la théorie de la lutte contre l'insurrection sera écrite en termes simples. Galula va droit au but. Chez lui, le passage de la théorie à la pratique est inné, il ne nécessite pas de manuel d'application ni de longues heures de vulgarisation. Les soldats de la 3^{e} Compagnie du 45^{e} BIC ont la chance d'être commandés par un homme de terrain qui est sur le point de formaliser les principes essentiels de la contre-insurrection.

De ces admonestations adressées à des soldats dont l'âge dépasse rarement les 20 ans (60 % sont fils de paysans) se dégage un profond respect pour la population musulmane. On est loin du crime de guerre ou de l'humiliation systématique. Galula veut séduire les habitants du djebel par la supériorité morale et la discipline irréprochable de ses soldats. Il souhaite être craint

autant que respecté. Son autorité doit être perçue comme implacable, juste et surtout prévisible. Il estime que la population déteste les chefs arbitraires qui donnent des ordres erratiques. A plusieurs occasions, il exigera de l'Etat-Major une sorte de code pénal qu'il pourrait appliquer dans le *Djebel Aissa Mimoune*. Il appelle de ses vœux une norme commune à toute l'Algérie où chaque infraction, délit ou crime commis par la population musulmane soit accompagné d'une punition proportionnelle. Ainsi, les civils sauront à quoi s'en tenir pour vivre en paix sous l'autorité française. L'idée de fond est que les musulmans tiennent plus à leur sécurité qu'à l'indépendance. C'est le pari de Galula, il n'est pas exempt de critiques ni de réserves comme on le verra plus loin.

Galula propose une sorte de « fermeté humaniste ». Il ne torture pas, n'humilie pas et se récuse à toute punition collective. Pour autant, il se méfie des civils car il sait qu'ils réservent leur loyauté au parti qui peut rétablir la sécurité. Leur appui est « conditionnel », il n'est ni spontané ni enthousiaste. C'est leur principal actif, leur joker dans une partie extrêmement dangereuse où leur intégrité physique est en jeu. Pour revenir dans la course, la France doit faire un travail de police orienté vers la sécurisation des lieux de vie des Algériens. C'est sa seule planche de salut.

Les insurgés ont l'avantage, ils promettent des lendemains qui chantent : la liberté et la prospérité pour tous. La France représente le statu quo, par définition imparfait : chômage, misère et maladies. Au lieu de se lancer tout de suite dans la distribution de sacs de farine, Galula oblige sa compagnie à rétablir la sécurité (ce qui n'est pas une mince affaire). Il ne faut pas sauter les étapes. Dans son compte rendu de la guerre d'Algérie, il déplore que les autorités aient lancé des programmes massifs de développement avant d'avoir éradiqué le FLN. C'est servir la propagande adverse qui aura raison de clamer que la France a commencé à s'occuper des musulmans le jour où ils ont pris les armes contre elle[61].

L'instruction de 1957, celle que Galula distribue à sa compagnie, frappe par sa limpidité et sa lucidité. On dirait que Galula sait voir profondément dans l'âme humaine, qu'il sépare ce qui est fondamental (la sécurité) des choses qui doivent advenir plus tard (les prestations sociales, les projets de développement, les élections, etc.). La contre-insurrection de Galula telle qu'il la couchera sur le papier lors de son séjour à Harvard en 1962 repose sur quatre lois.

- **L'enjeu de la guerre est la Population.**
- **Le contrôle de la population est atteint au travers de la minorité active** (favorable au statu quo). Autrement dit, il faut créer les conditions pour faire émerger les « pros » et leur donner les moyens de convertir la majorité (passive) à la cause loyaliste.
- **Le soutien de la population est conditionnel.** Il faut d'abord la protéger, ce qui nécessite de la contrôler donc de vivre auprès d'elle. Dans *Counterinsurgency*, il écrit : « *when a man's life is at stake, it takes more than propaganda to budge him*[62] ».
- **Concentrer les efforts zone par zone**. Il part du principe qu'il est peu probable qu'une armée dispose des effectifs nécessaires à la saturation du territoire. Il faut donc procéder zone par zone en mettant le paquet à chaque fois. La pacification doit avancer en tâche d'huile comme le disait Lyautey[63].

Aux yeux de Galula, la pacification est un processus séquentiel, il faut l'appliquer de manière ordonnée sans sauter d'étape. C'est comme si l'armée suivait la pyramide de Maslow. *Protect first, Please second*[64]. Les deux années passées en Kabylie donnent raison à Galula, il ne sert à rien de distribuer nourriture et médicaments si un certain nombre de conditions ne sont pas réunies. Galula ne voit pas dans l'armée une sorte d'ONG militarisée. Il conçoit tout simplement une nouvelle manière de faire la guerre.

Le saint-cyrien dans la peau du caïd

On nous a fait faire tous les métiers, oui, tous les métiers, parce que personne ne pouvait ou ne voulait les faire. Nous avons mis dans l'accomplissement de notre mission, souvent ingrate, parfois amère, toute notre foi, toute notre jeunesse, tout notre enthousiasme.

Commandant Hélie de Saint-Marc (1922-2013)

Galula est à *Aissa Mimoune* pour pacifier. Cela signifie éliminer les rebelles « irréconciliables », rallier les autres et restaurer l'ordre suffisamment pour que la sécurité redevienne l'affaire de la police et de la gendarmerie. Une fois la pacification accomplie, l'armée peut se replier pour de bon. Au milieu de 1956, pacifier est plus une imprécation, un vœu pieux qu'un objectif atteignable. Aux quatre coins du pays, on tâtonne, on essaye diverses méthodes mais il n'y a aucune doctrine pour éclairer les officiers sur le terrain. Parmi eux, certains tentent sincèrement de se débrouiller pour ramener la paix dans leur secteur, d'autres s'obstinent dans une logique de la confrontation et mesurent le progrès par le nombre de rebelles abattus.

Le génie de Galula réside dans son réalisme et sa clarté. Ses écrits semblent s'adresser à ses collègues officiers, empêtrés dans un conflit qui semble sans fin. Il veut énoncer des solutions « pratiques » au lieu de faire un tableau exhaustif des théories de la pacification. Son témoignage n'a pas d'ambition littéraire ou politique. Galula ne veut pas impressionner le milieu universitaire et encore moins la presse ou le grand public. Conscient qu'il est en train d'inventer une nouvelle discipline, il ne s'oblige pas à fournir de bibliographie et cite très peu d'exemples. Son propos n'en est pas moins rigoureux puisque l'auteur justifie avec précision ses conclusions. Son meilleur argument est certainement le bon sens qui semble imprégner chaque page écrite par Galula.

Les Anglo-saxons préfèrent parler de contre-insurrection (« pacifier » a peut-être un arrière-goût colonialiste) et Galula regroupera sa pensée sous ce vocable. Son livre majeur, *Counterinsurgency* (1964) expose les principes et les lois du genre. Dès les premières lignes, il est possible de percevoir que l'auteur sait de quoi il parle. L'expérience algérienne est

palpable dans le propos de Galula même s'il prend le soin de ne pas survendre son passage en Kabylie, conscient que la France a perdu la guerre. Pour trouver un témoignage sur la guerre d'Algérie, le lecteur devrait lire d'abord *Pacification*, un journal de bord qui, sur deux ans, accompagne, pas à pas, la 3e Compagnie du 45e BIC. On y trouve un capitaine exceptionnel, non seulement par le courage physique, mais surtout par la compréhension intime du fonctionnement de la société kabyle et la capacité à mettre en œuvre des théories jamais testées auparavant. Galula parvient à naviguer entre abstraction et expérience pratique avec une facilité déconcertante et l'on se pose naturellement la question de savoir si tous les capitaines et commandants de l'armée française réunissaient ses qualités exceptionnelles. Autrement dit, faut-il être un génie polyvalent, à la fois intelligent et courageux et friand d'*interculturel*, pour mener à bien la pacification ?

Dans les pages suivantes, cinq anecdotes tirées de la période kabyle (1956-1958) illustrent la personnalité attachante de Galula et l'étendue des talents dont il a dû faire preuve pour mener à bien sa mission en Kabylie.

Le visiteur malvenu

La population entretient des liens avec la guérilla, bien malgré elle dans la plupart des cas. Elle doit offrir gîte et nourriture à des combattants qui n'utilisent ni uniforme ni badge d'identification. Au cœur de l'été 1956, les soldats de la 3e Compagnie n'ont aucun moyen de dire qui est qui pour faire la différence entre civils et insurgés. Personne ne leur parle ni leur rapporte quoi que ce soit (le secteur est 100 % kabyle et ne compte aucun fermier européen). Une des premières décisions de Galula est d'obliger la troupe à interagir quotidiennement avec les habitants. Distribuer des bonbons et des sourires n'est pas le but recherché, Galula souhaite que les villageois s'habituent à voir leurs mouvements contrôlés par ses soldats. Comment y parvenir sans soumettre les civils à des conditions de vie insupportables ?

En Malaisie, les Anglais obligeaient les paysans à vivre dans des *hameaux stratégiques* entourés de barbelés et fermés hermétiquement la nuit. L'idée est de séparer les rebelles des habitants donc les priver de riz, de pénicilline, de vêtements propres et de renseignements sur le mouvement des troupes

coloniales. Enfermer le paysan pour l'empêcher de nuire par conviction ou par omission.

En Algérie, les autorités créent des *camps de regroupement* (appelés aussi village pilote) où les *fellahs* passent la nuit sous la surveillance de l'armée. Ils peuvent aller aux champs du lever au coucher du soleil. Dramatique en soi, ce confinement atteint un point de non-retour lorsque les terres agricoles sont déclarées *zones interdites* et évacuées, l'armée ayant le droit de tirer à vue. Dans ce cas, le déracinement est total : le paysan devient un assisté qui a besoin de la France pour manger[65]. Cette politique a durablement désorganisé les campagnes algériennes, les paysans déplacés préférant souvent s'installer dans les bidonvilles d'Alger ou d'Oran qu'à rester confinés. Après juillet 1962, peu reviendront à leurs terres car la tentation sera grande de s'accaparer les appartements et les biens abandonnés par les pieds noirs dans leur fuite.

Ces « solutions » rebutent Galula, elles lui paraissent contre-productives car susceptibles de pousser la population indignée dans les bras de la rébellion. Comment susciter le respect et la loyauté de celui dont on détruit le mode de vie ?

A Aïssa Mimoun, Galula recense minutieusement et périodiquement la population. Ses équipes visitent chaque maison et peignent sur la porte, à la chaux, le nom du chef de famille et le nombre d'habitants. Le tout est consigné dans un carnet constamment mis à jour par des visites impromptues. Ainsi, les entrées et les sorties sont suivies et Galula a toutes les chances de savoir rapidement si un jeune vient de rejoindre le maquis (il a disparu) ou si un agent du FLN est en tournée dans le secteur (une âme de plus dans un domicile qui n'en a pas informé les autorités). Tout visiteur qui passe la nuit dans le village doit être signalé aux militaires. La famille qui oublie de le faire est immédiatement punie : elle se voit confisquer un mouton ou une chèvre que Galula fait sacrifier sur le champ[66]. Galula a monté un régime d'infractions et de peines ad hoc (sans aucune base légale tant dans le régime civil que dans les instructions militaires). Il n'est pas le seul dans ce cas. Autour de lui, d'autres officiers improvisent dans leur coin. Tous souhaitent agir vite et bien sans s'engluer dans les lenteurs de la justice légale.

Le système fonctionne à merveille. Trop bien même. Un jour, un homme kabyle, étranger au secteur, souhaite rendre visite à son cousin. Galula est à son P.C. quand des villageois lui amènent spontanément l'intrus. Les soldats prennent les renseignements nécessaires et le libèrent. Un peu plus tard, d'autres riverains ramènent l'étranger. Galula le libère à nouveau. Le voyageur reviendra une troisième fois au poste, toujours escorté par des villageois qui ne veulent pas perdre leur mouton ! Galula ordonnera le transport du visiteur par jeep pour qu'il puisse enfin se réunir avec sa famille.

Les prisonniers tenus au chaud

Que faire des détenus ? Comment les traiter ? Un casse-tête pour les armées modernes censées s'astreindre à un code de conduite exemplaire. Pendant ce temps, la guerre continue et la pression est forte pour soutirer aux prisonniers le précieux renseignement qui sauvera des vies. A l'inverse, si les *fellaghas* des années 1950 ou les FARC d'aujourd'hui capturent des soldats, ils ne sont tenus à aucun droit de la guerre, ils ont les mains libres pour maltraiter et humilier, l'indignation de la société civile étant beaucoup plus mesurée quand les exactions sont commises du côté rebelle. On verra rarement la presse internationale et les ONG dénoncer les exactions commises par les insurgés sur leurs captifs. Cinquante ans ont été nécessaires pour que les médias acceptent timidement de rendre compte des atrocités du FLN algérois contre les civils européens, littéralement vidés de leur sang dans des cliniques clandestines[67] où l'on soumettait les otages à des transfusions sanguines sauvages jusqu'à ce que mort s'en suive.

En 1956, les forces françaises n'ont pas une idée claire de ce qu'il faut faire des prisonniers. L'Algérie fait partie de la France, la justice française doit donc avoir le dernier mot pour enquêter, instruire et condamner. Mais sur le terrain, une guerre est en cours et l'armée n'est pas sûre de la gagner. Alors, les soldats évacuent vite la procédure standard qui consiste à contacter la gendarmerie et présenter le détenu au procureur. Ils s'engouffrent dans un raccourci légal permettant d'assigner à résidence les suspects arrêtés sachant que ladite « résidence » peut être un *centre de tri et de transit*, un

centre d'hébergement ou bien une ferme (loi du 3 avril 1955 complétée par les pouvoirs spéciaux votés en mars 1956).

La détention sans contrôle judiciaire ouvre la porte à toute sorte d'égarements : de la torture aux libérations intempestives de dangereux éléments à cause d'un défaut d'enquête. En Irak, les Américains feront face à un problème de même nature. Le tristement célèbre camp de *Abu Ghraib* symbolise tout ce qu'il ne faut pas faire dans une guerre révolutionnaire. Les atrocités révélées par la presse décrédibilisent totalement la mission politique des USA en Irak et justifient l'insurrection. Elles placent l'armée américaine au même niveau qu'Al Qaeda qui n'a plus alors le monopole de la barbarie[68].

Dans l'esprit de Galula, l'armée n'est pas là pour se venger. Si elle doit éliminer les éléments les plus dangereux, son but de guerre le plus précieux est la repentance des *fellaghas*. Un rebelle repenti vaut bien plus qu'un rebelle abattu car, une fois relâché, il peut servir d'outil de propagande. S'il a été bien traité, il rendra compte de ses conditions de détention et démystifiera les rumeurs propagées par les rebelles quant à la « sauvagerie des troupes d'occupation ». Dans certains cas, il fera part de la dureté des conditions de vie dans le maquis et de la répression pratiquée par les cadres du FLN contre les déserteurs et les dissidents

Une bonne partie des militaires répugnent à interroger les prisonniers et à s'occuper d'eux (surveillance, nourriture, soins etc.). Ils estiment que ce travail relève de la police et de la gendarmerie. La question des détenus les détourne en effet des missions qu'ils sont venus accomplir en Algérie : faire des ratissages, monter des embuscades et surveiller les frontières. Galula pense pareil mais il n'a pas le choix : il profite du flou de la guerre pour inventer un nouveau type d'interrogatoire.

En novembre 1956, dans le village de Bou Souar, Galula interpelle quinze personnes (dont une femme) suite à une dénonciation. Le groupe ferait partie de la branche locale du FLN. Galula ne livre pas les suspects à la gendarmerie car lui non plus ne fait pas confiance au système judiciaire. Il interroge les détenus un par un pendant deux jours, en vain. Le lendemain, les prisonniers sont mis au régime sec mais les aveux se font toujours attendre. Alors, le leader présumé du groupe est placé dans le four de la boulangerie du village d'Ighouna, à proximité du lieu de détention

improvisé. L'homme ne le sait pas mais le four est bien entendu éteint. Il en ressort couvert de suie de la tête aux pieds et bien décidé à parler. Galula, impressionné par ce qui vient de se produire, enfile un vieux vêtement et fait lui-même l'expérience du four. Il réunit ensuite ses subordonnés et leur annonce que personne d'autre ne pourra utiliser cette technique d'interrogatoire. Il préfère faire lui-même le « travail de police » alors qu'il aurait bien pu s'enfermer dans son bureau et laisser faire son équipe.

Djebel Assa Mimoune, comme le fait remarquer Mathias Gregor, n'est pas l'enfer. La ville d'Alger par contre traverse des moments apocalyptiques en 1956 et surtout en 1957. Le terrorisme y est devenu une réalité palpable que l'on peut croiser dans les transports en commun ou à la plage. La pression est grande sur les autorités pour en finir avec les attentats. Devant l'impuissance de la police et de la justice, la recherche d'une solution est confiée aux parachutistes[69] ; ils sont 5 000 pour une ville de 500 000 habitants et n'ont aucun protocole officiel, aucun manuel qui leur stipule comment interroger les suspects et que faire des prisonniers. Sans instruction claire, les soldats torturent. Mon propos n'est pas d'excuser la torture (il est tellement facile de se draper derrière des causes faciles). Je m'intéresse à l'engrenage qui amène une troupe d'élite (les paras) à placer des électrodes aux oreilles des prisonniers[70].

Galula n'a pas la même pression que ses collègues d'Alger. Aissa Mimoun est un secteur compliqué[71] mais il peut sembler bien tranquille à côté de la capitale. En juin 1957, une bombe explose au Casino de la Corniche et fait 8 morts et 81 blessés dont dix seront amputés[72]. Nous ne saurons jamais comment Galula aurait réagi à cet attentat et quelle aurait été son attitude sous les ordres de Massu et Bigeard. Une chose est sûre, Galula n'est pas un tueur[73], il n'a rien d'un Aussaresses. Bien que parfaitement conscient du caractère abject de la guerre, il estime que la cruauté ne sert à rien. Dans *Pacification*, il vient en défense du préfet de Tizi Ouzou quand il envoie des leaders du FLN en *camp d'hébergement* à la station de ski de Michelet (sur la chaîne du Djurdjura). Au lieu de le critiquer, il estime qu'il ne sert à rien d'avoir la main lourde[74].

L'huile d'olive au service de la démocratie locale

« Je demandai aux villageois d'Aissa Mimoune s'ils voyaient régulièrement l'administrateur français avant le début de l'insurrection. "Jamais" m'ont-ils répondu. L'invention de l'automobile en était la responsable. Du temps où l'administrateur montait à cheval, il se rendait partout. Mais depuis une quarantaine d'années, il est devenu prisonnier de sa voiture et ne monte plus le djebel par manque de route praticable [notre traduction] » [75]

Fin 1956, la France décide de transformer de fond en comble l'organisation territoriale de l'Algérie. L'Etat semble décidé à exaucer les vœux de Galula qui se désespère de voir la population kabyle livrée à elle-même. Des municipalités dirigées par des musulmans doivent remplir le vide laissé par les administrateurs français et leurs auxiliaires, les caïds.

Comme d'habitude dans un système paternaliste, personne n'a demandé leur avis aux Algériens. Ont-ils vraiment envie d´élire maires et conseillers municipaux ? Si oui, où sont les élites qui vont occuper les milliers de postes que la réforme administrative va créer ? Dans l'ensemble du sous-quartier de Galula, ils sont à peine cinq ou six à savoir lire et écrire sur plus de 15 000 âmes.

En dépit des difficultés, Galula croit fermement en la nécessité de confier aux musulmans la gestion des affaires locales. Si les Algériens finissent par croire que le FLN est la seule alternative à l'administration française alors la France n'aura aucune chance de l'emporter. Galula part du principe qu'une communauté obéit volontiers à une autorité légitime. Quel que soit le régime politique, la légitimité a plus de chances d'advenir lorsque deux conditions sont réunies. La première est que le pouvoir en place ressemble au peuple et émane de lui d'une manière ou d'une autre. En général, on n'aime pas obéir à une force d'occupation étrangère fût-elle le porte-étendard de la démocratie et des droits de l'homme. D'ailleurs, la plupart des mouvements de libération des années 1950 et 1960 chassèrent les puissances coloniales (illégitimes car étrangères) pour les remplacer par des dictatures « couleur locale ». La seconde condition exige des dirigeants qu'ils soient sérieux et compétents ou du moins qu'ils donnent l'impression d'être à la hauteur de la tâche.

La légitimité rend naturelle la soumission à l'ordre établi. Obéir va de soi et suivre les consignes fait partie du « cours normal des choses ». Quand le pouvoir vient de Dieu ou des ancêtres, la légitimité et son corollaire

(l'obéissance) sont assez faciles à obtenir. Dans le cas algérien, la France s'efforcera de mettre face aux musulmans des individualités disposées à faire le nécessaire pour améliorer le sort de la population.

A Aissa Mimoune, Galula éprouvera de grandes difficultés à trouver le personnel politique dont la France a besoin pour incarner le changement. Puisqu'il n'est plus question de nommer des administrateurs européens, il faut recruter des Kabyles. Une gageure lorsqu'on sait que l'analphabétisme domine et que la peur des représailles du FLN est plus que justifiée.

A certains endroits, des sympathisants du FLN se présentent spontanément, le salaire du maire pouvant être considéré comme un impôt révolutionnaire prélevé sur « l'oppresseur ». Galula a ses doutes sur la loyauté des candidats mais il est obligé de leur donner une chance faute de preuves.

Mais, que faire quand un village ne veut pas coopérer ? A Igounane Ameur, un des plus gros villages de la circonscription, les habitants ont peur de se mouiller. Ils finissent par proposer comme chef un vieillard au bord de la sénilité. Galula, qui n'est pas né de la dernière pluie, se rend compte du stratagème immédiatement. Sans recours possible, il joue le jeu et valide la nomination en attendant des jours meilleurs. Et l'occasion se présente à l'automne 1957, en pleine saison des olives lorsque les villageois lâchent tout pour s'occuper exclusivement de récolter, nettoyer et presser les fruits. La durée de vie des olives cueillies étant courte (un mois environ), il est donc essentiel de les triturer ou les dénoyauter au plus vite. Or, le seul moulin à huile de la région se trouve à Ighouna, un village évacué par l'armée suite à une embuscade du FLN. Inquiets de perdre leur récolte, les villageois se présentent en délégation chez Galula pour solliciter la réouverture du moulin. Il conditionne son accord à la mise en place immédiate d'un maire et d'un conseil municipal. Son vœu sera exaucé dans les 24 heures suivantes !

L'école ou la mosquée ?

(f) set up locally elected provisional authorities. (g) test them by imposing on them tasks which will compromise them seriously in the eyes of the rebels while linking them with us through substantial moral and material advantages. Create, in particular, self-defense units. (h) discard the "soft" and keep the "activists" who have emerged.

« Organiser des élections au niveau local […] Tester la fiabilité des dirigeants en leur confiant des missions qui les compromettront sérieusement aux yeux des rebelles et les rapprocheront de nous grâce à des avantages substantiel sur le plan moral et matériel […] se débarrasser des mous et garder les « plus actifs » […] [notre traduction] *»*[76]

Le programme de pacification de Galula stipule que l´émergence d'un pouvoir légitime, concurrent du FLN, dépend de la qualité des dirigeants locaux. Il ne s'intéresse pas vraiment à la gouvernance *top-down*, aux palais et aux dorures. Galula n'est ni jacobin ni énarque. Il pense que la solution à l'insurrection se joue dans un processus vertueux qui démarre au niveau communal. Sans démocratie locale, point de salut. Il souhaite s'appuyer sur le maillage territorial des nouvelles élites municipales pour fonder un parti politique national qui défendra la cause loyaliste. La pacification est donc une fusée à plusieurs étages, du bas vers le haut, de la mairie vers la Place du Gouvernement à Alger. On peut être en désaccord avec lui mais donnons-lui au moins le crédit de penser « terrain » et se méfier des grosses machines bureaucratiques.

A Aissa Mimoune, les budgets commencent à être libérés par la Préfecture et le temps des délibérations commence. Que faire de l'argent frais ?

A Bou Souar, Bekri, le maire fraîchement élu, souhaite utiliser l'argent frais pour construire un hôtel de ville. Galula s'y oppose avec la plus grande fermeté. Les priorités ne manquent pas : l'eau potable se fait rare en été, les enfants ne vont pas à l'école, les femmes meurent en couche, la récolte d'olives pourrit sur place par manque de moyens de transport. Finalement, la réforme administrative se traduira à Bou Souar par l'édification d'un réservoir d'eau et d'une école.

Durant les délibérations, on n'a aucun mal à savoir qui est le patron : Galula oriente le cours des discussions et se permet de disqualifier les propositions qui ne lui plaisent pas. Paternalisme assumé et revendiqué. Nous l'avons dit plus haut, Galula croit dans le projet colonial et se sent en droit d'exercer un véto sur les décisions des musulmans.

L'épisode le plus gênant et le plus intéressant peut-être se produit quand le maire de Bou Souar sollicite la construction d'une mosquée. Refus net de Galula. Il argue que le rôle de la France n'est pas de promouvoir la religion qui « *empêche les masses algériennes d'accéder au XXe siècle ».* Il prend

exemple sur la communauté juive qui, en l'espace de 130 ans de présence française, a effacé son retard alors que les musulmans d'Algérie se sont enfoncés dans l'indigence[77].

Galula ne dissimule pas ses opinions. Il ne faudrait pas le juger à l'aune de nos précautions sémantiques actuelles, il ne s'en prend pas à une race ou une ethnie en particulier mais à une religion. Lui, le maghrébin assimilé, montre un chemin concret pour participer à la modernité : affaiblir l'emprise de l'Islam sur les Algériens non pas pour en faire des laïcs mais pour les rapprocher de la France. Cet homme qui ne torture pas et qui ordonne à ses soldats de bien traiter les musulmans ne peut pas être un raciste.

Il n'y a aucun doute que les juifs algériens ont parcouru un chemin remarquable en deux ou trois générations. Il suffit de comparer le sort des juifs marocains en 1912 (An I du Protectorat) à celui de leurs coreligionnaires d'Oran et Constantine, naturalisés depuis 1871. Les uns vivent dans la misère et les maladies, les autres comptent de nombreux fonctionnaires et petits patrons. Selon les textes en vigueur en Algérie, l'exercice de la citoyenneté française exige l'adhésion au droit commun, un pas franchi par les juifs mais refusé par la plupart des musulmans. Les israélites algériens ont laissé de côté le droit mosaïque pour embrasser le projet républicain avec ses écoles et sa méritocratie. L'assimilation a libéré leur potentiel, entravé depuis des siècles par une économie du sous-développement et de la pénurie. Galula a certainement cela à l'esprit quand il s'exaspère de la situation déplorable des musulmans kabyles qui, à ses yeux, en refusant l'assimilation, au nom de l'Islam, se privent des bienfaits du Progrès.

L'Islam agit comme un liant, il embrasse tous les affluents de l'âme algérienne. Pour utiliser une image freudienne, l'Islam est l'immense *surmoi* de l'âme algérienne, il a tendance à masquer le *moi* et le *ça*. D'autres facteurs comme la vie nomade et la féodalité surdéterminent les systèmes de valeurs et les attitudes au point d'empêcher le développement. L'inconscient est traversé par la tolérance envers l'ignorance et l'analphabétisme. Détruire les mosquées ne fera pas augmenter le niveau de vie. L'échec algérien est une œuvre collective. Il est incarné par des élites incapables de rentrer dans l'ère industrielle. La colonisation les a mis en standby par la force mais n'a pas voulu ou pu les remplacer, elles sont

restées en place comme un vestige d'un Moyen Age qui ne veut pas disparaître. L'Islam n'est pas le seul coupable, loin de là.

Par ailleurs, les Kabyles que Galula a sous les yeux en 1956-1958 sont les petits enfants des paysans dont la France a saisi les terres. A plusieurs endroits de l'Algérie, le pouvoir colonial a confisqué les bonnes parcelles au profit des exploitants européens. Au soir des grandes révoltes kabyles de 1871-1872, la France a transféré des milliers de villageois vers les coteaux escarpés et arides. Ils ont passé les décennies suivantes à ruminer leur rancœur à l´égard de la France alors que les fermes des colons prospéraient sous leurs yeux[78]. Privés de leurs champs, les Kabyles concernés par cette situation avaient peu de chance de prospérer.

Galula, le communicant

Si nous ne les informons pas, d'autres le feront et contre nous [notre traduction][79].

David Galula

L'armée française a sans aucun doute gagné la guerre sur le plan militaire mais elle a échoué sur le terrain des idées. Cette défaite est aussi celle de l'Etat tout entier. La cause indépendantiste a sans cesse gardé l'avantage sur le projet d'une Algérie française. Le FLN incarnait le changement et promettait des lendemains qui chantent alors que la France avait son bilan, et pour la majorité des Algériens il était négatif.

Galula est vite agacé par la propagande servie aux populations musulmanes. On l'oblige à assister à une cérémonie où l'on fait chanter aux villageois : « La France, c'est la paix. Le FLN, c'est la misère »[80]. Il s'exaspère quand l'armée laisse faire des spécialistes de l'Action Psychologique qui semblent croire que le Kabyle est un candide ou, pire, un débile mental. Pour lui, la France accuse plusieurs années de retard sur le terrain de l'information. Elle ne sait ni parler aux musulmans ni encore moins les intéresser. Elle sous-estime leur connaissance des affaires du monde et oublie que plusieurs milliers de postes radios sont allumés chaque soir aux quatre coins du pays pour écouter les diatribes antifrançaises de Radio Le Caire.

Il faut être les premiers à dire la vérité même si les nouvelles ne sont pas bonnes : il vaut mieux les communiquer soi-même que de laisser le FLN raconter mystifications et mensonges. Le crédo de Galula reste au stade du vœu pieux dans les années 1950. De fait, un simple capitaine n'a pas l'autorité pour concevoir une nouvelle stratégie de communication pour la France en Algérie. Ses idées restent lettre morte comme celle d'ouvrir un journal en langue kabyle pour s'adresser à musulmans alphabétisés de Tizi Ouzou.

Un beau jour, on lui signale l'arrivée d'un rebelle FLN blessé à l'hôpital de Tizi Ouzou. Galula se rue au chevet du malade et l'interviewe. Le militant FLN raconte la dureté des conditions de vie au maquis et la peur du chef qui n'hésite pas à abattre quiconque tente de déserter. Enregistrée sur bande sonore, la confession est diffusée par Radio Alger au niveau national (en arabe). Coût de l'opération : zéro franc.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Au service du grand Charles

J'ai quitté Tacadda le 11 shaban 754 (12 septembre 1353) avec une grande caravane. Nous avons traversé plusieurs régions désertiques. A un certain point, la route qui va en Egypte se sépare de celle qui continue vers Taouat. Nous sommes arrivés au pays des Haggar, des berbères qui portent le litham. Ce sont des malfaiteurs. Nous étions heureusement au mois de ramadan pendant lequel ils s'abstiennent de piller les caravanes. Un de leurs chefs exigea quand même de nous des présents. La région est caillouteuse et la route est difficile. Au moment de la rupture du jeûne, nous étions chez des berbères qui nous apprirent la révolte des Banou Kharadj et des Banou Yaghmour dans la région de Taouat, ce qui inquiéta fort les gens de la caravane.

Ibn Battouta[81]

Du djebel au Palais de l'Elysée

En août 1958, Galula est appelé à Paris. Il fait ses adieux à Aissa Mimoune au plus fort de la pacification. Les habitants le regretteront et le feront savoir au préfet chez qui ils se rendront, à Tizi Ouzou, pour solliciter le maintien de Galula. Rien n'y fait, les ordres sont les ordres et l'administration retire Galula du terrain. Aucune précaution n'est prise pour le débriefer et son prototype de pacification prend fin. Se perd alors une occasion en or de thésauriser et transmettre un savoir-faire unique. L'armée française comme nombre de grandes bureaucraties (les multinationales du privé n'y échappent pas) ne parvient pas toujours à gérer le savoir produit en son sein. L'expérience (cycle d'échecs et de réussites) se dilue et se perd à cause d'une promotion ou d'un départ à la retraite. C'était vrai en 1958 et c'est probablement le cas encore aujourd'hui.

Pour Galula en tout cas, s'ouvre une période heureuse pendant laquelle il sera au service du général de Gaulle au sein de l'Etat-Major de la Défense Nationale. L'EMDN est une structure montée sur mesure pour les besoins du Président de la République afin qu'il garde le contrôle total sur les questions de sécurité. Cet organisme coordonne l'action des différentes administrations françaises : services secrets, Quai d'Orsay, Ministère de la

Défense et médias publiques. De 1958 à 1961, Galula y donnera la pleine mesure de son potentiel. Il touchera à tous les sujets sensibles : Algérie, tensions en Asie, image de la France à l'étranger. Basé à l'Elysée dans des bureaux hautement sécurisés, Galula se rapproche enfin du saint des saints. Occasion unique d'influencer le cours des choses et de promouvoir ses idées.

De Gaulle a voulu l'EMDN pour anticiper les crises et ne pas avoir de mauvaises surprises du côté des militaires. L'armée française avait pris l'habitude de sortir de son rôle pour interférer ouvertement dans les affaires politiques. Le président était bien placé pour le savoir puisque son retour au pouvoir a été grandement facilité par les militaires (d'Algérie notamment) qui lui ont donné un coup de pouce décisif en mai 1958.

La composition de l'EMDN n'a pas été faite à la légère et Galula n'est pas là par hasard. Aux yeux des deux chercheurs qui ont eu accès aux archives militaires de l'époque, M. Gregor et A. Cohen, De Gaulle a dû assentir en personne au recrutement du jeune capitaine de Kabylie.

La cooptation de Galula est le fruit d'une intense campagne d'autopromotion menée tout azimut. Dès son arrivée en Algérie, Galula commence à penser à l'étape suivante. En novembre 1956 et en mars 1957, sans que personne ne le lui demande, il envoie deux mémorandums aux plus hauts gradés de l'armée française, dont le général Ely (chef de l'Etat-Major). Dans ces écrits, Galula livre une sorte de rapport d'étonnement et propose une méthodologie pour la pacification. Le style est clair, fluide et élégant. Galula est sûr de lui, sans cesse, il s'appuie sur son expérience terrain pour illustrer son propos. Il prend soin de ne critiquer personne, il veut simplement vendre une histoire censée conduire l'armée vers la victoire.

Un de ses rapports lui vaut d'être convoqué à Paris pour rencontrer le général Ely. On l'enregistre et la bande sonore est présentée au Ministre de la Défense qui l'écoute en personne. Durant les deux années passées en Kabylie, Galula écrira directement aux généraux Lacomme, Guérin et Dulac, des figures importantes de l'armée française dans la deuxième moitié des années 1950.

Les années passées à Hong Kong lui sont d'une grande utilité. Sa maison de *Harbour Bay* a été « l'auberge » officielle de plusieurs hauts gradés qui

faisaient le voyage entre la France et l'Indochine. Salan connaît bien Galula dès 1952-1953 pour avoir dormi chez lui, il sera son chef en Algérie[82].

Dans les années cinquante, Galula n'avait ni internet ni blog où publier ses réflexions. Il aura recours aux revues internes de l'armée, lue par les officiers, où il occupera un segment intéressant : la lutte contre l'insurrection. Les officiers chargés de la pacification (de capitaine à lieutenant) sont livrés à eux-mêmes. On leur demande de pacifier et on ferme les yeux sur leurs agissements. L'armée n'a aucune doctrine à leur communiquer tant le vide conceptuel est absolu. La situation change sensiblement en 1959 avec la diffusion du Plan Challe.

Galula publie régulièrement dans la Revue *Contacts* et dans une *Lettre d'Information* qui circule entre les officiers en poste en Algérie. En pleine guerre, l'armée accorde une liberté relative mais réelle aux officiers pour débattre de questions doctrinales. La Grande Muette, du moins dans les années 1950, ne pêche pas conformisme et autocensure. Des espaces de discussion sont tolérés voire encouragés çà et là. Galula n'est pas le seul à contribuer : Roger Trinquier et Jean Némo, tous deux en poste en Algérie, font état de leur réflexion sur la lutte contre la subversion. Ils ont tous en commun de vivre parmi leurs hommes et au contact des musulmans, leur grade ne les éloignant pas du terrain.

N'étant pas un universitaire. Galula va droit but et n'a pas besoin de démontrer qu'il a lu tout ce qui a été publié avant lui. Il propose des solutions utilisables immédiatement par ses collègues. Il n'est pas obligé d'inclure une bibliographie et des notes de bas de page. Il faut agir vite car, chaque jour, une demi-douzaine de soldats français tombe au combat.

Galula, le communicant, reçoit deux visites du général Salan. Ce sont des déplacements hauts en couleurs : le commandant en chef de l'armée en Algérie arrive en hélicoptère, flanqué du préfet et d'autres autorités militaires et civiles, les journalistes sont aussi de la partie. Le général Ely fera de même plus tard.

Tous ces efforts ont visiblement porté leur fruit lorsque Galula rentre à l'EMDN durant l'été 1958.

Un plan média pour la France !

Très rapidement, Galula s'intéresse aux médias. En 1958, les moyens de communication se résument à la radio et à la presse écrite, encore très puissante. La télévision débute doucement, l'Algérie dispose d'une chaîne déjà mais peu de foyers sont équipés. Au cinéma, le public peut assister aux actualités avant chaque projection.

De tous les côtés, la propagande des mouvements communistes et anticolonialistes bombarde l'empire colonial français. D'Abidjan à Constantine, les idées indépendantistes déferlent sur les ondes. Dans les années 1950 et 1960, la radio FM (à rayonnement local) fait encore ses premiers pas, c'est le temps des stations AM qui peuvent couvrir un ou plusieurs pays en utilisant une seule fréquence. Des émetteurs puissants basés en Egypte ou en Turquie peuvent aisément être écoutés en Afrique du Nord voire au-delà. Le territoire métropolitain n'y échappe pas, les radios qui ne réussissent pas à obtenir l'autorisation d'émettre depuis le sol français s'installent au Luxembourg. Ce sont les fameuses radios « périphériques » comme RTL et Europe 1. Dans les colonies, les auditeurs se divisent en deux groupes : une minuscule élite autochtone, bien souvent formée en France, côtoie des masses analphabètes pour qui la radio est le seul média accessible. Au sein des couches les moins éduquées, la radio joue le même rôle qu'internet aujourd'hui, celui d'un média réputé *démocratique* qui s'adresse à tous, quel que soit leur niveau scolaire. Au même moment, les postes à transistor – moins chers–commencent à inonder les marchés africains et arabes. De toutes façons, le ménage qui ne dispose pas encore d'un récepteur peut toujours écouter le journal parlé chez l'épicier ou le voisin.

En 1958, la France est très en retard sur le front de l'information. Elle n'a aucun plan média à destination des populations du Maghreb et d'Afrique Noire. Est-ce de la paresse ? Un reflet d'une mentalité coloniale qui ne se préoccupe ni des cœurs ni des esprits des autochtones ? Ou simplement une faille de la machine bureaucratique ? La vérité se situe certainement à l'intersection de ces trois problématiques. Et la vocation de l'EMDN est d'agir précisément sur les angles morts auxquels personne n'a pensés, en un temps record et avec l'efficacité d'une unité d'élite.

Chaque jour, le FLN et ses alliés à l'extérieur de l'Algérie diffusent des émissions radiophoniques favorables à l'indépendance. Il s'agit de pure propagande pour qui la vérité est une préoccupation secondaire. Les rumeurs sont amplifiées et les évènements racontés selon un point de vue

unique. On incite à la haine et on appelle au meurtre des français. Sur la radio égyptienne ou marocaine, les escarmouches où le FLN fuit au lieu de se battre sont transformés en embuscades victorieuses contre la France.

Au sud du Sahara, la situation n'est pas meilleure. Radio Conakry et Radio Mali sont virulentes à l´égard de la France : elles appellent les « peuples frères » à se libérer du joug colonial. Les enjeux sont énormes pour Paris qui cherche à pérenniser sinon le colonialisme du moins les liens organiques entre l'Afrique francophone et la métropole[83]. L'inquiétude est plus forte en Côte d'Ivoire, le pays le plus riche de l'aire d'influence française et que Paris souhaite garder jalousement sous son aile.

Dans un premier temps, Galula conçoit et met en œuvre un dispositif de brouillage censé bloquer le signal des radios hostiles à la France. On veut empêcher les habitants de l'empire colonial comme les travailleurs étrangers en France d'écouter Radio Le Caire ou Radio Moscou. Cette guerre défensive consomme beaucoup de moyens car il faut acheter et installer des émetteurs puissants en métropole, en Algérie et au sud du Sahara. Pour la seule Algérie, il faudra dix-huit centres de brouillage pour couvrir efficacement le territoire !

Galula et le général Ely se rendent bien compte qu'il ne suffit pas de brouiller. Il faut passer à l'attaque et créer du contenu. Objectif : s'adresser aux musulmans et aux africains dans leurs langues pour leur dire des choses intéressantes. Il est question de légitimité, encore une fois. Celle-ci est à la portée de qui parvient à fabriquer des programmes en symbiose avec les préoccupations réelles des auditeurs ; leur parler dans leur langue est un premier pas dans la bonne direction. Il faut faire vite car les Russes, les Chinois et les Américains sont aux aguets. Au début des années 1960, des grands moyens sont mobilisés par les membres permanents du conseil de sécurité pour couvrir les villes et les campagnes du tiers-monde. Les Américains ont leur site de radiodiffusion en Catalogne, il couvre la Méditerranée et l'Europe centrale ; les Britanniques s'appuient sur Chypre et Ascension pour couvrir l'Afrique. Les ondes courtes sont en vogue à cette époque puisqu'elles se propagent très loin à condition d'utiliser des équipements de radiodiffusion (émetteurs et antennes) adaptés.

Galula suggère de monter deux chaînes de radio complémentaires : (a) une radio couvrant le Maghreb et l'Afrique Occidentale, (b) une autre à

destination des immigrés arabes en France. En avance sur son temps d'au moins trente ans, Galula propose non pas de créer un CNN francophone mais de monter une Al Jazeera aux couleurs de la France, crédible et attrayante. Ces projets feront leur chemin et aboutiront à la création de Radio France Internationale (R.F.I) en 1975. Vers l'étranger, elle diffusera le point de vue de la France sur les questions politiques, économiques et culturelles. A l'intérieur du territoire métropolitain, elle s'adressera aux diasporas en Arabe, en Arménien et en Laotien notamment, exactement comme l'avait prévu Galula[84].

Aujourd'hui, la France est toujours aux prises avec la question de l'Information. Après avoir dépensé beaucoup d'argent (France 24, Canal France International, Radio Monte Carlo), elle peine à s'adresser efficacement à l'opinion publique arabe (et encore moins aux millions d'immigrés qui vivent sur son sol). L'avènement d'internet complique un peu plus cette équation[85].

Galula n'aborde jamais la question de la Cause. Quel discours tenir aux musulmans et aux Africains ? Pour Galula, il semble aller de soi que la cause française est juste, il suffit de la faire parvenir au public-cible pour qu'elle soit entendue. Il ne se pose jamais la question des failles éventuelles de la proposition française qui demeure pour l'essentiel colonialiste. Aux yeux de Galula, la France représente la Liberté et les nationalistes le joug communiste. Il confond ou feint de confondre la défense du monde libre avec la survie du colonialisme.

Galula s'est battu pour l'Algérie française. Si j'étais Algérien en 1960, je n'aurais pas voulu vivre comme un citoyen de seconde zone, constamment assisté par une administration paternaliste qui s'occupe des choses essentielles : réforme agraire, école, santé. Je n'aurais pas voulu qu'un Galula décide à ma place, qu'il m'aide à choisir entre une mosquée et une école.

En réalité, la cause française a toujours été dans l'impasse même si elle a su évoluer au cours du temps. Elle a connu deux grandes phases :

a) En 1954 et 1955, la cause française se confond avec le maintien du statu quo colonial.
b) A partir de 1956 et surtout après l'arrivée du général de Gaulle (1958), la France propose pour la première fois une *histoire intéressante* aux

Algériens et lance un vaste programme de développement. Des SAS au Plan de Constantine, la France s'engage dans une opération jamais vue auparavant : *sortir un peuple étranger du Moyen Age*. La cause française devient celle de la modernisation de l'Algérie. Une fois le pays sur les rails, la France promet qu'il pourra décider en toute conscience et dans la paix du mode d'association qu'il souhaitera avec la métropole. Dans son discours historique sur l'autodétermination (septembre 1959), De Gaulle estime que l'Algérie a besoin de vingt ans pour rattraper son retard de développement.

Au moment où il prononce son discours, l'entourage du président a conscience que le coût de ce plan Marshall permanent pèsera très lourd sur les finances publiques. Par son ampleur, la mise à niveau de l'Algérie, entamée après 1958 (Plan de Constantine) n'est pas soutenable. Déverser des ressources et envoyer la crème de la crème de la France s'occuper de l'Algérie profonde est inconcevable aux yeux d'un nombre croissant de hauts fonctionnaires français. Si une volonté politique comme celle du général de Gaulle eût été en mesure d'ignorer ces réserves, il aurait encore fallu compter sur des élites musulmanes favorables au projet de la France et suffisamment fortes pour l'imposer à la population. La force se mesure ici sur tant le plan militaire que celui des idées et de la propagande. Or, il n'y avait personne pour soutenir le Plan de Constantine et défendre la sortie graduelle de l'Algérie du sous-développement comme préalable à l'émancipation. La France n'avait personne avec qui discuter. Les modérés sont en prison ou bien ralliés au FLN pour sauver leur peau. L'excellent Ferhat Abass a rejoint le mouvement FLN pour y tenir un rôle de figurant. Son frère a été une des premières victimes de la violence. En 1955, il est abattu dans sa pharmacie à Philippeville sur ordre du FLN.

La cause française est une cause orpheline, sans élites musulmanes pour l'incarner. Dans ce sens, il est facile de concevoir la supériorité permanente du projet FLN, incarné lui par des leaders déterminés dont le message était accessible à tous. Krim Belkacem et Benbellah promettaient l'émancipation dans le cadre de l'Islam[86]. Tout simplement. C'était un projet *low cost* qui n'avait rien de la sophistication doctrinale que Galula avait étudiée en Chine.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE IV :
NOUVEAU DÉPART
(1962-1967)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Norfolk : voyage vers le futur

Vingt-cinq ans consacrés à soigner, à aider ceux qui avaient commis ces crimes ! Où était ce grand rêve d'interpénétration, de fusion de deux peuples ? Il fallait fuir, fuir très loin, où rien ne me rappelle le Maroc et mon passé, puisque tout ce que j'avais aimé, tout ce pourquoi j'avais lutté était anéanti, puisque j'avais travaillé toute ma vie pour une œuvre vaine[87].

Déclaration du médecin-chef de l'hôpital d'Oued Zem (août 1955)

Car, depuis que le monde est le monde, il n'y a jamais eu d'unité, ni à plus forte raison de souveraineté algérienne : Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes de Syrie, Arabes de Cordoue, Turcs, Français ont tour à tour pénétré le pays sans qu'à aucun moment et d'aucune façon il y ait eu un Etat algérien[88].

Discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Le drame de la victoire française de 1960

Au cours de l'année 1960, la France écrase le FLN sur le sol algérien. Après avoir extirpé le FLN d'Alger en 1957, l'armée, sous la direction de Salan, intensifie les opérations de ratissage dans l'arrière-pays. Elle a bouclé le pays en électrifiant les frontières marocaines et tunisiennes tandis que le littoral est constamment patrouillé par la Marine. L'arrivée de Challe[89] à la tête du dispositif est le dernier étage de la fusée : son plan de pacification lancé début 1959 est un rouleau compresseur qui éradique le FLN région par région. Galula laisse entendre que Challe s'est inspiré de ses rapports et autres articles rédigés entre 1956 et 1958[90]. Difficile à établir. Le Plan Challe est classifié et il nous est impossible de le consulter. Ses paragraphes introductifs dénotent toutefois d'un saut qualitatif évident dans la doctrine française, l'on y parle de renouer le contact avec la population et l'on place la priorité sur le terrain humain. Mais, de l'avis de spécialistes de la question comme Mathias Gregor, l'Instruction Challe sous-traite aux SAS le soin de gagner les cœurs et les esprits[91].

La nouvelle stratégie apporte un soin particulier à ce que les Américains nomment *Clear, Hold, Build*. Les forces de choc[92] « liquident » les *fellaghas*, les troupes dites de secteur consolident les positions et restent sur zone en nombres importants pour empêcher le retour des insurgés. Dans ce sens, le Plan Challe fait écho aux enseignements tirés des premières années de la guerre (1954-1958) attestant de la résurgence du FLN une fois le gros des troupes parti. Galula pense pareil : dans son sous-quartier en Kabylie, il sature en permanence tous les hameaux au point de se faire tirer les oreilles par l'Inspecteur Général de l'Armée de Terre qui lui reproche d'avoir trop éparpillé ses hommes.

Dans la conception de Challe, il faut rendre de la fluidité à l'armée française en allégeant les cloisonnements bureaucratiques pour combiner toutes ses composantes (hélicoptères, infanterie, parachutiste, etc.) de manière simultanée. En quelque sorte, Challe souhaite augmenter la « productivité » de l'armée en faisant évoluer son organisation et ses tactiques. En Kabylie, il sera capable d'aligner 40 000 hommes et 300 hélicoptères sur plusieurs semaines dans un groupe d'opérations réunies sous le nom de code : *Jumelles*. Un an après le début du Plan Challe, le FLN est vaincu[93]. Plus de 20 000 combattants rongent leur frein en Tunisie

et au Maroc, incapables de pénétrer en Algérie. Ceux qui restent sur place mangent mal, vivent dans des cavernes et doivent marcher 30 à 40 km par jour pour échapper aux ratissages. Ils ne disposent même pas d'un poste radio pour parler avec leurs compagnons à l'étranger.

Oui, mais que faire de la victoire militaire ? Comment conclure la Paix ?

L'Algérie est profondément désorganisée. Ils sont presque deux millions de musulmans à s'entasser dans les camps de regroupement, la plupart sont les paysans que l'armée a expulsé de leurs terres déclarées « zones interdites ». Ces populations vivent dans l'indigence et le désespoir ; elles travaillent peu ou pas du tout ; elles dépendent de l'Etat pour manger. D'autres déshérités se fixent dans des bidonvilles, véritables ceintures de la honte autour de villes magnifiques comme Oran ou Constantine.

Les pieds noirs n'ont que le slogan *Algérie française* à la bouche. Leurs représentants politiques souhaitent le retour au *statu quo ante*, une illusion dangereuse en 1960 après six ans de guerre. Incapables d'articuler un projet de civilisation pour une terre multiethnique et multiconfessionnelle, les élites pieds noirs s'en remettent à l'armée. Celle-ci se retrouve bien malgré elle dans un « corner », obligée de faire triompher le projet d'une Algérie dominée par les Européens.

L'armée sait qu'il faut aller vite, agir avant que l'insurrection ne se régénère. Les maquisards sont certes défaits mais ils ont une énorme plasticité. Ils se fondent dans la population en attendant des jours meilleurs. Le FLN a opté pour la dilution le temps que la pression retombe. Il faut faire quelque chose sur le plan politique, mais quelles sont les options politiques disponibles en 1960 ?

Dans son discours de 1959, De Gaulle trace deux issues possibles au problème algérien

a) ils deviennent Français avec les droits et les devoirs que cela suppose dont la laïcité,
b) ils participent d'un pays souverain, associé à la France par des liens d'amitié et de collaboration.

Le président écarte d'emblée la sécession, scénario du pire dans lequel les Algériens se séparent brutalement de la France et expulsent les pieds noirs dans un bain de sang[94]. L'Histoire ira à contre-courant de la feuille de route

tracée par le général : l'indépendance dans la confusion et la haine sera annoncée en juillet 1962.

La francisation est irréaliste. Sur le sol d'Algérie, il n'y aurait plus que des Français, égaux en droits et soumis aux mêmes lois, sans aucune distinction. Musulmans, Juifs et Européens seraient des citoyens de la République au même titre qu'un Alsacien ou un Bourguignon. En 1960, ce scénario est une pure vue de l'esprit. Il a été enterré vivant en 1955 au lendemain des massacres de Philippeville. Dans les tristes journées d'août 1955, les Européens d'Algérie ont découvert dans leurs journaux du matin les nouvelles de femmes éventrées et de bébés découpés en morceaux. Ils ont perdu la foi en toute cohabitation avec les musulmans. Jacques Soustelle, le gouverneur général en Algérie (un homme de gauche), se rend aux funérailles des civils suppliciés et déclare : « en chaque musulman les Européens voyaient un terroriste[95] ». Mission accomplie pour le FLN : il a érigé un mur de la peur entre les communautés et a détruit le rêve d'une société multiconfessionnelle en Algérie. La terreur a cassé la machine à fabriquer du lien social.

Il restait donc l'indépendance dans la collaboration et le maintien dans une sorte de *commonwealth* à la française. Elle aurait transféré tous les pouvoirs aux Algériens musulmans mais aurait garanti un statut raisonnable à tous ceux qui appartiennent, d'une manière ou d'une autre, à la France : les pieds noirs, les juifs naturalisés, les musulmans assimilés. Assurément, il s'agit de la solution la plus raisonnable pour qui accepte de regarder avec lucidité les réalités en 1960. Mais plusieurs facteurs se ligueront dans les deux années suivantes pour détruire toute possibilité de voir l'Algérie s´émanciper sans s'amputer de son segment le plus dynamique et moderne. Le facteur le plus important peut-être sera l'Organisation Armée Secrète (O.A.S), un groupe extrémiste qui assassinera des membres du FLN, posera des bombes et pratiquera la punition collective contre les musulmans. Dirigée par plusieurs militaires en rupture avec De Gaulle, l'OAS tentera le régicide à deux reprises au moins (attentats de Pont-sur-Seine et du Petit Clamart).

Obtenue en juillet 1962, l'indépendance est synonyme d'expulsion et de massacre. L'exode des Européens aura des proportions bibliques : 300 000 traversent la Méditerranée de janvier à juillet 1962. Et plus de 200 000 harkis seront sacrifiés dans une grande boucherie perpétrée par le FLN. Sans aucun doute, le grand échec du général de Gaulle est l'avortement du

projet d'indépendance dans la collaboration avec la France. Laisser partir l'Algérie était certainement le meilleur choix possible mais accepter le déracinement des pieds noirs et abandonner les harkis constituent une tâche de honte indélébile sur le drapeau français.

Le FLN obtiendra ce qu'il a toujours voulu : la sécession. Les extrémistes ont gagné. Au passage, ils privent l'Algérie du génie européen et israélite, celui qui a fait éclore une industrie locale en dépit du terrorisme. Dans les années 1950, des entrepreneurs réalistes et tenaces ont couru après le rêve d'une Algérie californienne, sorte de laboratoire de l'innovation agricole en terre d'Afrique. Les investissements du Plan de Constantine ont donné le coup de pouce qui manquait pour débrider la croissance algérienne : infrastructures, irrigation, alignement des salaires sur la métropole etc. En 1962, les amis de Benbellah et Boudiaf mettront fin au rêve d'une Algérie moderne, le pays paient encore le prix de cette funeste décision.

En 1960, Galula prend la direction de la Virginie. Il est choisi pour suivre les cours du très prestigieux *US Armed Forces Staff College* (aussi appelé *Staff College*). Durant six mois, Galula côtoie des officiers brillants venus des Etats-Unis et de pays alliés. Au programme : Economie, Histoire, Géopolitique. A Norfolk, Galula passera des moments heureux où il impressionnera les Américains par sa connaissance fine d'un thème peu exploré outre-Atlantique, la contre-insurrection. Il fera également le bonheur de son épouse qui, pour la première fois en dix ans, pourra passer du temps auprès de ses parents installés au Connecticut. Ce sera surtout l'occasion de leur présenter leur petit-fils Daniel, entré dans la vie des Galula en octobre 1959[96].

Aux Etats-Unis, Galula se rend compte de l'intérêt des Américains pour ses idées. Son anticommunisme viscéral lui facilite certainement la tâche. À ce moment très probablement, naît le projet de s'expatrier chez l'Oncle Sam, une réalité dès 1962. Galula voit se profiler la perspective d'une rupture dure entre la France et l'Algérie avec tout le lot de souffrances que cela implique. L'indépendance sera une tragédie. Galula sait très bien que les habitants du djebel qui l'ont adopté vont se retrouver face au FLN qui n'a jamais caché son envie d'épurer le pays des « traîtres » et des « collaborateurs ». Que faire ? S'insurger comme Salan ou bien fermer les yeux et aller faire un tour aux Etats-Unis ?

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Harvard : prophète en terre d'autrui

Choisissant la discipline, j'ai également choisi de partager avec la nation française la honte d'un abandon… et pour ceux qui, n'ayant pu supporter cette honte et se sont révoltés contre elle, l'histoire dira peut-être que leur crime était moins grand que le nôtre.

Général de Pouilly

Mise en disponibilité

En janvier 1962, Galula déménage avec femme et enfant aux Etats-Unis pour rejoindre Harvard où il a obtenu un contrat de douze mois renouvelables. Les Américains sont très intéressés par sa compréhension remarquable de la guerre révolutionnaire et lui demandent d'écrire un livre sur le sujet. Ce sera son œuvre majeure : *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice* (1964). Galula profite de ses heures creuses pour écrire *Pacification in Algeria,* son texte le plus drôle et le plus attachant où il raconte son expérience en Kabylie. Il a quelque chose du journal intime d'un jeune officier prêt à tout pour tester ses concepts de lutte contre la guérilla. *Pacification* peut être lu pour l'agrément comme une sorte de témoignage historique. Par plusieurs aspects, il évoque les écrits de Claude Levi Strauss (*Tristes Tropiques* en particulier) où les aventures de l'auteur sont tout aussi fascinantes que son objet d'étude. La Rand Corporation[97] retient le manuscrit qui sera immédiatement classé confidentiel, très peu de chercheurs auront accès à ce livre qui tombera vite dans l'oubli.

Le départ de Galula n'a pas été une mince affaire. Fin 1961, il demande une mise en disponibilité de trois ans. Ses chefs résistent, comment laisser partir cet élément brillant qui vient de passer quatre ans au contact de sujets extrêmement sensibles pour la sécurité et le rayonnement de la France ? Le risque est grand de le voir transmettre à l'Oncle Sam tout ce qu'il sait des affaires françaises. C'est très certainement à ce titre qu'il reçoit la Légion d'Honneur peu avant Noël 1961. Un moyen de le retenir. En vain, Galula part au Massachussetts début 1962.

Cette décision a certainement un lien direct avec le dénouement de la guerre d'Algérie. Comme une génération entière d'officiers français, Galula a dû

vivre avec une immense tristesse l'incroyable gâchis de 1962 : l'expulsion de pieds noirs obligés de quitter leur pays dans la précipitation, le massacre des harkis, l'entrée victorieuse du FLN à Alger.

Légalité vs Légitimité

A Oran, le 5 juillet 1962, des éléments du FLN (incités et aidés par la populace) massacrent 700 européens et un nombre inconnu de musulmans. Sur le papier, l'Algérie est indépendante depuis le 3 juillet, la sécurité dépend en théorie d'un *Exécutif Provisoire* qui doit gérer la transition (comme convenu entre le FLN et la France à Evian quelques mois plus tôt). Mais, les accords volent en éclats et les civils innocents se font massacrer à la hache dans les rues d'Oran. La république algérienne vient au monde dans un bain de sang inexplicable et « inutile » sur le plan militaire puisque l'indépendance était déjà acquise. Les troupes françaises ne bougent pas, le commandant de la place, Jospeh Katz, suit les ordres qui lui demandent de ne rien faire[98]. Des casernes, on entend clairement les cris des civils massacrés mais les soldats n'ont pas le droit de sortir : la France abandonnera ses citoyens pendant la douzaine d'heures que durera le massacre. Le soir, les militaires interviennent enfin et récupèrent vite le contrôle de la situation. Les coupables (en majorité des combattants FLN rentrés en Algérie en provenance d'Oujda) ne seront jamais inquiétés.

Le 5 juillet est une tâche indélébile dans l'héritage politique du général de Gaulle. Quant aux nouvelles autorités algériennes, elles sont à mille lieux de reconnaître ne serait-ce que l'existence même du massacre.

Pourquoi De Gaulle n'a pas protégé ses propres ressortissants ? Vengeance contre les pieds noirs loyaux envers Vichy durant la Seconde Guerre Mondiale ? Punition collective de la population d'une ville où l'O.A.S avait pris ses aises[99] ? Ou bien fallait-il *tout passer* au futur pouvoir algérien pour que la France puisse faire ses essais nucléaires dans le désert algérien[100].

Dans *Pacification*, Galula non plus n'exprime pas de sympathie particulière envers les pieds noirs de Kabylie. Il ne cite jamais leur opinion ni rapporte en avoir côtoyé. Galula parle bien plus des musulmans du *djebel* et de ses soldats que des Européens d'Algérie. Il se plaint même que des fermiers

européens payent l'impôt révolutionnaire au FLN alors qu'ils sont les premiers à dénoncer la rébellion.

La fin de la guerre d'Algérie (période allant de janvier 1961 à juillet 1962) est aussi une histoire de la Désobéissance. Les militaires avaient à choisir entre Légalité (suivre De Gaulle et ne pas bouger) et la Légitimité (désobéir pour sauver leurs frères d'armes musulmans et les pieds noirs). Il n'y a pas de réponse simple. Le recul de l'Histoire ne nous autorise pas à trancher avec assurance. Il n'y a aucun doute toutefois qu'une figure de l'ampleur du général de Gaulle aurait dû obtenir une sortie honorable pour la France : une retraite certes mais respectueuse de la dignité des harkis et des pieds noirs. A quoi bon avoir gagné la guerre si le FLN a carte blanche pour martyriser ses ennemis d'hier et leurs familles dès le cessez-le-feu de mars 1962 ?

En 1940, De Gaulle avait appelé ses collègues à désobéir au gouvernent légitime de la France. Pendant les cinq années suivantes, il a commandé une armée de déserteurs rentrés en insurrection contre Vichy. C'est avec De Gaulle que l'armée française a *appris* à désobéir aux civils, c'est sous son commandement qu'elle a combattu Pétain, chef de l'Etat investi légalement par le parlement français à Bordeaux. En 1961, les putschistes d'Alger n'ont fait que raviver une flamme née en 1940, la désobéissance au pouvoir légal en faveur d'une cause que l'on juge légitime.

Galula a eu de la chance cette fois. En poste aux USA à l'époque des faits, il n'a pas eu à prendre position. Il n'aura pas à abandonner ses « administrés » du Djebel Aissa Mimoune. Il ne sera pas hanté par le souvenir des harkis qui s'accrochent aux camions de l'armée française et dont on écrase les doigts à coup de crosse pour leur faire lâcher prise[101]. Mais, a-t-il la conscience tranquille en 1962 ? Rien n'est moins sûr.

De 1960 à 1962, plus de 3 600 officiers français rentrent en rébellion. Ils seront condamnés et expulsés des rangs de l'armée. Par solidarité, mille autres officiers démissionneront dans la foulée. La plupart des soldats « purgés » sont des anciens Résistants, souvent décorés pour avoir combattu le nazisme en France. Ainsi, Hélie de Saint-Marc, qui a marché sur Alger en avril 1961, est un héros de la Résistance. Il avait été fait prisonnier à Buchenwald durant la Seconde Guerre Mondiale.

Il est fort probable que le congé sabbatique de Galula, au moment où la France se déshonore en Algérie, est un message politique. Il ne veut plus (ou ne peut plus) faire partie d'un système qui finit par condamner ses éléments les plus valables à choisir entre le déshonneur et la cour martiale.

La tragédie de l'honnête homme

Ruth se lie d'amitié avec l'épouse d'Henri Kissinger, directeur du département des sciences politiques à Harvard. Galula et Ruth se rendront plusieurs fois chez les Kissinger en visite privée. Le futur Secrétaire d'Etat de Nixon est impressionné par l'officier français brillant et original. Il sera un des premiers à lire *Counterinsurgency* et en sera enthousiasmé.

Le bagout et l'intelligence de Galula ne suffiront pas à amadouer son directeur à Harvard, Robert Bowie, qu'il n'a pas réussi à convaincre de prolonger son contrat au-delà de dix-huit mois. Passée la première année, Bowie donne à Galula une rallonge de six mois pour boucler son livre écrit en Anglais pour le *Center for International Affairs.* Galula souhaitait résider aux Etats-Unis pour une longue période voire s'y installer définitivement et avait en tête bien plus qu'un contrat à durée déterminée à Harvard. Il semble que Bowie ne partage pas la vision férocement anti-communiste de l'officier français et qu'il en ait pris ombrage.

Galula ne trouve pas d'emploi aux Etats-Unis. Mobil Oil lui fait une proposition intéressante mais exige qu'il devienne citoyen américain au regard des dossiers qui lui seront confiés. Galula refuse de perdre la nationalité française et préfère plier bagages en novembre 1963.

La petite famille s'installe près de Paris et Galula se résout à tenter sa chance dans le secteur privé. Il est conscient de ses atouts dont sa maîtrise de l'Anglais et son esprit de synthèse. En France, le jeune ménage Galula connaît une période délicate où les finances ne sont pas au beau fixe. Bien qu'au chômage, Galula choisit tout de même de couper le cordon ombilical avec l'armée et met fin définitivement à son contrat. Lors de sa traversée du désert et alors qu'il passe des entretiens d'embauche, Galula entame l'écriture de son premier roman *Les Moustaches du tigre*, l'histoire drôle et sans prétention d'un fonctionnaire britannique basé à Hong Kong qui s'entiche d'une danseuse chinoise[102]. De cette période parisienne, naîtra

aussi *La Guerre bactériologique*, un livre d'anticipation qui restera au stade du manuscrit.

En janvier 1964, Galula rejoint le groupe Thomson-Houston (futur Thales) pour développer les ventes de radars militaires. Sa mission est de prévoir la demande sur les différents marchés internationaux de la société. Cette première incursion dans le privé amènera l'ancien officier à séjourner fréquemment à Londres où il participe aux travaux d'un consortium international.

Surveillance des frontières terrestres, protection du littoral et défense antiaérienne sont les usages principaux des équipements que Galula va promouvoir. Au catalogue de Thomson-Houston, on retrouve aussi des radars « portatifs » qu'une jeep peut transporter. Au Maroc, dès la fin des années 1970, on utilisera des radars similaires au Sahara Occidental, ils permettront à l'armée régulière de tenir en respect les rebelles du Polisario tentés de traverser l'immense ligne de front[103]. Le célèbre mur *des sables* s'appuie sur une ceinture de radars qui scrutent l'horizon en permanence. Ils sont capables de détecter tout ce qui bouge ou rampe à plusieurs km à la ronde, du 4*4 au troupeau de chameaux[104].

Chez Thomson-Houston, les avis sont unanimes, l'ancien officier a tout pour plaire : intelligent, polyglotte, rompu aux affaires militaires. Galula est un homme d'avenir. Le sort voudra que sa carrière commerciale s'arrête net en juillet 1967, un cancer de l'estomac l'emportera sans que les médecins ne puissent rien faire. Mais, le futur qui attend l'héritage intellectuel de Galula est radieux. Son œuvre rentrera dans la postérité. Des hommes issus de traditions différentes s'intéresseront à Galula, à sa vie et ses écrits. Ils sont militaires, historiens ou simples civils. De McChrystal à Petraeus, des sommités de l'armée US rendent hommage bien volontiers à Galula. Cependant, il faudra attendre un demi-siècle pour que le nom de Galula revienne sur le devant de la scène. Pourquoi attendre aussi longtemps ? Comment expliquer la disparition de Galula dans les entrailles de la pensée militaire avant sa brusque réapparition en 2006 ?

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE V :
UN SILENCE DE QUARANTE ANS
(1967-2006)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Les anciens de l'Algérie condamnés au silence

Nous nous souvenions de Diên Biên Phû, de l'entrée du Vietminh à Hanoï. Nous nous souvenions de la stupeur et du mépris de nos camarades de combat vietnamiens en apprenant notre départ du Tonkin. Nous nous souvenions des villages abandonnés par nous et dont les habitants avaient été massacrés. Nous nous souvenions des milliers de Tonkinois se jetant à la mer pour rejoindre les bateaux français.

Commandant Hélie de Saint-Marc (1922-2013)

Galula décède en juillet 1967. A cette date, la plupart des officiers putschistes sont encore en prison. Certains ont été condamnés à mort et exécutés comme Bastien-Thiry ou Degueldre[105]. L'année suivante, la posture de l'Etat évolue et, comme s'il fallait apaiser une armée traumatisée, De Gaulle fait relâcher progressivement les putschistes. Peu à peu et en silence, les insurgés de 1961 se feront oublier.

Quant aux pieds noirs, ils sont devenus des *rapatriés* dans une patrie qui ne les attendait pas. Peu se sont arrêtés à Marseille, principal port de la Méditerranée, car les dockers de la CGT et le maire de la ville (Gaston Deferre) leur ont témoigné une antipathie primaire. Beaucoup se sont fixés en région niçoise et dans le sud-ouest. Dans un geste jacobin d'un autre âge, le gouvernement a voulu les forcer à prendre racine dans les départements du Nord et de l'Est. Ainsi, les aides versées aux rapatriés étaient conditionnées à leur installation dans les territoires ayant un déficit démographique. C'est comme si une malédiction pesait sur les pieds noirs les condamnant à servir pour toujours comme « colons » dans les régions où personne ne veut aller : l'Afrique du Nord après 1830, les départements miniers après 1962.

Les temps sont durs pour les acteurs de la Guerre d'Algérie. Militaires, rapatriés et harkis réfugiés en France doivent maintenir profil bas et soigner leurs blessures en silence. La société et l'establishment culturel leur tournent le dos. C'est le triomphe absolu de Sartre et d'une certaine bien-pensance qui a préféré fermer les yeux sur les abus du FLN. Certains ont même porté les valises de billets qui ont alimenté la rébellion algérienne,

celle qui tuait les appelés et les civils sans défense. Il est difficile de comprendre comment un homme politique ou un intellectuel peut s'enorgueillir d'avoir apporté une aide concrète aux ennemis officiels de son pays. S'il est permis de critiquer la politique de la France, armer ceux qui tuent et mutilent les soldats français n'est concevable sous aucune condition. Il y a un monde de nuances entre l'adhésion sans faille au projet colonial et la pure et simple trahison.

En mai 1968, une partie de la jeunesse française exige son droit au bonheur. Les idées pacifistes deviennent la grammaire obligatoire d'une génération qui, parce qu'elle est *progressiste*, revendique la supériorité morale sur l'ensemble de la société. Un tsunami emporte alors les certitudes du passé et confère au terme « patriotisme » une coloration péjorative.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Une guerre pour rien

Au Vietnam, les Américains remplacent (volontiers) les Français pour répéter les mêmes erreurs

L'Algérie pour la France et le Vietnam pour les Etats-Unis seront les tombeaux de l'idée même qu'une armée occidentale peut pratiquer la contre-insurrection. Après ces conflits, les militaires français et américains ne voudront plus entendre parler de pacification. Galula en subira les conséquences à des degrés divers. Son souvenir sera enterré comme si quelqu'un avait lesté son œuvre d'une pierre lourde avant de la jeter au fond de l'océan.

Au Vietnam, plusieurs officiers US ont tiré des conclusions comparables à celles de Galula. Ils ont proposé des remèdes similaires aux siens afin de gagner une guerre que les Américains étaient en train de perdre. Il est fascinant de constater comment des individus issus de traditions militaires différentes (voire divergentes) développent des théories semblables et comment ils subissent de plein fouet la résistance de leur bureaucratie. De son vivant, Galula a dérangé une partie de l'establishment militaire ; au Vietnam, les tenants d'une nouvelle stratégie fondée sur la pacification mettront des années à se faire entendre. Le bon sens est le dernier à être appelé en renfort et la contre-insurrection est toujours mise en place tardivement. On ne lui donne une chance que lorsque la situation dépasse le point de non-retour. Et quand l'heure de la retraite sonne, on lui fait porter le chapeau de la défaite.

Sans forcément l'admettre, les Américains ont combattu au Vietnam la même guerre que les Français. De 1948 à 1954, Paris a défendu le régime de Bao Dai contre le communisme[106]. Après les accords de Genève (1954), les Américains deviennent le principal parrain du régime installé au sud du 17^{e} parallèle et volent ainsi aux Français leur plus belle maîtresse, le Vietnam. Les conseillers américains préparent le régime du sud à faire face à une grande attaque venant du nord. L'invasion n'aura pas lieu, les communistes préférant infiltrer des hommes qui iront encadrer directement les villages du sud, là où l'autorité centrale a du mal à se faire présente. Au début des années 1960, plus de la moitié de la population du sud vit sous influence plus ou moins directe du communisme. A partir de 1964, les

Américains, exaspérés, changent de stratégie et prennent prétexte sur un incident maritime pour lancer les hostilités contre le Nord. La deuxième guerre du Vietnam durera de 1965 à 1975. Les Américains quitteront le théâtre en 1973 et laisseront leurs alliés faire face tous seuls au déferlement communiste. Deux ans suffiront pour que Saigon tombe.

Officiellement, on se bat contre le communisme et pour la préservation de la Légalité. Français et Américains se voient en protecteurs du seul régime légitime incarné par l'Empereur Bao Dai (1949-1954) puis le président Diem (1955-1963) et ses successeurs à Saigon (jusqu'en 1975). Mais, aux yeux d'une majorité de vietnamiens, la guerre est une lutte de libération qui vise à débarrasser l'Indochine de l'envahisseur blanc. Les Occidentaux croient défendre la Liberté mais en réalité ils sont une force d'occupation qui viole la souveraineté d'un vieux peuple qui en a vu bien d'autres. Avant les Français et les Américains, les Vietnamiens ont combattu les Chinois plus de dix-sept fois dans le passé.

Que ce soit sous Salan[107] ou bien Westmorland[108], l'équation de la victoire est la même. Il faut choisir entre :

a) parer aux tentatives d'invasion et d'infiltration en provenance du nord et
b) pacifier méthodiquement les campagnes infestées par les structures clandestines de la guérilla communiste.

Ce sont deux missions différentes, deux guerres distinctes qui exigent des commandants et des ressources choisis soigneusement en fonction du type de conflit à mener. Pour fermer la frontière, il faut des unités mobiles et suffisamment armées (blindés, hélicoptères) pour chasser les rebelles qui viennent de Chine (1948-1954) ou du Nord Vietnam (1965-1975). Alors que pour pacifier les zones rurales (les villes sont plutôt bien tenues par les forces loyalistes), il faut une armée agile, organisée en petites unités d'infanterie et dispersées à l'extrême pour être au contact de la population. Dans un cas, c'est la guerre à la manière des « paras » et des « commandos de chasse » faite d'opérations coup de poing ; dans l'autre, c'est une guerre où le nombre de villages stabilisés prime sur celui des rebelles abattus. La tragédie des Américains comme des Français est qu'il fallait faire un choix et vite, les deux ont voulu détruire la guérilla et l'empêcher de forcer les lignes. La pacification est passée au second plan. On a préféré le lance-flammes à la patrouille pédestre.

Encore aujourd'hui, les historiens américains s'opposent sur les raisons de la défaite. Certains mettent en avant la supériorité du Viêt-Cong[109], sa hargne et sa capacité à résister aux tapis de bombes. D'autres pointent du doigt le Vietnam du Sud, trop corrompu et incapable de se battre avec la détermination manifestée par les communistes. La plupart sont d'accord pour affirmer que l'opinion publique américaine a décidé de « perdre » la guerre en enjoignant aux hommes politiques de retirer les *boys*. Tous (ou presque) déplorent le recours tardif à la contre-insurrection (au bout de trois ans d'engagement) et l'insuffisance des efforts de pacification. Au lieu de faire du *Search and Destroy*, c'est-à-dire courir après le Viêt-Cong pour l'obliger à se battre, il aurait fallu quadriller les zones rurales et en extirper les agents clandestins. Westmorland, chef suprême des troupes US au Vietnam, reçoit les reproches les plus sévères ; on l'accuse de s'être fourvoyé en menant une guerre d'attrition contre un ennemi insaisissable. Il voulait « faire mal » aux communistes jusqu'à ce qu'ils battent en retraite, il mesurait son efficacité selon la logique du comptage de cadavres (*body count)*. Ce n'est que dans un second temps qu'il prévoyait de pacifier les campagnes.

Cinquante après les faits, il est facile de jeter la pierre à Westmorland. En réalité, il a mené une action de pacification dès le début mais les moyens à sa disposition étaient éclatés et insuffisants.

L'infamie de la défaite et la tâche de la torture

Les Américains ont tardé un an et demi pour mettre en place la politique de pacification voulue par le président Johnson ! Un an et demi dans une guerre est une éternité. De 1965 à 1967, les résistances internes et les peaux de banane se multiplieront pour barrer la route au bon sens. La machine bureaucratique américaine avec ses empilements et entrecroisements d'agences civiles et militaires est un allié objectif du Viêt-Cong. Une surprise pour quiconque s'imagine que le gouvernement US est « slim » and « fast ».

A plus d'un titre, la situation au Vietnam au milieu des années 1960 ressemble à ce que Galula a vu en Algérie entre 1956 et 1958. L'armée US n'avait pas de doctrine de lutte contre l'insurrection. Chaque commandant devait inventer la roue dans son coin et se débrouiller pour gagner les cœurs

et les esprits. À côté des militaires, la C.I.A « menait sa vie » au Vietnam en armant des commandos pour liquider les chefs rebelles infiltrés au Sud. Au même moment, des millions de dollars sont déversés sur les rizières par l'USAID[110] : on soigne, on vaccine et on construit des infrastructures le jour que le Viêt-Cong sabote la nuit. La situation est si grotesque que les consultants de l'USAID n'arrivent pas à se rendre dans les villages qu'ils assistent par manque de moyens de transport alors que le ciel vietnamien est infesté d'aéronefs militaires qui transportent tout et n'importe quoi (même de la crème glacée pour les postes avancés).

La Maison Blanche se rend compte de la gravité de la situation et Lyndon Johnson demande en 1965 la mise en place d'une nouvelle stratégie de pacification, mieux coordonnée et plus efficace. Un vœu pieux. Les *mandarins* freinent des quatre fers : personne ne veut lâcher ses budgets et prérogatives, quitte à laisser les rebelles avancer un peu plus. Comme le dira le général Petraeus cinquante ans plus tard, il est plus facile tirer un missile qui vaut un demi-million de dollar que d'obtenir un chèque pour repeindre une école dans le cadre de la pacification.

Il faudra plusieurs allers-retours aux envoyés spéciaux de Lyndon Johnson pour mettre tout le monde d'accord. La structure retenue mettra fin à la rivalité entre les diplomates, la CIA et l'armée. Tous se retrouvent sous le commandement militaire (le MAC-V) mais on prend le soin de nommer un civil[111] pour diriger l'ensemble. Ainsi, les civils vont s'appuyer sur les militaires (et leurs moyens logistiques) pour intervenir aux quatre coins du territoire[112]. De leur côté, les hommes de Westmorland peuvent puiser dans le pool de compétences de l'USAID pour assister les troupes aux prises avec les problèmes concrets de la pacification (purification de l'eau, cours d'agronomie etc.). L'unité de commandement, un principe cher à Galula, est garantie dans cette configuration. Si cette réforme ne règle pas tous les problèmes, elle oblige tout de même les Américains à courir le même le lièvre (*unity of purpose*).

La contre-insurrection au Vietnam aura deux noms différents, l'un glorieux : CORDS, l'autre controversé : PHOENIX. Le premier donnera de l'amour (pour paraphraser Lyautey), le second liquidera les rebelles irrécupérables.

Galula l'avait dit bien en son temps : au milieu des paisibles civils se trouvent les insurgés qui collectent l'impôt révolutionnaire et endoctrinent les habitants. Ils feront ce qu'il faut (persuasion et terreur) pour s'assurer du contrôle total de la population. C'est comme si des voyous exécutaient le maire d'une ville, obligeaient le conseil municipal à leur verser une rente et frappaient de temps en temps à la porte des habitants pour leur demander le gîte et le couvert. En Algérie, Galula appelait cela l'Organisation Politique et Administrative (OPA), au Vietnam, les Américains avaient affaire à la *Viêt-Cong Infrastructure* (VCI). Le principe est le même, il s'agit de s'emparer du pouvoir politique réel sans attendre la conquête militaire. Les rebelles veulent enlever au camp loyaliste l'envie et la capacité de se battre, en démoralisant son appareil politico-administratif. En Syrie, l'Etat Islamique a eu recours à une technique similaire au tout début de son activité (de 2011 à 2013 approximativement). Des archives de l'organisation islamiste tombée entre les mains du magazine allemand *Bild* attestent comment les rebelles ont cartographié les réseaux de pouvoir au niveau local ; éliminé les chefs de famille influentes et favorables au régime d'Al Assad ; et établi des liens de mariage avec les clans les plus puissants.

Au Vietnam, PHOENIX est un programme musclé dont le but est de se débarrasser du VCI, village par village. Il évolue en parallèle de CORDS (*Civil Operations and Revolutionnary Development Support*), le volet « humanitaire » de la contre-insurrection. Dans CORDS, civils et soldats américains tendent la main aux Vietnamiens pour vaincre le sous-développement. On ouvre des routes, on implante des techniques agricoles nouvelles, etc. Au sein de PHOENIX, on éradique la structure clandestine des communistes via des opérations commando. Ainsi, de 1968 à 1972, on « neutralisera » plus de 81 000 agents infiltrés dont 26 000 seront tués. Ceux qui ne sont pas liquidés ont une chance de rejoindre le programme « Bras Ouverts » qui offre une sortie honorable aux déserteurs qui parviennent à fausser compagnie au Viêt-Cong.

Les archives américaines (USAID) mentionnent Galula comme une des sources consultées lors de l'élaboration de CORDS. Tout porte à croire aussi qu'il aurait été d'accord avec l'esprit de PHOENIX, du moins en principe. Selon lui, il faut d'abord protéger la population (en la débarrassant des agents rebelles qui la tourmentent) avant de lui faire plaisir.

PHOENIX a connu plusieurs dérapages. Il a été infiltré par des énergumènes à qui on a donné carte blanche pour enlever, torturer et éliminer les gêneurs. L'Histoire se souviendra de PHOENIX pour ses dérapages et oubliera CORDS. Du temps de Galula aussi en Algérie, les médias et l'opinion publique retiennent volontiers la torture et passent sous silence la dénégation des képis bleus (SAS).

Au sortir de la guerre du Vietnam, la contre-insurrection, est associée aux atrocités commises par des officiers mal encadrés et livrés à eux-mêmes en territoire étranger. Elle est aussi la doctrine suivie dans une guerre qui sera perdue d'une manière honteuse par les Etats-Unis qui ne peuvent rien faire lorsque les défenses du sud s'effondrent devant l'avancée communiste (période 1973-1975). Echec et bavures en série, deux synonymes dont la contre-insurrection se serait bien passée.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Une théorie maudite

Celui qui n'est que militaire n'est qu'un mauvais militaire, celui qui n'est que professeur n'est qu'un mauvais professeur, celui qui n'est qu'industriel n'est qu'un mauvais industriel. L'homme complet, celui qui veut remplir sa pleine destinée et être digne de mener des hommes, être un chef en un mot, celui-là doit avoir ses lanternes ouvertes sur tout ce qui fait l'honneur de l'humanité.

Maréchal Lyautey (1854-1934)

L'héritage de Galula se confond avec le sort de la contre-insurrection, une théorie née sous une mauvaise étoile. Mort trop tôt, il ne sera pas là pour défendre sa théorie ni mettre en perspective les enseignements des guerres d'Algérie (1954-1962) et du Vietnam (1965-1975). A défaut d'une lecture « intelligente » et originale de ces échecs cuisants, on finira par jeter le bébé avec l'eau du bain. La guerre irrégulière restera une *small war* pendant longtemps, on lui préférera la dissuasion nucléaire voire une hypothétique bataille de blindés quelque part en Europe Centrale et Orientale. Guerre Froide oblige. Pourtant, depuis les années 1960, les guerres révolutionnaires n'ont cessé de faire la une des journaux au nom du fameux conflit Est-Ouest : Biafra, Katanga, Angola, Cambodge, Sri Lanka, Colombie, Pérou, etc.

Les Russes sont battus en Afghanistan par les insurgés *mujahidine*. Ils se retirent en 1987, démoralisés par une guerre dont ils n'ont jamais compris la nature. Quelques mois plus tard, l'Europe de l'Est s´émancipera et les peuples soumis à cinquante ans de joug communiste se soulèveront.

Si les Etats-Majors perdent la foi dans la contre-insurrection, ils n'hésitent pas à miser sur la guérilla pour changer la donne dans tel ou tel pays. En Afghanistan, les Américains livrent gracieusement des missiles Stinger (sol-air) aux « combattants de la liberté » c'est-à-dire aux précurseurs des Talibans. Ils serviront à abattre les hélicoptères soviétiques et affoler une armée d'occupation qui découvrait soudainement que sa supériorité technologique ne servait plus à rien. Reagan jurait que la Guerre des Etoiles allait déterminer l'issue du duel entre Moscou et Washingtons mais, dans les

faits, le bras de fer, sur le terrain militaire du moins, a eu lieu par guérillas interposées. Ce fut le cas au Nicaragua avec les fameux Contras, une rébellion armée et financée par la CIA dans le but d'en finir avec les Sandinistes soutenus par La Havane et Moscou. Et dans les rares occasions où l'on assume faire de la contre-insurrection, on procède d'une manière extrêmement controversée. Ainsi, au Salvador, le gouvernement appuyé par les Etats-Unis mène une campagne de terreur savamment pensée pour détourner l'opinion de la cause communiste. Chaque matin, des cadavres apparaissent dans les villes et villages, certains sont atrocement mutilés. Les meurtres sont attribués aux rebelles alors que tout porte à croire qu'ils sont l'œuvre de la « contre-insurrection ». Véritables actes de propagande, ces exactions ont pour but de traumatiser la société et lui faire suffisamment mal pour qu'elle s'éloigne de l'insurrection.

Cette technique dite salvadorienne fera des émules notamment en Algérie dans les années 1990. Pour lutter contre la rébellion islamiste, certains segments de l'armée auraient « laissé faire » des groupes terroristes chargés de faire payer à la population son soutien aux insurgés. A Bentalha et Beni Messous, les femmes sont éventrées et les bébés fracassés contre les murs. Deux énormes boucheries sont commises une nuit durant à quelques encablures de casernes de la police et des forces spéciales, sans aucune intervention des autorités.

Au Salvador comme en Algérie, l'ignorance de certains analystes associera ces pratiques criminelles à la contre-insurrection. Encore une fois, Galula n'était pas là pour dissiper le malentendu.

Pour une nation confrontée à une guerre insurrectionnelle sur son propre territoire, la contre-insurrection est l'équivalent d'une chimiothérapie chez un malade du cancer. Elle n'est pas anodine pour les civils qu'elle met sous pression avec fermeté afin qu'ils donnent des preuves réelles de leur loyauté envers les autorités, avec les risques que cela suppose. En Algérie, Galula soumettait les villageois au couvre-feu, réquisitionnait leur force de travail et perquisitionnait leur maison en pleine nuit[113] Avec une certaine dose de cynisme, il suggère que la France prive les habitants du droit d'aller et venir le temps que la sécurité revienne dans leur secteur. *Puisque les projets de développement (santé, routes, irrigation etc.) ne seront pas concrétisés à court terme, ne serait-ce que par lenteur bureaucratique, alors il vaut*

mieux priver les civils du peu qu'ils ont déjà, ils n'auront qu'à mieux se comporter pour retrouver leurs « privilèges » perdus.

Les hommes de la 3e Compagnie n'ont pas torturé, ni coupé les oreilles de leurs prisonniers ni brûler les maisons des sympathisants du FLN. Contrairement à d'autres unités, ils n'ont commis aucune atrocité. Galula propose un traitement de choc contre les insurrections alors que d'autres prescrivent l'amputation du malade. Il semble toutefois que les partisans de l'amputation parlent toujours plus fort que les avocats de la contre-insurrection véritable. Leur tâche est rendue aisée par le fait que la doctrine de Galula va à l'encontre des instincts propres à chaque partie prenante à la guerre : les vendeurs d'arme, les officiers avides de gloire, les soldats impatients de venger leurs camarades morts ou enlevés. Tous ces acteurs trouvent leur compte dans une belle campagne de bombardements ou une opération punitive. Sur le terrain, l'effet inverse se produit. L'insurrection prospère et se nourrit du ressentiment des civils qui n'en peuvent plus de voir leurs lieux de vie pris pour cible. C'est ainsi que des populations jadis neutres et paisibles rejoignent des extrémistes (parfois étrangers) pour la bonne et simple raison qu'ils finissent par s'identifier à leur combat[114]. Il en a été ainsi en Tchétchénie où les Russes ont jeté des milliers de jeunes tchétchènes (dont plusieurs femmes) dans les bras du terrorisme en détruisant Grozny et en pulvérisant des centaines de villages[115].

Bien avant la naissance de Galula, Lyautey précisait que la pacification est une œuvre complexe qui nécessite des officiers d'un genre particulier. On attend d'eux qu'ils soient bons partout et qu'ils excellent dans des fonctions multiples : militaire, administrative, judiciaire et économique[116]. Il est donc normal qu'une partie de l'establishment militaire résiste à l'idée même de la contre-insurrection. A quoi bon se démultiplier et prendre des risques ? Pourquoi s'aventurer au-delà de sa zone de compétence principale si le système promeut l'hyperspécialisation ? Pourquoi rompre les silos fonctionnels (au risque de se faire des adversaires en interne) s'il est tellement plus facile d'invoquer la « procédure » ? *Qu'est-ce que je gagne à gérer des problèmes de vaccination et de transport collectif si ma fiche de poste m'instruit à opérer un radar ? A quoi bon régler des problèmes non-militaires comme l'irrigation si à la moindre erreur je perds mon avancement ?*

La contre-insurrection exige beaucoup des forces armées. Sa mise en œuvre implique de revoir profondément la structure de commandement et la manière dont l'information est traitée. Obéir n'est plus suffisant. Il faut laisser aux unités locales le soin de prendre des initiatives et de suggérer des solutions qui ne figurent pas forcément dans le plan global de l'Etat-Major. Dans ce contexte, le rôle du chef de compagnie, capitaine ou lieutenant, est essentiel car l'interaction avec la population et ses leaders passe par lui. A la fois guerrier et spécialiste du contexte politico-social de son secteur, il doit guider ses soldats dans une réalité hostile (chemins minés, attentats) sans céder à la tentation de la vengeance ou de l'isolement. En effet, perdre des camarades dans des opérations de pacification pousse la troupe à se méfier encore plus de la population (voire à la punir) et à « se blinder » derrière un rideau technologique fait de jumelles à vision de longue portée, de drones et de radars d'intrusion. La sophistication poussée des équipements du fantassin (une réalité pour l'armée américaine surtout) suscite chez certains l'impression que la technologie est la meilleure protection du soldat. Or, au bout du compte, la sûreté des soldats en patrouille dépend grandement des renseignements transmis par l'homme de la rue, de manière anonyme ou les yeux dans les yeux[117].

La contre-insurrection va à l'encontre de la tendance naturelle des grandes organisations à la conformité et au cloisonnement hiérarchique. Elle favorise les initiatives locales (au niveau de chaque unité) et exige que l'armée apprenne à pardonner ou pour le moins comprendre certaines erreurs commises sur le terrain. En effet, prendre des risques – donner des armes à tel ou tel chef de tribu pour monter une force d'autodéfense – ouvre la porte à des accidents voire des dérives. Pour éviter de se tromper, la tentation est grande de « cocher toutes les cases » avant d'agir et de se prémunir contre toute critique possible. Or, la pacification est une opération où la pratique vaut certainement autant que la théorie puisque chaque contexte est différent et que la situation évolue très vite. Même l'omniscience complète d'un drone ne peut pas assurer le zéro faute dans un contexte où la guerre se fait dans la foule[118].

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

PARTIE VI :
LES AMÉRICAINS REDÉCOUVRENT GALULA
(2006 – 2008)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Un effet collatéral de la chute de Bagdad

[…]tuer l'ennemi n'est pas un but mais un moyen de reprendre ou de conserver le contrôle de la population, ce que beaucoup de militaires n'ont pas perçu.

Jacques Hogard (1918-1999)

Galula meurt en 1967 et un silence de plomb s'abat sur ses idées. Il n'aura pas le temps de fonder une école de pensée, former des disciples et cultiver des réseaux dans les milieux académiques et militaires. Comme son illustre prédécesseur Clausewitz, Galula sera emporté par la maladie à un jeune âge sans avoir eu le temps d'organiser la transmission de son héritage intellectuel. La contre-insurrection version Galula ne trouvera personne pour en faire la Défense et l'Illustration. Une théorie aussi originale avait besoin d'être défendue bec et ongles dans les années 1960 et 1970, le temps qu'elle soit adoptée (ou du moins évaluée) par les cercles militaires.

La veuve de Clausewitz avait joué un rôle clé pour publier *Vom Kriege* et assuré la gloire posthume de son époux[119]. Ruth Morgan quant à elle aura fort à faire après la disparition de Galula. L'argent manque très rapidement car la retraite militaire versée par la France est minuscule et les droits d'auteur ne décollent pas[120]. Faisant preuve de grandeur d'âme, Thomson-Houston offre un poste d'assistante administrative à Ruth, ce sera sa principale source de revenus pendant dix ans. Elle élève son fils en France comme le souhaitait son ex-mari et lorsqu'il atteint l'âge de la majorité, elle l'emmène avec elle aux Etats-Unis (Connecticut). Les descendants de Galula vivront ainsi sur la côte Est avant que Daniel ne se marrie et parte vivre en Californie. Ruth est de la partie, elle vivra chez son fils jusqu'en 2011, l'année où elle décède. Elle aura l'immense joie d'assister au « revival » de la contre-insurrection aux Etats-Unis.

Galula sort de l'oubli en 2006, son « sauvetage » est une œuvre collective dont le chef de file est le général David Petraeus, l'ex-numéro un des troupes américaines en Irak et en Afghanistan et ancien patron de la CIA. La formation intellectuelle de Petraeus a été influencée par la guerre du Vietnam dont il a vu la fin calamiteuse en tant qu'étudiant à Westpoint,

prestigieuse école d'officiers. Il a 23 ans lorsque Saigon tombe aux mains des communistes (1975) et participe d'une génération marquée par le pacifisme et la méfiance à l'égard des interventions extérieures. Plus tard en 1987, il consacre sa thèse de doctorat aux leçons de la guerre du Vietnam. La première leçon tirée est que les généraux américains sont devenus réfractaires à l'usage de la force au point d'être moins « va-t'en guerre » que le personnel politique[121]. La seconde est que le scénario idéal pour les Américains est une guerre courte. Objectif : déclarer *mission accomplished* avant que le public ne se lasse. Petraeus cite ainsi l'engagement américain au Liban dans les années 1982-1983 et l'attaque suicide du Hezbollah contre le QG franco-américain à Beyrouth[122]. Voulue par le président Reagan en dépit de l'opposition de l'Etat-Major, l'opération au Liban est le prototype de ce qu'il ne faut pas faire : envoyer les troupes sans leur préciser leur mission ni le résultat final souhaité sur le terrain[123].

Petraeus s'est certainement souvenu de ces deux leçons de la guerre du Vietnam lorsqu'il est envoyé en Irak en 2007 pour remédier à une situation désespérée. Trois ans plus tôt, les Etats-Unis avaient envahi le pays sur « un coup de tête » de George W Bush. Ceux parmi les militaires qui ont mis en garde contre les dangers d'un changement de régime ont été marginalisés. Il était évident qu'occuper l'Irak allait être une mission longue car toute transition politique – surtout si elle est obtenue par la violence – est un processus lent et imprévisible. L'ambition était aussi ambivalente (instaurer la démocratie, obtenir le pétrole, pourchasser les terroristes, saisir les armes interdites) qu'irréaliste au regard de l'histoire récente de l'Irak, un pays constamment en guerre depuis 1980[124]. L'Irak en 2003 était un grand malade, un pays aux élites décimées par des guerres à répétition et des purges réalisées en dépit du bon sens, la paranoïa de Saddam Hussein étant en soi une arme de destruction massive.

Une fois le mal fait, le Secrétaire à la Défense, Donal Rumsfeld a fait exactement le contraire de ce que le bon sens indiquait en annulant les renforts en hommes requis par la pacification. Au même moment, il se privait de supplétifs locaux en approuvant la dissolution de l'armée irakienne au courant de l'été 2003.

Quelques mois après la chute de Bagdad, survenue en avril 2004, la violence sectaire a explosé en Irak. Elle a emporté avec elle l'illusion de la

démocratisation exportée par les armes et la fantaisie du *nation building*. Très vite, Pentagone et Maison Blanche ont compris qu'il fallait changer de paradigme pour sauver les apparences et être en mesure de quitter l'Irak un jour la tête haute.

Avant de devenir le commandant suprême des forces de la coalition en Irak, Petraeus a provoqué une véritable révolution culturelle au sein de l'armée américaine en donnant une place de choix à la contre-insurrection. En arrivant à Bagdad en février 2007, il incarne non seulement le changement du commandement mais aussi un nouveau paradigme. Galula « profitera » de l'ascension de Petraeus pour conquérir la gloire qu'il n'a jamais eu de son vivant. En effet, la nouvelle doctrine américaine appelée COIN (pour Contre-Insurrection) s'inspire fortement de Galula et ne s'en cache pas.

A l'instar de plusieurs voix dissidentes parmi les militaires et les think tank, il estime que les Etats-Unis vont perdre la guerre s'ils continuent à chercher l'ennemi. Ce dernier se fond parmi les civils et n'a aucun intérêt à utiliser badges et uniformes. Il vaudrait mieux affecter le maximum de ressources à la protection de la population irakienne qui à son tour désignera les insurgés et les terroristes cachés en son sein. Ces idées sont spontanées chez Petraeus, elles émanent de son parcours au contact de *small wars* dans des pays fracturés par la violence comme le Salvador, Haïti et la Bosnie. En charge de la zone de Mossoul au lendemain de l'invasion de 2003, il a mené avec succès une politique de réconciliation en renouant le contact avec les notables irakiens intéressés par tourner la page Saddam et retrouver une vie normale[125]. Pour cela, il a « mis le paquet » sur le rétablissement des services vitaux. Pour convaincre les sceptiques au sein de l'armée et de la nouvelle ambassade américaine à Bagdad, il aimait répéter qu'une force de libération a le temps compté (*a half life*). En un clin d'œil, elle passe du rôle de libérateur à celui de l'oppresseur à abattre. Le délai de grâce, s'il y en a un, est court. Il faut donc améliorer sans tarder la qualité de vie de la population pour inciter les élites à revenir dans le jeu politique normal. En restaurant la collecte des déchets et les lignes de bus, Petraeus souhaite convaincre une partie des élites de se détourner de l'insurrection et de prendre leur responsabilité dans la gestion du pays. Il est toujours plus facile de faire équipe avec une armée d'occupation qui règle les soucis du

quotidien qu'avec une force strictement militaire qui vit en vase clos dans ses bases sans se préoccuper du sort des autochtones.

Pour aller plus vite à Mossoul, Petraeus n'a pas hésité à gérer en direct l'argent liquide saisi dans les résidences de Saddam Hussein, une partie ayant servi à remettre sur pied, en un temps record, l'université de la ville, jadis la meilleure d'Irak[126].

Petraeus et Galula convergent en plusieurs points. Interviewé pour les besoins de ce livre en mai 2016, Petraeus assure qu'il n'a entendu parler de Galula qu'en 2006, bien après son expérience comme commandant de la région de Mossoul. Dans son souvenir, le premier à lui avoir fait part des écrits de l'officier français a été John Nagl, un lieutenant-colonel de l'armée américaine.

En 2006, Petraeus a accumulé suffisamment d'influence pour être en mesure de dicter le contenu d'un manuel lu par l'ensemble des officiers de l'U. S Army (armée de terre) et des U. S Marine Corps (Infanterie de marine). Le *Field Manual 3-24* (ou FM 3-24) paraît en décembre 2006 et reste jusqu'à nos jours la référence des militaires américains en matière de guerre irrégulière[127]. Il s'agit bien plus qu'un manuel pratique, c'est un livre de plus de 150 pages qui détaille les particularités d'une guerre asymétrique et expose les techniques à utiliser sur le terrain (du renseignement aux transmissions en passant par la logistique). Le FM 3-24 cite Galula une dizaine de fois. Dès les premières pages, on y trouve un hommage appuyé à l'officier français que personne n'a lu dans son propre pays.

Dans un sens, le fiasco de l'invasion de l'Irak a dynamité, sans le vouloir, quarante ans d'oubli et de malchance. La chappe de plomb qui condamnait les idées de Galula à la marginalité a soudain volé en éclats. Le FM 3-24 et le plan de pacification de Petraeus pour l'Irak donneront une nouvelle vie aux théories de Galula.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

The Surge

Il faut regarder bien en face la situation du monde, notamment du monde musulman et ne pas se laisser devancer par les événements. Ce n'est pas impunément qu'on été lancées à travers le monde les formules du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les idées d'émancipation et d'évolution dans le sens révolutionnaire.

Maréchal Lyautey (1854-1934)

Le succès relatif de la pacification version Petraeus est certainement la meilleure preuve que la contre-insurrection est une doctrine adaptée aux conflits asymétriques de notre époque post-moderne où n'importe quelle insurrection locale peut se voir « kidnappée » par des mouvements djihadistes venus de loin.

En Irak, Petraeus a fait face à une situation bien plus infernale que celle rencontrée par Galula en Algérie. Les insurgés irakiens sont autrement plus agressifs et déterminés que le FLN, ils ont démontré une énorme capacité de régénération en dépit de l'élimination de leurs principaux leaders. En 2007 et en un seul attentat, ils ont provoqué la mort de 500 civils[128] ! La virulence des Irakiens est très certainement liée à la perméabilité des frontières, on estime à plus de cinquante le nombre de candidats au suicide passés chaque mois de Syrie en Irak (2006). A l'inverse, l'armée française en Algérie avait bouclé hermétiquement le territoire tant en mer que sur terre (ligne Morice). Galula pouvait se concentrer sur la construction d'une gouvernance locale (en désignant et préparant des élus kabyles) car il n'avait pas à se préoccuper des questions nationales. A Alger et Tizzi Ouzou, l'Etat français fonctionnait parfaitement. En revanche, en Irak, Petraeus se retrouve face au *collapse* de l'Etat irakien et à l'expulsion des élites locales traditionnelles (tribus sunnites et chiites) par Al Qaeda et Jaish Al Mahdi[129]. Il devait tout faire en même temps : reconstruire un gouvernement central légitime (approche *top-down*) et ressusciter la gouvernance locale (approche *bottom-up*). Pour paraphraser une de ses boutades favorites, c'est bien plus difficile qu'envoyer un homme à la lune !

Petraeus a dû faire face à la désintégration d'une société sous l'effet d'une guerre civile d'intensité maximale qui a lancé les communautés les unes contre les autres et a condamné à l'exil une grande partie des chrétiens d'Irak. En Algérie, la France avait la « chance » de lutter contre un ennemi unique, le FLN, qui évoluait dans une société relativement stable. Ce n'est qu'en 1961-1962 que le pays s'est acheminé vers une guerre civile de basse intensité avec l'OAS attaquant les musulmans d'une part et le FLN s'en prenant de plus en plus aux civils de toute confession d'autre part.

En 2007, les Irakiens ont besoin de huit mois pour remettre sur pied une tour haute-tension à quelques encablures de Bagdad. La *Tower 57* relie le sud du pays à la capitale et commande l'approvisionnement d'une bonne partie de la capitale. Les insurgés ont systématiquement attaqué les techniciens irakiens et il a fallu déployer trois hélicoptères de combat pour que la zone redevienne sure !

Il est nécessaire de préciser la chronologie des événements de la guerre d'Irak pour y replacer la période où les idées de Galula ont été appelées en renfort.

Avril 2003 : prise de Bagdad.

16 mai 2003 : le décret dit CPA Order 01[130] démantèle totalement l'Etat irakien. Il exclue à vie de la fonction publique tous les membres du Baath, du haut dignitaire jusqu'au simple militant encarté. Au lieu de se limiter à purger les cadres supérieurs du parti, les Américains s'en prennent de facto à l'ensemble des fonctionnaires irakiens sachant que la plupart d'entre eux devaient s'affilier au Baath du temps de Saddam Hussein. Instituteurs, médecins du service public et agents des impôts cessent de percevoir salaires et retraites. En une seule journée, les autorités d'occupation se sont créées 300 000 ennemis.

23 août 2003 : le décret dit CPA Order 02 dissout l'armée et la police. Tout le monde se retrouve à la rue, de l'officier au simple soldat. Ils n'ont droit à aucune réparation et perdent aussi leur retraite. D'un autre coup de stylo, les Américains s'offrent 100 000 à 150 000 ennemis de plus dont la plupart gardent leur armement (le CPA Order 02 n'a pas prévu de les récupérer).

Automne 2003 : le gouvernement intérimaire irakien place des chiites à tous les postes clés et achève ainsi de marginaliser les sunnites. Expérience

et compétence ne sont pas au rang des préoccupations des nouvelles autorités. Les services de base qui fonctionnaient encore sous Saddam s'effondrent, cette fois, pour de bon (dispensaires, eau potable, téléphonie, etc.).

Octobre-novembre 2003 (Ramadan) : Première insurrection spontanée du peuple irakien contre les forces d'occupation. Les Américains en arrivent à bout début 2004.

Mars 2004 : intervention désastreuse à Falloujah occasionnant des centaines de morts civils sans pour autant obtenir la reddition des insurgés[131].

En 2004, 2005 et 2006 : le pays vit une rapide et cruelle descente aux enfers. On compte cinq attentats par jour à Bagdad. Toutes les 24 heures, les forces d'occupation abattent en moyenne deux civils irakiens alors que les violences intercommunautaires en tuent une vingtaine. La guerre civile embrase le pays pour de bon. Les fonctionnaires et les hommes politiques ne parviennent plus à sortir de chez eux ni encore moins à se réunir[132]. Les insurgés sunnites commettent des attentats à la bombe de jour dans les lieux publics, leurs adversaires chiites profitent de la nuit pour enlever leurs victimes et abandonner leurs cadavres mutilés au petit matin. Les forces irakiennes sont totalement dépassées, la police en particulier est accusée de prendre part aux exactions contre les sunnites. De leur côté, les Américains s'enferment dans des complexes fortifiés près des villes, ils sont traumatisés par les snipers et les bombes de fabrication artisanale (les fameux I.E.D).

Début 2007, l'Irak n'existe plus en tant que peuple. Le colonel Mansoor qui a servi en Irak à deux reprises entre 2003 en 2008 résumera la situation dans ces termes : « *Les chiites avaient peur du passé, les sunnites avaient peur du présent et du futur, les Kurdes avaient peur des trois* ».

La réponse de Petraeus est le *Surge*, un plan d'action intégral (économique, politique, diplomatique et militaire) mis en œuvre de février 2007 à juin 2008. En Français, le *Surge* pourrait être traduit par la « montée en puissance ». Petraeus parle volontiers de *surge of ideas* pour décrire la révolution intellectuelle que lui et ses adjoints directs ont imposée. Le *Surge* représente l'avènement en Irak de la contre-insurrection au sens de Galula. De fait, il sera la plus grande opération de contre-insurrection de tous les temps. Les Américains repensent totalement leur manière de faire la

guerre ; ils sortent de leurs bases, ils patrouillent à pied, ils enlèvent leurs lunettes de soleil et recommencent à serrer les mains des Irakiens qui croisent leur chemin. Ils installent des postes de sécurité partout, même dans les quartiers les plus dangereux, et chargent leurs effectifs, du soldat à l'officier, de collecter du renseignement.

Pour Petraeus, les soldats américains ne sont plus le problème, il ne suffit pas de les rapatrier pour que l'Irak retrouve le calme. Bien au contraire, l'Etat-Major convient d'augmenter sensiblement les effectifs pour pouvoir quadriller la population et lui donner la protection qu'elle mérite. Il faut autant de soldats que possible pour débarrasser les civils des milices armées qui les martyrisent : insurgés nationalistes (ex-membres du Baath), Al Qaeda en Irak et escadrons de la mort chiites.

30 000 soldats sont « donnés » à Petraeus à condition de les rapatrier au bout de douze mois de déploiement. Très sensibles à la lassitude de l'opinion américaine, Bush et le Congrès ont une marge de manœuvre très limitée pour se sortir d'affaire et sauver la face. Petraeus doit faire bien et du premier coup.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Galula sur les rives de l'Euphrate

Plus le conflit s'éternise, plus la guerre en elle-même devient le problème central, ce qui réduit considérablement l'avantage dont jouit l'insurrection sur le plan idéologique.

David Galula

La campagne militaire de Petraeus en Irak ressemble par plusieurs aspects à ce que les Français ont fait en Algérie. Durant l'année 2007, les troupes fraîches venues des Etats-Unis « nettoient » les zones les plus problématiques comme la ceinture semi-urbaine au sud de Bagdad là où des commandos d'Al Qaeda ont leur base arrière. Si les Français ont eu le Plan Challe, les Américains auront « *Phantom Thunder* », une méga-opération de quadrillage et ratissage des secteurs chauds (Anbar, Tal Affar, Dilaya, etc.). Elle utilise des troupes de choc pour liquider et capturer les insurgés. Les combats terminés, elle garantit aussi la présence d'un effectif suffisant sur zone pour dissuader la résurgence de la rébellion.

Le volet de pacification du *Surge* aurait pu être rédigé par Galula lui-même tant les similitudes sont frappantes entre la circulaire que Petraeus diffuse en arrivant[133] et les écrits du capitaine français.

Assurer la sécurité des gens sur leur lieu de vie[134]. Il ne sert à rien de protéger les ponts ou les centrales électriques si les Irakiens se font enlever devant leur domicile par des milices confessionnelles.

Marcher au lieu de rouler en voiture. La patrouille à pied facilite le contact avec la population et l'ennemi[135]. Le 4*4 Humvee isole les soldats de la population civile, il leur donne une fausse sensation de sécurité car la seule sécurité qui vaille est celle qui émane de la population. Elle connaît à l'avance les positions des bombes artisanales et les cachettes des snipers. Si les soldats traversent des quartiers entiers sans adresser la parole à la population alors ils ne seront jamais à l'abri d'embuscades.

Ramener la justice et l'honneur. Nous raisonnons en termes de démocratie et de droits de l'homme alors que les Irakiens se préoccupent de justice et d'honneur[136]. Petraeus comme Galula

comprend que le citoyen Irakien aspire à une autorité légitime. Or, la légitimité, dans le contexte irakien de l'époque, dépend de la capacité à poursuivre les hors la loi et protéger la société. Trop de fils ont vu leur père mourir sous les balles des milices, trop de mères ont enterré leurs enfants, déchiquetés par les bombes artisanales. La société irakienne était devenue un enfer où personne ou presque n'était à l'abri de l'humiliation et de la violence. Justice et Honneur d'abord, Démocratie et Droits de l'Homme ensuite.

Être les premiers à dire la vérité[137]. En Irak, Petraeus a les moyens de communication que Galula n'a jamais eus en Kabylie. Les Américains, très gênés par la ligne éditoriale d'Al Jazeera, se décident enfin à s'adresser au public arabe pour défendre leur point de vue. Pour avoir une chance d'être écoutés, ils doivent voler la vedette aux médias qui leur sont défavorables. A l'époque, Galula voulait monter une radio à destination des musulmans ; en 2007, les Américains disposent d'un réseau FM en arabe dans les grandes villes irakiennes. A certains endroits, ils utilisent le haut-parleur des minarets pour diffuser l'actualité de la pacification et contrer les rumeurs propagées par les rebelles[138].

Nous nous battons constamment pour collecter du renseignement[139]. La matière première de la lutte contre l'insurrection est le renseignement qui à son tour dépend (a) de l'informateur et (b) de l'interrogatoire.

> (a) Pour que la population se décide à dénoncer les insurgés qui vivent en son sein, il faut qu'elle se sente protégée pour de bon par la police et l'armée. Le moindre doute quant à la solidité de la protection promise par les forces loyalistes ruine tout espoir de voir les civils se « mouiller ». Dans tous les cas, ils craignent plus les représailles des rebelles que les centres de détention américains.
> (b) Un insurgé qui parle rend un énorme service aux forces loyalistes. S'il est bien traité, il pourra rendre compte de la supériorité morale du régime lorsqu'il sera relâché. Pour ce faire, il faut confier l'interrogatoire à des unités spécialisées qui savent recueillir le renseignement rapidement et sans recourir à la torture[140].

Obliger la population à faire un choix[141]. Si la population cesse de soutenir les rebelles, la mission des forces loyalistes devient un "jeu d'enfant" car les insurgés tirent leur supériorité de leur lien avec les civils.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Les tribus au secours de la contre-insurrection

Les drones, les commandos et les patrouilles à pied ne sont pas suffisants pour pacifier. A un moment donné, il faut trouver un interlocuteur valable qui veuille bien gérer les affaires de la population et assumer les risques afférents à ce choix. Ce partenaire doit faire de la politique et affronter les forces d'occupation sur le terrain des arguments, des projets et des valeurs. Autrement, la force de pacification se transforme en une milice comme une autre qui doit se méfier à la fois de la population et des insurgés. Dans ce cas, les civils se montreront opportunistes voire cyniques : quand les militaires sont puissants dans un secteur donné, les habitants feront semblant de leur obéir ; quand ils sont sur la défensive, les habitants donneront des gages aux rebelles (nourriture, soins, logistique, information, donations).

Le ralliement des tribus sunnites explique le succès du *Surge*. Ce revirement majeur, survenu en 2007, a donné aux hommes de Petraeus le sésame pour enrayer l'insécurité et entrevoir une lumière au bout du tunnel. D'un seul coup, les tribus de la province d'Al Anbar, celles qui vivent à Falloujah et Ramadi, cessent de combattre les Américains et retournent les armes contre Al Qaeda. Elles « livrent » à Petraeus 100 000 jeunes sunnites désœuvrés ; il trouvera l'argent nécessaire pour en faire la cheville ouvrière d'une toute nouvelle police locale, 100 % irakienne.

La sortie de scène des tribus qui jadis pesaient lourdement dans le jeu politique est un cataclysme d'une grande ampleur au Moyen Orient. Un de plus[142]. Entre 2003 et 2006, les hommes de Ben Laden en Irak ont supplanté les leaders tribaux. A coup d'assassinats, de torture et d'intimidations diverses, les jihadistes ont dissuadé les cheikhs d'exercer leur pouvoir ancestral sur la population sunnite. Ils en ont fait de vulgaires figurants, contraints de rester chez eux et de donner leurs filles en mariage aux combattants d'Al Qaeda (pour la plupart des étrangers). Plusieurs cheikhs ont préféré fuir en Jordanie et en Syrie.

Al Qaeda a démantelé l'unique société civile irakienne : le système tribal. Elle a eu les mains libres ensuite pour faire des provinces sunnites, à l'ouest et au sud de Bagdad, un sanctuaire où les terroristes se reposent et reçoivent

des soins médicaux. Installés au sommet de la chaîne alimentaire, les terroristes ont réalisé leur vocation : infliger aux Américains plus de 1 400 attaques par semaine et massacrer les chiites et les chrétiens d'Irak.

Résister coûte cher. En Irak, plusieurs voix se sont levées pour exiger une réponse à hauteur de l'offense. Beaucoup ont payé leur audace par une mort atroce : ici et là, des cadavres mutilés apparaissent chaque matin. Quand les familles ramassent les cadavres, des charges explosives placées à même les restes humains leur explosent au visage. Insulte suprême dans toute culture humaine, cette profanation des corps prend une tournure spéciale chez les musulmans dont le culte exige une mise en terre aussi rapide que possible.

Les envahisseurs font irruption dans les activités économiques de la région d'Al Anbar en s'emparant des circuits de contrebande qui relient l'Irak à la Syrie. Ils prennent aussi le contrôle du business du transport de marchandises (par camions). Deux activités historiquement aux mains des tribus, hautement lucratives et payées cash. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : les chefs tribaux, d'abord en rangs dispersés, commencent à dire non aux jihadistes[143]. La riposte tribale tente de s'affirmer tout au long de l'année 2006 mais elle est presque tuée dans l'œuf par Al Qaeda qui assassine des membres prééminents des clans sunnites qui décident de lui résister.

La surprise vient d'Abd Al Sattar, le jeune leader d'une petite tribu sans grand prestige. Contrairement à plusieurs grands cheikhs, il n'a pas fui l'Irak alors qu'il avait des motifs sérieux pour le faire, Al Qaeda ayant assassiné son père en septembre 2006. Obligé de faire quelque chose, il organise une réunion de chefs tribaux près de Ramadi qui scelle la naissance du mouvement *Sahwa Al Anbar* (le réveil d'Al Anbar). Son acte fondateur est un communiqué qui déclare la guerre au terrorisme islamiste. Mais, que peut Al Sattar tout seul ? Pas grand-chose car il n'a aucun soutien à Bagdad qui de toute façon de méfie des sunnites.

Mis au courant de la déclaration du jeune cheikh de 35 ans, Sean McFarland, le colonel américain en charge de Ramadi, avise ses supérieurs. Petraeus est informé presque par hasard puisque le renseignement lui parvient par l'officier qui l'accompagne lors de son jogging matinal. Il donne l'ordre d'appuyer les *Sahwa d'Al Anbar* même si parmi eux plusieurs

ont eu du sang américain sur les mains. On ne fait la paix qu'avec ses ennemis dira-t-il en réponse aux objections.

L'aide américaine afflue très vite. McFarland forme une police locale composée des jeunes chômeurs, issus des tribus. Dans la perspective d'une lutte à mort contre les terroristes, il la dote de commissariats fortifiés. Payés 300 USD par mois, les agents deviennent vite les yeux et les oreilles des Américains à Ramadi. En tant que policiers locaux, ils ont un emploi fixe qui les prémunit contre la misère de la vie paysanne et les protège relativement de la désorganisation complète de l'économie irakienne.

Régler le problème des notables est étonnamment simple : il suffit de canaliser les contrats de reconstruction (BTP surtout) vers les sociétés réputées proches des leaders tribaux. L'usage des fonds publics à des fins politiques est décidément parmi les plus vieux métiers au monde !

Le mouvement *Sahwa* gêne Al Qaeda au point de l'isoler progressivement de la population. Les terroristes réagissent en faisant exploser des camions piégés devant les commissariats et les centres de recrutement de la nouvelle police. En dépit de la douleur infligée par l'ennemi, l'alliance entre Abd Al Sattar et les Américains perdure. Forcé de reconnaître le succès du modèle inventé à Ramadi, le gouvernement irakien adoube les *Sahwa* qui deviennent ainsi une force d'autodéfense reconnue par l'Etat. Bagdad met en sourdine son désir de revanche contre les sunnites, pour l'instant.

Ailleurs en pays sunnite, des initiatives similaires font leur apparition tout au long de l'année 2007. Des milices qui jusqu'alors combattaient les Américains leur tendent désormais la main pour faire front commun contre les terroristes étrangers. Elles s'organisent sous la bannière des Fils de l'Irak (*Sons of Iraq* ou SOI)[144], un mouvement soutenu ouvertement par l'armée d'occupation.

Le ralliement aux Américains est d'abord l'expression d'un ras-le-bol contre les pratiques d'Al Qaeda. Celle-ci a perdu le sens de la mesure et a imposé une tyrannie devenue vite insupportable. Elle a oublié que les Irakiens sont un « peuple en armes » qui compte dans ses rangs plusieurs dizaines sinon plusieurs centaines de milliers de soldats mis au chômage par la décision américaine de dissoudre les forces de sécurité (*CPA Order 02* du 23 août 2003).

A Bagdad, un certain Abed, leader d'une petite milice sunnite antiaméricaine, est parmi les premiers à changer de fusil d'épaule pour déclarer que l'ennemi principal se nomme Al Qaeda. Le déclic se produit lorsque des jihadistes placent une bombe artisanale sous la chaussée à quelques mètres de sa maison. Pour éviter tout risque pour sa famille du fait de l'explosion programmée et des représailles qui s'en suivront, Abed sollicite le transfert de l'artefact. Devant le refus d'Al Qaeda, il franchit le Rubicon et appelle les hommes de Petraeus pour parler d'autodéfense. Peu après, Abed se retrouvera à la tête d'une nouvelle milice, *Furssane Al Rafidayne*[145], sunnite et farouchement opposée aux islamistes.

Les SOI font tâche d'huile. Leurs effectifs atteignent vite les 100 000 dont 20 % de chiites. Les Américains ont pris les empreintes de tout le monde grâce à un appareil portatif qui créent des fiches biométriques « sur le pouce ». Les membres des SOI sont payés par les équipes de Petraeus au travers de 700 contrats de sécurité locaux qui consomment 30 millions d'USD par mois. Le jeu en vaut la chandelle car pour la première fois depuis la chute de Saddam, les sunnites perçoivent l'intérêt de collaborer avec l'Etat irakien.

Les hommes d'Al Sattar à l'ouest et les SOI dans le reste du pays « ramènent » la police dans la rue. Une mission impossible pour les troupes du *Surge* qui, en dépit de leur technologie, ne sont pas capables de discerner les civils des insurgés. Les 100 000 SOI assèchent le « terrain humain » de l'insurrection en la privant de ses appuis dans la population et de la liberté d'aller et venir incognito. Ils obligent ainsi les terroristes à quitter les zones tribales, jadis leur sanctuaire, et les rendent plus vulnérables aux raids menés par le général McChrystal, en charge du contre-terrorisme.

L'Irak, par la gravité de sa situation et l'extrême agressivité des insurgés, a obligé les praticiens de la COIN à enrichir leur doctrine. Les Américains ont dû faire tout en même temps et de la meilleure manière possible : travail de police, contre-terrorisme, renseignement, remise à plat du système judiciaire et pénitencier, reconstruction de l'infrastructure, réanimation de la politique irakienne, diplomatie régionale (cf. ci-dessous). Dans l'ensemble, Petraeus et ses équipes ont ajouté deux dimensions majeures à la contre-insurrection :

(a) La symbiose entre le travail des commandos (contre-terrorisme) et l'action patiente et millimétrique sur la population (contre-insurrection). Le jour, les hommes de Petraeus reconstruisent routes et écoles et recueillent de l'information auprès des civils. La nuit, les équipes de McChrystal traquent les terroristes dans les cachettes les plus improbables.

(b) L'injection à haute dose de la technologie à toutes les étapes de la campagne militaire. Quand Petraeus ordonne de déployer plus de 70 postes avancés dans les quartiers de Bagdad, il sait que son armée dispose de pylônes gonflables[146]. Les Américains peuvent ainsi monter une base fortifiée en moins d'une semaine. Les dispositifs de vision à longue portée permettent de surveiller les alentours et d'identifier les menaces. Les drones jouent aussi un rôle crucial. Petraeus obtient qu'une vingtaine d'appareils de ce type survolent le pays 24-24 heures pour appuyer les troupes au sol. Galula en 1956 pouvait compter au maximum sur deux avions français qui se maintenaient en l'air en permanence pour offrir une couverture radio aux colonnes dispersées dans le maquis. Rien de plus. Les drones américains, quant à eux, permettent aux soldats de communiquer en temps réel avec leurs chefs. D'un click, un colonel installé dans un bunker aux Etats-Unis peut parler à l'oreille d'un caporal ou d'un capitaine engagé dans un combat à Diyala ou à Bassorah. Une version sécurisée d'internet est mise à disposition du commandant de compagnie et elle lui permet d'accéder aux banques de données (personnes recherchées etc.) et d´échanger par vidéoconférence avec ses supérieurs.

Toute la technologie du monde ne peut donner la victoire à des chefs incompétents ou timorés. Si Al Sattar a pu vaincre Al Qaeda, c'est que Petraeus a reconnu en lui le début de la solution au drame irakien. Il a également fait confiance au colonel McFarland, un officier capable de prendre l'initiative et faire preuve de leadership. Un autre général n'aurait peut-être pas apprécié qu'un de ses subalternes s'immisce dans la politique irakienne au point de collaborer avec des parties prenantes connues pour leur opposition à la présence américaine en Irak.

Oui, mais pourquoi l'Irak est-il encore en guerre ? Comment expliquer que tant de talent et de ressources n'aient pas pu enrayer la dynamique de la

mort ?

La réponse réside dans la tragédie de la contre-insurrection, une doctrine qui semble condamnée à subir l'injustice. Si le *Surge* a réduit la violence au point de permettre la reprise d'une vie publique, il a buté néanmoins sur l'impasse politique irakienne. Depuis la chute de Saddam en 2003, le pays connaît un blocage permanent ou semi-permanent, entretenu par les élites nouvelles qui ne se hissent que rarement à la hauteur de l'enjeu. Ainsi, le Premier Ministre Maliki a systématiquement gâché toutes les occasions de renouer le lien avec les sunnites. Après le départ de Petraeus, il cesse de payer les salaires des SOI et revient sur la promesse d'en embaucher 20 % dans les forces de sécurité irakiennes. Maliki préfère exclure les sunnites quitte à entraver le retour à la paix et la reconstruction du pays. Il sacrifie ce faisant le ralliement fragile représenté par les *Sahwa* et les SOI. Il raisonne en réalité en tant que protecteur des chiites et non comme homme d'Etat. Al Qaeda (puis l'Etat Islamique) lui en sauront gré.

La confiance entre acteurs politiques (sunnites, chiites, kurdes et laïques) que le *Surge* avait ranimée vole en éclat progressivement. Le coup de grâce se produit en 2011 lorsque Maliki ordonne l'arrestation du vice-président Tarik Al Hashimi (sunnite) l'accusant d'avoir constitué des escadrons de la mort. Nous connaissons la suite : les Américains partent fin 2011, les jihadistes reprennent le contrôle de l'ouest sunnite et les milices chiites font ce qu'elles veulent sans que le pouvoir central n'ait son mot à dire.

Comme toute campagne de contre-insurrection, le *Surge* s'est appuyé sur une composante politique extrêmement sensible. Pour réussir, Petraeus devait « recoudre » la politique irakienne, un travail de longue haleine et pour qui aucune académie militaire ni école de sciences politiques ne prépare vraiment. Il revenait au peuple irakien de se prendre en main. Facile à dire mais difficile à concrétiser sur le terrain au regard des traumatismes subis sous la dictature de Saddam Hussein et la guerre civile. En 18 mois à la tête des forces occidentales en Irak (les Américains et leurs alliés), Petraeus a fait ce qu'il a pu. La question de fond reste que personne ne peut décréter la démocratie à la place des Irakiens. Le changement de régime et son corollaire, le *nation building*, mènent à des catastrophes dans des pays neufs (l'Irak depuis 2004 et la Libye[147] depuis 2011) et dont les élites ne sont pas habituées à la séparation des pouvoirs. On se retrouve avec des institutions formelles que personne « ne sait faire fonctionner ».

Les Américains se sont probablement trompés en annonçant que le *Surge* allait durer 18 mois. Les acteurs politiques irakiens ont adapté leur posture en fonction de ce timing. Beaucoup (notamment les milices chiites de Jaish Al Mahdi) ont préféré rester en standby et accumuler argent et armes dans la perspective d'une reprise des hostilités. En réalité, les partis (et leurs branches armées) n'ont jamais évacué l'idée d'une guerre civile longue. Il aurait fallu annoncer que les Américains resteraient en Irak le temps nécessaire à la stabilisation du pays mais qui aurait accepté cela au Congrès ?

L'autre grande erreur américaine a été de ne pas faire grand-chose contre la perméabilité des frontières. A l'est, l'Iran a pu infiltrer des commandos dans le but de créer une sorte de Hezbollah irakien, ennemi à mort des Américains et des sunnites. A l'ouest, la Syrie a laissé passer les renforts à destination d'Al Qaeda. Pour y remédier, Petraeus a bien essayé de faire de la diplomatie régionale (en collaboration avec l'excellent Ambassadeur Crocker[148]) mais comment convaincre des Etats parias de collaborer avec Washington ? Comment motiver Téhéran de faciliter la tâche des Américains si ceux-ci maintiennent l'Iran sous embargo ?

Aidé par la ligne Morice, Galula avait le « luxe » de s'occuper du djebel sans se préoccuper de l'infiltration de combattants étrangers ni de l'arrivée d'engins explosifs gracieusement offerts au FLN par l'Egypte ou l'URSS.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

CONCLUSIONS :
QUE PEUT GALULA CONTRE AL QAEDA ?

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Pour les Français, et plus généralement les Occidentaux, marqués dans leur esprit et dans leur chair par un passé récent mais révolu, le recours à la violence était devenu l'exception, le suprême recours. L'état normal est désormais l'état de paix, qui se caractérise par un dialogue aussi équilibré que possible entre les nations, condition de l'ordre et de la paix.

Commandant Mériadec Raffray[149]

Nous vivons le siècle du 11 septembre où « n'importe qui » au nom de « n'importe quoi » peut faire feu sur l'ordre établi. Al Qaeda a montré qu'une dizaine d'individus ordinaires peuvent porter un coup décisif à une grande puissance et l'obliger à revoir de fond en comble son agenda diplomatique voire son mode de vie. Le Patriot Act et l'ensemble des mesures votées dans le cadre de la *war on terror* ont mis à mal les libertés individuelles et le concept même de vie privée.

Si le gouvernement américain est ébranlé par un attentat, qu'est-ce qui retient une insurrection de s'en prendre à un régime illégitime ? Pour tous les candidats à la subversion, la chute des tours jumelles a été l'équivalent de la prise de la Bastille, une sorte d'appel à candidatures difficile à ignorer pour tous ceux qui ne tolèrent plus la perpétuation du statu quo.

L'impatience est devenue la norme et les foyers d'insurrection se multiplient. L'histoire récente est un cortège de rebellions qui ont parfois débouché sur des guerres civiles et des interventions étrangères (Haïti, Libéria, Sierra Leone, Rwanda, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Mali, République Centre Africaine, Philippines, Ukraine).

S.O.S Etat-Nation

La guerre moderne[150] est décidément une guerre insurrectionnelle et elle est promise à un avenir radieux tant la capacité des Etats à garder le contact avec leur population est remise en cause. L'affaiblissement voire l'effondrement de l'administration publique (police, état civil, santé, éducation etc.) est une maladie du siècle. Elle s'amplifie au fur et à mesure que les régimes issus des décolonisations agonisent ou disparaissent (Congo de Mobutu, Irak de Saddam, Soudan, Pakistan etc.). Construits à dure peine durant des décennies, les appareils administratifs de nombreux pays se

disloquent par manque de ressource humaine : les meilleurs ont tendance à émigrer vers les pays développés pour fuir la corruption et les autres s'adaptent aux règles du jeu local qui bannissent la compétence. Corruption, clientélisme et gabegie deviennent les ingrédients uniques d'un système qui a l'apparence de la modernité (costume cravate et écran plat) mais qui est dévoré en profondeur par des forces primitives qui le rendent inopérant. Sous une fine pellicule censée tranquilliser les visiteurs et les observateurs étrangers, coule une rivière souterraine qui dilue la nuit tous ce que les dossiers de presse énoncent le jour. Cet univers intérieur baigne dans l'économie criminelle, il patauge dans le marigot des préférences ethniques et régionales, il se noie dans la triche généralisée aux examens d'entrée à la fonction publique, il boit aux sources de l'injustice. Toutes ces pratiques convergent vers le même but : maintenir et générer le sous-développement car il fait la fortune des groupes d'intérêts qui vivent de la perpétuation des archaïsmes. Habitat clandestin, taxis illégaux, extraction minière non-autorisée, piraterie, anarchie dans la gestion des déchets… autant de secteurs porteurs de Beyrouth à Monrovia.

La résignation de la population est interprétée comme une victoire définitive et un blanc-seing pour plonger un peu plus dans le gouffre de la mauvaise gestion et du pillage. En réalité, une partie non-négligeable de celle-ci souhaite tirer son épingle du jeu autant que faire se peut en utilisant les outils disponibles : corruption et clientélisme**.** Le cercle vicieux se referme lorsque l'Etat et la société acceptent de disqualifier la méritocratie qui perd toute utilité dans un système qui n'a pas besoin de gens compétents pour fonctionner. La main dans la main, l'administration et la population détruisent leur pays en le privant des élites et des ressources humaines de qualité à même de produire des richesses et du sens. Au bout de quelques années, la capacité d'intervention de l'Etat et son pouvoir sur le réel se réduisent sensiblement.

Ils sont peu nombreux à s'en rendre compte à temps, l'usage étant de faire taire les voix dissonantes par l'exil ou l'indifférence. De toute façon, la perte de capacité administrative se double d'une croissance des budgets et des effectifs créant une illusion d'optique. Lorsqu'un sportif renonce à bien s'alimenter et à s'entraîner, il perd force et vitalité tandis que son poids augmente invariablement. Il arrive quelque chose de similaire à un appareil politico-administratif qui se laisse aller.

On se retrouve ainsi avec des régimes fragiles, comme celui de Moubarak en Egypte, qui s'effondrent au premier coup de semonce car ils ne trouvent personne pour les défendre spontanément. Ni la population ni les fonctionnaires ne se sentent concernés par la survie du système. A force de dégouter et de pourchasser les meilleurs éléments, ceux qui sont restés font exactement ce qui est prévu d'eux : laisser faire. Pris de panique, les dirigeants appuient sur le bouton désespérément mais rien ne passe car l'Etat – entendu comme organisation politico-administrative – est devenu incompétent voire inopérant.

Au Mali, les rebelles du Nord, ont humilié l'armée de Bamako non par leurs équipements mais par la qualité de leurs ressources humaines mesurée par la motivation et les techniques employées sur le terrain (rébellion Touareg, mars-avril 2012). Ils n'ont eu aucun mal à refouler l'armée régulière vers Bamako et à empêcher le fonctionnement de l'Etat dans des centres urbains majeurs comme Gao et Tombouctou.

L'explosion des activités criminelles au niveau international – l'autre mondialisation – permet aux insurrections de se financer beaucoup plus efficacement qu'à l'époque de Galula. Tout va plus vite. Trafic de drogue, contrebande, commerce d'organes, migrations, autant de moyens d'acquérir des armes et de s'offrir les services de combattants étrangers. L'argent permet de stimuler les désertions chez l'ennemi et de convaincre les officiers les plus hésitants de rejoindre la rébellion. A eux seuls, les transferts de liquidités en provenance de la diaspora donnent un coup de pouce sérieux à des insurgés qui, du temps de Galula, auraient eu besoin de plusieurs années de préparation avant de déclarer les hostilités. Ce fut le cas du G.I.A, un groupe terroriste actif en Algérie durant les années 1990, dont une partie du financement et du recrutement provenait des Algériens installés en Europe[151].

L'asymétrie dans ces conditions n'est pas vraiment synonyme de déséquilibre des forces. Elle relève plutôt d'une différence de nature entre les belligérants. Le régime en place doit faire deux choses à la fois : combattre l'insurrection et gérer les affaires courantes c'est-à-dire s'occuper de la population (écoles, santé, payer les salaires des fonctionnaires etc.). Il est tenu, bon an mal an, de respecter l'Etat de Droit : il ne doit pas torturer, ni ouvrir de camps d'internement ni faire de procès expéditifs. Autrement, il subit les foudres de la communauté internationale et des bailleurs de fonds.

En face, l'insurgé a d'office le bénéfice du doute. Il profite d'une certaine bienveillance de la part des médias et des ONG qui, dans de nombreux cas, pratiquent un deux poids deux mesures exactions de l'UCK (rébellion albanophone) ont longtemps été passées sous silence alors qu'elles étaient d'une extrême gravité. Il a fallu attendre la fin du conflit pour que l'on commence à entendre parler des maisons jaunes, ces cliniques clandestines où l'UCK prélevait des organes sur des prisonniers de guerre[152] !

Au niveau local et régional, les forces loyalistes (régulières) et les groupes insurgés sont au coude à coude en termes de contrôle territorial voire de puissance de feu. C'est le cas en Amérique Latine ou la puissance militaire et économique des cartels est un défi majeur à la démocratie. S'ils n'ont pas de revendication politique claire, les groupes mafieux latino-américains utilisent néanmoins des techniques insurrectionnelles. Ils poussent à la désobéissance civile, provoquent des grèves, décrètent des couvre-feux, désorganisent la production[153], intimident et infiltrent la presse et les syndicats, noyautent les forces de police et l'Etat en général. Ils mènent des actions de guérilla (embuscades, sabotages, attaques de convois de l'armée) qui n'ont rien à envier aux méthodes des Talibans afghans ou des FARC colombiens. Pire, ils conduisent, avec maestria, une action psychologique de tous les instants visant à ridiculiser les autorités et décrédibiliser les élites traditionnelles. Au Mexique, des panneaux apparaissent régulièrement au coin des rues avec des messages sans équivoque à l'adresse du gouverneur et des services de sécurité. Dans les villes proches de la frontière avec les Etats-Unis, des cadavres apparaissent au petit matin, accrochés aux ponts et aux poteaux électriques en guise d'avertissement aux autorités. Au nord du Mexique, il est commun de voir les responsables politiques transférer femme et enfants chez l'Oncle Sam par mesure de sécurité.

D'un point de vue politique, le vide laissé par l'Etat n'est pas forcement occupé par les cartels qui n'ont aucune envie de gérer les affaires courantes (éducation, santé, infrastructures etc.). Ce qui les intéresse est faire de l'argent par tous les moyens licites comme illicites. Au fond, ils ne veulent pas remplacer l'Etat. Ils rêvent d'en faire un vassal, maintenu à leurs ordres par la corruption et la terreur. Les cartels de *Sinaloa* ou *del Golfo* souhaitent établir un mariage forcé avec l'administration pour cogérer ensemble le pays. C'est le mariage du crime et de la force publique. Les règles du jeu

sont limpides : *que les fonctionnaires ferment les yeux, qu'ils laissent faire et nous leur garantissons de l'argent et notre protection*. *Ceux qui se mettront sur notre chemin devront choisir entre la valise et le cercueil.* On ne compte plus les journalistes, les juges et les activistes obligés de s'exiler au Texas pour échapper à la mort.

L'insurrection des *narcos* est un problème pour l'Occident ne serait-ce que sur le plan de la santé publique. En 2016, les dérivés de l'opium ont provoqué la mort de 59 000 Américains soit plus que dix ans de guerre au Vietnam[154] ! Voir le Brésil, le Mexique et le Nigéria, entre autres pays de taille significative, échouer à contenir les mafias de la drogue est un motif de grande inquiétude. Tout ce qui se passe à Monterrey, Rio de Janeiro ou Lagos devrait nous intéresser car les cartels y édifient de véritables contre-sociétés du crime et de la violence. Il faut beaucoup de naïveté et d'aveuglement pour croire que les mafias se contenteront de jouer les seconds rôles pour toujours.

Toute solution au problème exige la reconstruction de l'appareil administratif des pays dont le territoire sert à la production et au transport des stupéfiants. On peut débattre à l'infini de la légalisation du cannabis ou de la cocaïne, rien ne changera tant que groupes criminels sont plus forts que certains Etats. Légaliser la drogue ne fera pas disparaître le crime organisé car ses opérateurs sont des individus dont la vocation est de devenir riches à tout prix. Ce sont des ultra-capitalistes qui méprisent l'être humain au point de mutiler des gens vifs au nom du business. Si les prix de la cocaïne baissent aux Etats-Unis, les cartels se diversifieront dans la contrefaçon de médicaments ou recommenceront à faire des kidnappings contre rançon. Ils feront ce qu'il faut pour gagner du temps jusqu'à trouver la poule aux œufs d'or. S'ils sont comme un poisson dans l'eau dans des pays mal ou sous-administrés, il vaut mieux commencer par améliorer la performance des autorités concernées. Et c'est possible puisque la Colombie a réussi à réduire l'empreinte des cartels sur son territoire en réformant l'Etat et l'Armée. Il n'existe pas de Pablo Escobar aujourd'hui parce que l'Etat colombien ne le permet pas. A Medellin et Cali, d'autres groupes ont pris la relève mais ils sont loin d'influer sur la vie politique du pays et d'humilier une nation entière comme l'avait fait Escobar dans les années 80 et 90.

Une guerre malgré nous !

En tant que consommateur de cocaïne et d'autres stupéfiants, l'Occident a des motifs légitimes pour s'impliquer dans la malnommée *guerre contre la drogue*[155]. Mais c'est une autre guerre qui accapare notre attention : la lutte contre le terrorisme. Il s'agit d'une guerre subie et non d'une guerre choisie. Le jihad est par définition unilatéral et nos ennemis nous obligent à rentrer dans une guerre « sainte » qui ne concerne en rien nos sociétés sécularisées. Dans une démocratie libérale, il n'y a pas de persécution religieuse qui puisse justifier le recours à la violence terroriste. La religion n'est plus un sujet depuis longtemps. Pourtant, l'ennemi a choisi faire de la « défense de l'Islam » sa grande cause et de la diaspora musulmane en Europe et aux Etats-Unis son champ de bataille. Il s'agit réellement d'une guerre accidentelle où nous n'avons rien à gagner. Elle nous condamne à une position défensive où il faut expliquer chaque coup porté à l'ennemi pour éviter de donner l'impression de combattre l'Islam.

Si le foyer originel consume le monde musulman depuis des siècles, des foyers secondaires apparaissent ici ou là au gré des migrations. Partout où il y a une présence musulmane, l'ennemi souffle sur les braises. Il est passé maître dans l'art de mobiliser les populations musulmanes autour d'une pulsion de mort nommé jihad. Toutefois, il n'a aucune chance de l'emporter en Occident à court et moyen terme. Trois obstacles majeurs se dressent sur sa route et ne sont pas près de disparaître :

- La vie des musulmans en Europe Occidentale et aux Etats-Unis est bien meilleure que n'importe où ailleurs dans le monde. L'Islam en tant que religion et culture y est respecté dans toute sa diversité (sunnisme, soufisme, chiisme etc.). Et s'il y a des discriminations, elles sont contrebalancées par une économie dynamique et un Etat-Providence bienveillant (en Europe surtout).
- Le projet politique du mouvement jihadiste pour l'Europe est fantaisiste. Récupérer l'Andalousie (Al Andalus) n'a pas de quoi motiver les musulmans même les plus fanatiques. Qui est prêt à mourir pour cela ? Une bande d'illuminés pressés de rejoindre les vierges promises dans l'Au-Delà. Aux yeux des musulmans, des objectifs « sérieux » pour le Jihad seraient la récupération du contrôle exclusif de Jérusalem (Esplanade des Mosquées) et la fermeture des bases militaires américaines en Arabie Saoudite.

- Il n'existe toujours pas de leaders musulmans en Europe et aux Etats-Unis et encore moins d'organisation politique au service du jihadisme. Les musulmans votent en masse pour des partis traditionnels comme les Démocrates aux Etats-Unis et le Parti Socialiste en France. A quoi sert donc de faire exploser des bombes au cœur de Paris et de Barcelone si on l'on ne fait pas de politique ? A quoi bon faire mal au camp d'en face si on n'a pas prévu l'étape d'après qui est de s'asseoir autour de la table des négociations et l'obliger à changer de conduite ? En Irlande du Nord et au Pays Basque, l'IRA et l'ETA s'appuyaient sur des partis ayant pignon sur rue au moment même où ils tuaient des civils innocents. En effet, il se trouve toujours des idéologues pour défendre les terroristes à visage découvert[156]. Force est de constater que les jihadistes n'ont pas encore trouvé des relais dans l'opinion publique. Le FLN lui l'avait compris dans les années 1950 et avaient pris le soin de tisser un réseau de compagnons de route et d'alliés objectifs dans les syndicats, les mouvements politiques anticolonialistes, l'intelligentsia et la presse.

Dans ces conditions, le jihadisme ne peut pas être autre chose qu'une source de nuisance pour le monde occidental. Il est certainement le bras armé d'intérêts privés qui souhaitent prendre le contrôle de l'Islam en Europe afin de devenir riches ou encore plus riches. Il exprime une stratégie d'expansion territoriale qui vise la rentabilité financière autant que l'influence politique et culturelle. Pour une organisation religieuse – disons les Frères Musulmans – s'installer en Seine-Saint-Denis ou en Région Rhône-Alpes permet d'accéder à une clientèle solvable. En dépit de leur fragilité économique, les musulmans d'Europe sont des nantis au regard de leurs coreligionnaires égyptiens ou marocains. Par leurs transferts de fonds permanent envers les pays d'origine, ils maintiennent à bout de bras l'économie de régions entières comme le Rif, la Kabylie ou la Casamance. L'Islam d'Europe est un marché à part entière dont la valeur se compte certainement en milliards d'euros : alimentation halal, impôt religieux (*zakate*), œuvres de charité à destination de la Palestine etc. Les organisations islamistes ne s'y sont pas trompées et veulent leur part du gâteau. Dans le cas du Maroc, les virements envoyés par les immigrés à leur famille dépassent les sept milliards de dollars chaque année, capter ne serait qu'un ou deux pour cent de cette manne au nom d'Allah représente entre 70

et 140 millions de dollars[157]. Cela mérite quelques prières de rue par la pluie et le froid de l'hiver européen…

L'Europe est riche, le PIB de la seule Ile-de-France dépasse celui du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie réunis (plus 649 milliards d'euros contre 300 milliards environs en 2014). Habitués à la crise et au discours anxiogène en matière économique, nous avons tendance à oublier que la seule Rue de Rivoli vaut plus que plusieurs provinces du Maroc. S'il était mis à la vente, combien rapporterait le Château de Versailles ? Combien de milliards pour les paysages alpins, Venise ou la Côte d'Azur ? L'Europe est assise sur un trésor, matériel et immatériel, envié du monde entier. Sa population et son économie sont dynamiques et le resteront pour longtemps encore. Il est donc essentiel pour une « multinationale de la foi » de prendre pied sur ce territoire et d'y damer le pion à ses concurrentes. Si un vendeur de voitures ou de bière réfléchit en ces termes, pourquoi refuser ce type de raisonnement aux islamistes ?

La menace principale, celle qui risque de changer à jamais le visage de l'Europe, est celle qui pèse sur la rive sud de la Méditerranée et le Sahel. De Casablanca à Dakar en passant par Benghazi, le risque est réel de se réveiller un jour avec un Califat aux portes de l'Europe. Ce serait la fin du mode de vie européen car faire la fête à Marbella ou célébrer un mariage gay à Tarifa serait impossible si nos voisins du sud basculaient dans l'islamisme. La tension est d'ores et déjà maximale à cause des inégalités de développement ; si des théocraties se mettaient en place sur le pourtour méditerranéen, elle deviendrait vite intenable. Demain, ce ne seront pas des bateaux pneumatiques remplis de migrants qui accosteront sur les plages d'Andalousie au cœur de l'été mais des hors-bords pilotés par des commandos terroristes. Ils se feront une joie d'abattre les estivants « dégénérés » avant de mourir en martyr sous les balles des forces spéciales espagnoles.

Le jihadisme a de grandes chances d'encercler l'Europe par le sud

Sous nos yeux et depuis le début du siècle, le jihadisme avance d'un pas décidé vers les marches de l'Europe. Son grand jeu consiste à kidnapper les insurrections existantes (souvent mues par des causes légitimes) et à les

retourner contre un Occident présenté comme « impie », « impérialiste » et « sioniste ».

En Palestine, il a évincé le mouvement national palestinien au profit du Hamas (Frères Musulmans). Partout au Moyen Orient, le jihadisme s'est greffé sur les mouvements insurrectionnels par une approche opportuniste qui mêle brutalité et persuasion. Aux sunnites d'Irak, Al Qaeda a apporté ses hommes et ses techniques de guérilla, elle a demandé en retour à prendre femme parmi les tribus et à utiliser les zones tribales comme sanctuaire (région d'Al Anbar, 2004-2008). La même histoire s'est répétée au nord du Mali, au Sinaï, autour du Lac Tchad avec Boko Haram etc.

Il suffit que l'autorité vacille pour que le mouvement jihadiste prenne pied : qui aurait pu croire que Syrte en Libye deviendrait un réduit de l'Etat Islamique ? et que les montagnes à l'ouest de la Tunisie se trouveraient infestées de terroristes ?

La stratégie jihadiste n'a pas eu le succès escompté en Bosnie Herzégovine lorsque des combattants islamistes (Saoudiens, Afghans, Algériens, Egyptiens etc.) sont venus au secours des musulmans bosniaques[158] dans les années 1990. Les moudjahidines de Bosnie dont le nombre a atteint 5 000 au plus fort du conflit ont tenté en vain de réislamiser les populations qu'ils sont venus aider. Ils ont été exaspérés par les pratiques « décadentes » des Bosniaques musulmans qui aimaient le vin et laissaient leurs femmes se baigner dans les rivières en été. Malgré les intimidations, les habitants ne se sont pas laissés faire et n'ont pas cédé au discours salafiste où ils ont lu l'expression d'une culture tout à fait étrangère au monde slave auquel ils appartiennent de plein droit. Bien que fragilisés par la purification ethnique menée par Serbes orthodoxes et les Croates catholiques, les musulmans bosniaques n'ont pas accepté d'abandonner le mode de vie occidental et séculaire qui fait d'eux des musulmans parfaitement « solubles » dans la civilisation européenne.

L'échec de la radicalisation de l'Islam bosniaque montre que les peuples musulmans ont leur mot à dire pour barrer la route à l'islamisme. Ils ne sont pas une feuille blanche sur laquelle vient s'inscrire le projet islamiste, ils ont des traditions et des élites qui peuvent décider de résister ou de se soumettre à l'obscurantisme. Il est regrettable que l'expérience bosniaque n'ait pas obtenu la notoriété qu'elle mérite. Tout se passe comme si ces

musulmans aux mœurs douces et aux yeux bleus devaient disparaître ou se transformer en caricature d'eux-mêmes, fanatiques et sanguinaires.

Al Qaeda et l'Etat Islamique et tout groupe se réclamant du jihad ont tout intérêt à investir le pourtour méditerranéen et la zone sahélienne car créer le désordre est facile et ne coûte pas cher dans des territoires mal administrés. Bien souvent, le chaos existe déjà et il suffit juste de l'amplifier, c'est le rôle des attentats dans les marchés, des enlèvements de personnalité et des exécutions barbares filmées et diffusées sur internet. Ces actes achèvent de démoraliser les forces gouvernementales (au sens large : du soldat à l'instituteur) et poussent la population à incandescence : traumatisée par l'horreur du quotidien, elle commence à jauger la possibilité de se soumettre aux jihadistes dans l'espoir de retrouver l'ordre ou un semblant de sécurité.

Si le jihadisme prend pied en Afrique du Nord et au Sahel et non dans le désert du nord du Mexique ou en Bosnie est que la population locale est sensible à la rhétorique du jihad. Elle accepte de s'impliquer dans le conflit au point de prendre les armes parce qu'elle reconnaît le jihad comme une tradition et non un concept importé par des combattants étrangers. Le jihad est partie intégrante de l'Islam dans toutes ses versions, même les plus « hérétiques » ou marginales[159]. Dans ce sens, il est d'une toute autre nature que des idéologies universalistes comme le socialisme ou les droits de l'homme. Il mobilise plus car il est authentiquement musulman. C'est une sorte de grammaire du changement politique en terre d'Islam, il permet l'avènement de cataclysmes majeurs comme les régicides, les déplacements de population et les expansions territoriales. Au Maroc et en Afrique du Nord en général, l'appel pour la purification religieuse revient tous les cent ou deux ans. Des Almoravides aux Saadiens, les dynasties marocaines se sont succédées au terme de périodes de troubles plus ou moins longues, marquées par des conflits religieux. A chaque fois, le retour à la vraie foi était la motivation officielle des insurgés (à croire que le pouvoir et l'argent n'intéressaient personne).

Le jihad est la seule manière que le monde musulman a trouvé pour renouveler ses élites sans avoir à se réinventer. C'est comme si nous répétions 1789 à intervalle régulier sans connaître au préalable les Lumières et la lente fermentation intellectuelle qu'elles supposèrent. C'est la Terreur dans toute son abjection sans la circonstance atténuante d'avoir suivi à la

lettre Rousseau et Voltaire. Le jihad n'a pas besoin de philosophes, il leur préfère les exégètes du Coran. À chaque grand bouleversement, les mêmes idées sont réactivées par des groupes différents, nul besoin d'innover.

Le jihad comme instrument du changement politique est une réalité qui dépasse le monde arabo-berbère c'est-à-dire l'Afrique du Nord et le Moyen Orient :

- En Indonésie à la fin des années 1940, le rejet de l'occupation hollandaise a motivé la création de Dar Ul Islam, une rébellion islamique dont le crédo s'articulait autour du *jihad,* de la *hijrah* et de la *zakate*[160]. Nul besoin d'internet, de financements saoudiens ou de combattants étrangers pour se mobiliser autour de principes islamiques qui peuvent sembler extrêmement nouveaux aujourd'hui. Dar Ul Islam a créé une contre-société pieuse (surtout à Java et à Aceh) avant d'être démantelée au milieu des années 1960[161].
- Au XVIII et XIXe siècle, la géopolitique de l'Afrique Occidentale a été chamboulée au nom de l'Islam. En 1725 au cœur de la Guinée, un état théocratique a été fondé, l'imamat de Fouta Jalon, suite à un jihad qui a opposé des populations musulmanes venues du Mali à des groupes animistes autochtones. Bien avant l'arrivée des colons européens, des territoires immenses – du Nigéria au Cameroun en passant par la Guinée – ont vu le jihad mettre à terre des élites anciennes et installer des nouvelles catégories dirigeantes. Ces révolutions ont provoqué des mouvements de population dont les descendants se retrouvent aujourd'hui à Conakry, Abuja ou Lomé.

La poussée du jihadisme est bien plus que la manifestation d'un phénomène cyclique qui serait à son maximum actuellement. L'islam radical est sur l'offensive parce qu'il est aux mains d'une jeunesse nombreuse et désespérée, bien décidée à faire exploser l'ordre ancien. La guerre des générations fait rage sous nos yeux mais nous l'ignorons car le renouveau de l'Islam nous sidère à lui seul.

Au lieu de se battre pour le Progrès, des millions de jeunes appellent au rétablissement du Califat. En faisant un grand pas en arrière, ils espèrent se débarrasser de plusieurs réalités insupportables comme le sous-développement économique, la misère intellectuelle et l'humiliation

politique dont l'expression la plus honteuse pour l'homme de la rue est le sort des Palestiniens. Puisqu'ils ont failli, les vieux doivent partir. On assiste donc depuis les années 1980 au démantèlement du monde traditionnel fait de survivances féodales, de solidarités tribales et de superstitions. Ces pratiques anciennes permettaient aux aïeux d'exercer un contrôle social et moral sur la société dont les déterminants ne sont pas l'argent ou la force brute mais la tradition et un certain sens de l'honneur. En brandissant le wahabisme comme le seul Islam acceptable, les jeunes cessent d'obéir et instaurent de nouvelles règles du jeu. L'univers tribal (caïds marocains, bachagas algériens, clans sunnites irakiens etc.) est rejeté en bloc, il est décrédibilisé car il n'a rien à proposer face au chômage de masse et à la crise du logement. L'Islam maraboutique de mes grands-parents, faits d'offrandes à des figures mystiques locales (hommes et femmes), est combattu par des islamistes qui y voient l'œuvre du Diable. Ils dénigrent ces pratiques paysannes et reprochent à leurs parents (analphabètes pour la plupart) de s'être égarés dans la magie. C'est ainsi que les jeunes générations s'affranchissent de la tradition et se « branchent » directement sur l'Arabie Saoudite. Ce faisant ils font d'une pierre deux coups puisqu'ils éradiquent le vernis de modernité laissé par le colonialisme et prolongé par les élites au pouvoir depuis les indépendances au même moment qu'ils disqualifient leur propre civilisation. On se retrouve donc avec des villes qui se ressemblent toutes tant l'alignement sur la mode wahabite est puissant. Les particularismes locaux qui faisaient tant le charme du Maghreb par exemple s'estompent d'Agadir à Oran en passant par Alexandrie les barbes ont la même longueur et les voiles la même forme.

Quand Al Qaeda prend pied en Irak en 2003, elle n'a pas grand-chose à faire pour évincer les chefs de tribus sunnites. Petraeus et ses hommes s'en sont bien rendus compte : Al Sattar ne pouvait rien faire sans l'assistance militaire américaine. La preuve : Al Qaeda l'a assassiné devant chez lui et devant les siens comme s'il fallait faire un ultime bras d'honneur au système tribal irakien (septembre 2007).

La révolte des jeunes contre les vieux n'a rien d'un mai 1968. C'est une révolte stérile dans la mesure où les jeunes proposent le retour au Passé. La tragédie du monde arabe est qu'une partie de sa jeunesse ne rêve que d'une chose : restituer une société qui n'a jamais existé, le *salaf* c'est-à-dire

l'ancêtre. C'est une des rares fois dans l'Histoire de l'Humanité où la Réaction est du côté des jeunes générations.

Se préparer au pire mais faire le pari du bon sens

Si Galula était parmi nous aujourd'hui, il se sentirait orphelin d'un but de guerre. Pourquoi allons-nous au Mali ? Pourquoi faut-il bombarder la Syrie et l'Irak ? Est-ce pour préserver la vie des ressortissants français ? Défendre la démocratie dans des pays lointains ? Prévenir des attaques en France ? Se venger ? Les motifs sont nombreux mais peu convaincants, ils ne constituent pas une raison pour laquelle une génération peut mettre sa vie en jeu. Personne ne nous désigne l'ennemi, son nom, son organigramme, son armement, ses bases. On nous demande de combattre le terrorisme, une méthodologie, car on est incapable de donner un sens à cette guerre.

On ferait mieux de se battre pour défendre le mode de vie occidental, protéger l'Europe et la démocratie libérale, repousser une version inacceptable de l'Islam, autant de buts de guerre qui ont le mérite d'être clairs et mobilisateurs. Défaire la barbarie djihadiste au nom de nos valeurs est un combat qui en vaut la chandelle mais nous y avons renoncé le jour où nous avons mis hors-jeu la violence comme prolongement de la politique. A force de penser aux frappes chirurgicales, nous avons aseptisé jusqu'à notre agressivité et notre force vitale. Il est saisissant de voir les dirigeants européens lancer des ballons d'hélium dans l'air ou distribuer des fleurs sur les lieux des massacres récents : Bataclan, Nice, Londres etc. Nous nous saturons de bons sentiments au lieu de faire de la politique. Le propre du politique est de dire qui est l'ennemi et pourquoi on se bat. Lorsque la *polis* est attaquée, le rôle du chef est de désigner la cause pour laquelle on est prêt à mourir.

L'époque où Galula a combattu en Algérie et la nôtre ont en commun l'absence d'un consensus national. Fallait-il défendre le colonialisme, protéger les pieds noirs ou bien obtenir que l'Algérie indépendante soit un état multiculturel qui fasse une place aux Européens ? Au plus fort de la crise, l'armée a choisi son propre but de guerre avec les conséquences que nous connaissons. En 1956 et même en 1958, peu avaient une vision du monde qui se préparait. L'histoire a avancé par tâtonnements : la France a fait le choix du projet européen, l'Algérie a sombré dans le régime du parti

unique et les harkis ont été sacrifiés. Aujourd'hui, qui est capable de penser le futur de la frontière sud de l'Europe à horizon cinq ou dix ans ? Qui s'aventure à formuler une stratégie pour défendre les intérêts occidentaux dans l'immense région qui s'étend de Dakar à Damas ? Nous ne savons pas ce que nous voulons vraiment ni à qui nous risquons d'avoir affaire sous peu.

Il faut peut-être commencer par défaire le mur de l'ignorance et de l'accommodement qui nous empêche de voir la vraie nature de notre ennemi. Le mystère autour du jihadisme dure depuis le 11 septembre et il permet tous les fantasmes. Le danger est tantôt surestimé (*c'est une nébuleuse insaisissable*), tantôt sous-estimé (*rien que des malades mentaux* et *des bergers équipés de téléphones satellitaires*). Reconnaître la réalité c'est faire le diagnostic suivant qui est le préalable à toute refondation de notre politique :

- Le monde musulman obéit à la grammaire du jihad, il s'agit d'un phénomène cyclique qui fait et défait les régimes et les frontières. La période actuelle correspond certainement à un pic, une amélioration est donc à attendre lorsque le reflux adviendra.
- L'explosion démographique arrive au pire moment car elle coïncide avec le pic du jihadisme. Une jeunesse impatiente et écorchée vive par le manque d'opportunités est disponible pour tout type d'aventure, de l'immigration illégale, au crime organisé en passant par le fanatisme. L'ennemi l'a bien compris.
- Les élites du Sud sont fragiles voire en faillite. Elles ne parviennent plus à accompagner les changements qui se déroulent sous leurs yeux : urbanisation accélérée, réchauffement climatique et désertification, effondrement de la qualité du système éducatif au moment où le monde fait le virage de l'économie du savoir, échec total ou partiel des politiques industrielles. Des pays comme le Sénégal, l'Egypte ou le Maroc même ont raté leur insertion dans la Mondialisation et vont en payer le prix pendant longtemps : chômage des jeunes et stagnation du niveau de vie.

Accepter ce diagnostic est un préalable à l'élaboration d'une politique pour défendre nos valeurs et nos intérêts. Mettons-nous d'accord sur cela avant d'envoyer nos Galula d'aujourd'hui et de demain se faire tirer dessus en Afrique Centrale et au Proche Orient. La contre-insurrection est un

instrument, rien de plus. Elle est un état d'esprit plus qu'un but en soi. Elle ne remplace en rien une politique, elle se met à son service.

Du diagnostic établi ci-dessus, il est possible de tirer quelques pistes qui semblent découler du bon sens. Il revient aux leaders politiques de les insérer dans un plan d'ensemble qui pour le moment n'existe pas.

- Il est de l'intérêt de l'Europe de « coacher » les élites progressistes[162] des pays du Sud pour qu'elles soient en mesure de s'imposer d'elles-mêmes. Il ne sert à rien de soutenir un Ghandi égyptien qui se ferait éliminer au premier soulèvement des Frères Musulmans ; il faut plutôt identifier les futur(s) Reagan(s) arabes, des hommes et des femmes capables de tenir le coup face aux salafistes sans se transformer en dictateurs ni mettre leur pays en coupe réglée.
- Si le jihad est une pulsion de mort alors il est de notre responsabilité de lui opposer une pulsion de vie. Une coopération régionale renforcée – hors du carcan de l'U. E – permettrait de libérer des forces vives insoupçonnées de Madrid à Bamako. Bruxelles regarde vers l'est (l'Allemagne et la Russie) alors que la sécurité des Français, des Italiens, des Espagnols et des Portugais dépend du Sud. A quoi sert de déployer la fibre optique en Estonie si la misère perdure aux portes de l'Europe à Tanger ou Tripoli ? Le courage en politique exige de mettre sur pied un arc de coopération qui aille de Lisbonne à Dakar en passant par Alger et Casablanca. Les sujets ne manquent pas, l'Eau par exemple constituerait un thème capable de fédérer des talents de tous bords et de régler les problèmes réels des gens.

Si Galula était vivant, il nous aurait conseillé de faire de la politique. Il aurait planché sur un Plan Marshall des idées dont la philosophie serait de révolutionner la manière dont Nord et Sud se parlent, collaborent et commercent. Il aurait demandé la mise à plat des certitudes à la mode, celles qui nous ont conduit à la situation actuelle où il y a un risque réel de voir l'islamisme prendre l'Europe en tenaille et l'isoler de l'Afrique noire.

Devant la tempête intellectuelle qu'il aurait assurément provoquée, Galula aurait été attaqué de toutes parts. Cette fois encore, il aurait couru le risque de vivre en marge de la pensée dominante et des rentes de situation qu'elle

assure à ses paladins. Il existe peut-être un ou plusieurs Galula au sein de l'armée, de l'université et des multinationales, qui sait ? Si vous en rencontrez ne serait-ce qu'un seul, encouragez-le à suivre sa vocation et protégez-le, à votre manière, des bureaucraties tueuses de talents.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

EPILOGUE

L'homme sage est celui qui vient toujours chercher des conseils d'abord, des armes on en trouve partout.

Hassan II (1929-1999)

Galula ou le rêve français, j'aurais pu nommer ainsi ce livre. A l'âge de vingt ans, Galula souhaitait devenir Français, tout simplement. Il symbolise une époque où la France fabriquait des citoyens grâce à l'école républicaine, une époque qui a vu des chemins extraordinaires s'ouvrir devant ceux qui avaient le talent et l'envie de travailler. Pour la génération de Galula, l'assimilation allait de soi. La France en valait suffisamment la chandelle pour ne pas avoir deux allégeances. Il n'y avait pas de double nationalité. Les identités ne se concurrençaient pas et être Français était une source de fierté.

Les années 1930-1950 sont dans une certaine mesure l'âge d'or de l'Afrique du Nord. Jamais cette partie du monde n'a été aussi cosmopolite. La diversité y était une réalité douce et évidente. Les juifs pratiquaient leur culte, les Russes blancs tentaient d'y refaire une vie, les Italiens étaient partout et les réfugiés de toute part y terminaient leur fuite à l'instar des Espagnols chassés par Franco. Camus fut l'enfant magnifique de cette terre que tous les empires envahirent par le passé : Grecs, Romains, Vandales, Arabes, Ottomans… Sa sensibilité fut celle de la Méditerranée, une mer inachevée, trop étroite pour séparer irrémédiablement les peuples installés sur ses rives et trop petite pour prétendre au titre d'océan. Interrogé par rapport aux évènements en Algérie, Camus proposa une solution originale : développer la démocratie locale pour unir les *mechtas* aux villages européens et créer des solidarités entre les habitants de l'Algérie au niveau de la commune. Propos iconoclastes vite balayés par le rouleau compresseur de la violence et des idéologies. Camus est mort trop tôt (1960) et ces idées s'évaporeront avec lui.

Pour avoir pensé à contre-courant, Galula lui aussi verra ses idées ensevelies pendant quarante ans d'oubli et d'indifférence. Pour avoir proposé une approche originale qui limite la violence au strict nécessaire, il

sera mis de côté. Clausewitz, le théoricien de la guerre conventionnelle, mourra avant d'avoir publié son œuvre mais il sera vite reconnu et placé sur un piédestal. Le monde n'était peut-être pas prêt à recevoir une doctrine où la brutalité en excès ne sert à rien et où le soldat ne se limite pas à creuser des tranchées et tirer des obus. Malgré lui, Galula subit la malédiction des non-violents. Il n'existe pas de compte rendu des batailles gagnées par l'ingéniosité ni d'Histoire des vies sauvées par la négociation. Les livres sont remplis de sang et de larmes, ils ignorent les exploits de ceux qui pensent avant d'appuyer sur la gâchette.

Pendant longtemps, le titre de ce manuscrit était *Galula ou le triomphe de l'échec*. Au terme de cette aventure, il ne fait aucun doute pour moi que cela aurait été faire fausse route. Malgré l'oubli et le purgatoire de quarante ans auxquels Galula a été soumis, ils sont plusieurs à l'admirer et le considérer comme le fondateur d'une nouvelle doctrine militaire pour les temps modernes. Galula n'aurait pu rêver de mieux.

Ultraréaliste, il a vu dans l'âme humaine la crainte instinctive de l'agression et la recherche permanente de la protection. À plusieurs égards, Galula est un tragique. Il accepte le monde tel qu'il est et avec le plus grand sourire. Au lieu de voir la vie en rose, Galula propose une éthique pour le monde réel : injuste et violent, à la limite de la barbarie. Il esquisse une réponse fiable et humaniste aux dilemmes de notre époque : comment garder notre humanité, comment préserver la civilisation sans se livrer corps et âmes aux tueurs ?

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

POSTFACE

Le Maroc, la terre qui a vu Galula grandir, la ville de Casablanca et son lycée Lyautey, les lieux où il est devenu homme, devraient se souvenir de cet illustre inconnu qui comme personne incarna une certaine marocanité par sa gentillesse, son goût du voyage et son ingéniosité.

Driss Ghali

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

BIOGRAPHIE DE DAVID GALULA

10 janvier 1919 Naissance de David à Sfax (Tunisie) au sein d'une famille juive, très probablement de sang berbère. Ce sera le seul garçon au milieu de six sœurs.

1924 La famille Galula est naturalisée française en se prévalant d'un grand-père né en Algérie (département français).

1926 Les Galula s'installent à Casablanca. David à 7 ans.

1930 Entrée au Lycée Lyautey.

1933 David est retiré du lycée par son père, Albert, qui trouve que son fils manque d'entrain pour les études et ne pense qu'à jouer. Il le place pendant six mois chez un petit commerçant de Casablanca. David reprendra vite à ses études et deviendra un élève modèle.

1938 Arrivée à Limoges chez une tante maternelle qui l'hébergera durant un an, le temps de préparer de manière accélérée le Concours d'entrée à l'école militaire de Saint-Cyr.

3 septembre 1939 La France déclare la guerre à l'Allemagne. Dans le mois qui suit, David est admis à Saint-Cyr. Le programme est raccourci à six mois au lieu des trois ans habituels. Après Saint-Cyr, il sera envoyé à Aix-en-Provence pour un cycle de perfectionnement.

Octobre 1940 La France abolit le décret Crémieux. Les juifs naturalisés sont déchus de la nationalité française.

Septembre 1941 Galula est expulsé de l'armée française parce que juif.

1942 Arrivée à Tanger comme agent secret anti-nazi. Il s'appuie sur des parents commerçants à Tanger pour passer incognito.

1943 Galula est réintégré dans l'armée française.

1944 Participation au débarquement allié sur l'ile d'Elbe (Méditerranée). Promotion à Lieutenant. Combats acharnés à Toulon.

Octobre 1945 Arrivée en Chine comme un des quatre assistants de l'attaché militaire, le colonel Jacques Guillermaz.

1947 En pleine guerre civile entre communistes et nationalistes, Galula prend sa jeep et s'aventure plusieurs semaines au cœur de la Chine. Par deux fois, il sera pris en otage par les rebelles maoïstes. Il sera bien traité. Promotion à Capitaine.

1949 il passe l'essentiel de l'année en Grèce comme observateur de l'U.N.S.C.O.B, mission des Nations Unies chargée de surveiller les frontières terrestres et de faire la médiation entre les parties prenantes à la guerre civile (1946-1951)

Août 1949 David Galula et Ruth Morgan, citoyenne américaine, se marient. Voyage au Maroc (de Tanger à Casablanca) pour faire connaissance avec la belle-mère et la famille.

1951 Retour en Asie. Galula est nommé attaché militaire à Hong Kong. Il y restera jusqu'au début de l'année 1956. Epoque heureuse où le diplomate Galula étudie et observe la mise en place du communisme en Chine.

Novembre 1954 Début de la guerre de libération de l'Algérie.

Mars 1956 Indépendance du Maroc puis de la Tunisie.

Août 1956 Galula qui aurait pu rejoindre le Ministère de la Défense à Paris se porte volontaire pour servir en Algérie. On l'envoie en Kabylie commander une compagnie de l'infanterie coloniale.

1958 Galula est promu au grade de commandant. Il termine son séjour en Algérie sur un bilan très favorable, il reçoit une citation à l'ordre du mérite et attire sur lui les regards de la haute hiérarchie militaire pour ses méthodes nouvelles de pacification.

1959 Installé désormais à Paris, le couple Galula adopte un bébé, Daniel, né le 21 avril. David lui travaille pour l'Etat-Major de la Défense Nationale.

1960 Premier séjour académique aux Etats-Unis. Galula passe six mois au Collège de l'État-major des forces armées américaines à Norfolk (Virginie).

1961 La situation se complique en Algérie (tentative de putsch en avril 1961). Galula est aux premières loges pour se rendre compte que la France va renoncer définitivement à l'Algérie. Il demande un congé sabbatique de trois ans pour devenir chercheur associé à Harvard.

1962 En avril, Galula fait sensation lors d'un symposium organisé à Santa Monica en Californie. Ses idées attirent l'attention des responsables en charge de la préparation de la guerre américaine au Vietnam (1964-1973). Il donne des conférences à l'école des forces spéciales et côtoie Henry Kissinger, professeur à Harvard et futur collaborateur rapproché de Nixon.

1963 Galula termine d´écrire ses deux livres majeurs : *Pacification en Algérie 1956-1957* et *Contre-insurrection : Théorie et pratique*.

1964 Galula, de retour en France, est embauché par le groupe Thomson-Houston (ancêtre de Thales). Il quitte le service actif et est promu au grade de lieutenant-colonel (réserve).

11 mai 1967 Un cancer fulgurant emporte David Galula. Sa femme et son fils demeurent en région parisienne pour les dix prochaines années.

1977 Ruth Morgan et Daniel Galula repartent aux Etats-Unis. Ils vivent au Connecticut puis en Californie. Ruth Morgan disparaîtra en 2011.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

BIBLIOGRAPHIE

Les écrits de David Galula

Galula, David. *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*. New York, Praeger, 1964.

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956–1958,* Santa Barbara, the Rand Corporation, 1963.

Caran, Jean (alias de D. Galula). *Les moustaches du tigre,* Paris, Flammarion, 1965 (roman).

Ouvrages consacrés à David Galula

Marlowe, Ann. *David Galula : his life and intellectual context*, Strategic Studies Institute, 2010.

Mathias, Gregor. *David Galula : Combattant, espion, maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire*, Paris, Economica, 2012.

Cohen, Alain. *Galula : The Life and Writings of the French Officer Who Defined the Art of Counterinsurgency.* New York, Praeger, 2012.

Ouvrages consacrés à la contre-insurrection et à la pacification en général

Collectif. *The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual.* Chicago, University of Chicago Press, 1ere édition (2007).

Valeyre, Bertrand et Guerin, Alexandre, “De Galula à Petraeus, l’heritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection”, *Cahier de la recherche doctrinale*, juin 2009, (en ligne)

http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/old-publications/cahier-de-la-recherche-doctrinale/from-galula-to-petraeus (page consultée en novembre 2017)

Trinquier, Robert. *La Guerre moderne*, La Table ronde, 1961, rééd. Economica, 2007.

Nagl, John. *Learning to Eat Soup With a Knife : counterinsurgency lessons from Malaya & Vietnam.* Chicago, The University of Chicago Press, 2004.

Nagl, John. *Knife Fights : A Memoir of Modern War in Theory and Practice*. New York, Penguin, 2015.

Kilcullen, David. *The Accidental guerilla*. Oxford University Press, 2011.

Colonel Lyautey. *Du rôle colonial de l'armée*. Paris, Armand Collin, 1900.

Raffray, Meriadec. "Contre-insurrection, la doctrine Hogard". *Les Cahiers du RETEX*, juin 2013.

Némo, Jean, « Guérilla et contre-guérilla », *Tropiques,* janvier 1953.

Ouvrages consacrés à l'art de la guerre

Von Clausewitz, Carl. *De la guerre*, Paris, Minuit, 1959, livre 1, chap. 1

Contexte de la guerre d'Algérie

Bachaga Boualem. *Mon pays, la France*, Paris, Editions France-Empire, 1962.

Mathias, Grégor, *Les vampires à la fin de la guerre d'Algérie, mythe ou réalité ?* Paris, Michalon, 2014.

Morgan, Ted. *Ma bataille d'Alger*, Paris, Tallandier, 2016.

Branche, Raphaëlle. *L'Embuscade de Palestro. Algérie 1956,* Paris, Armand Colin, 2010.

Horne, Alistair. *A Savage war of peace*. New York, NYRB, 2006.

Lefeuvre, Daniel. *Chère Algérie : la France et sa colonie (1930-1962)*, Paris, Flammarion, 2005.

Viollette, Maurice. *L'Algérie vivra-t-elle ?* Paris, Alcan, 1931.

Contexte de la guerre de Chine

Tse Toung, Mao. *La guerre révolutionnaire,* Paris, Ed. sociales, 1955.

Tse Toung, Mao, *Le petit livre rouge,* 1964.

Guillermaz, Jacques. *Une vie pour la Chine, mémoires 1937-1989*, Paris, Robert Laffont, 1989.

Guillermaz, Jacques. *Le parti communiste au pouvoir*, Paris, Payot, 1972.

Chang, Iris. *Le viol de Nankin*, Paris, Payot, 2010.

Contexte de la guerre d'Indochine (1948-1954) et du Vietnam (1965-1975)

Rignac, Paul. *La guerre d'Indochine en questions,* Paris, Indo Editions, 2009.

Thompson, Robert. *Defeating communist insurgency : experiences from Malaya and Vietnam*, Londres, Chatto and Windus, 1966.

Luciani, Jean. *Qui es-tu ? Où vas-tu ?* Paris, Indo Editions, 2016.

Green, Graham. *Un Américain bien tranquille*. Paris, Robert Laffont (Poche), 2016.

Petraeus, David. *The American military and the lessons of Vietnam : a study of military influence and the use of force in the post-Vietnam era.* Princeton University, 1987, p. 196.

Contexte de la guerre d'Irak

Iraq Body Count. *A dossier of civilian casualties 2003-2005* (en ligne) https://www.iraqbodycount.org/analysis/reference/pdf/a_dossier_of_civilian_casualties_2003-2005.pdf (page consultée en août 2015)

Mansoor, Peter. *Surge : My Journey with General David Petraeus and the Remaking of the Iraq War*. New Haven, Yale University Press, 2013.

Divers

Chateaubriand, *Voyage en Italie*. Rivages, 2015.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

Partie I : S'assimiler à tout prix *(1919-1945)*

- Un pur fruit de la colonisation
- 1937-1938 : le choix de la carrière des armes
- Survivre à la guerre

Partie II : De Pékin à Hong Kong, dix ans d'observation attentive du phénomène insurrectionnel (1945-1956)

- À l'école chinoise
- Au contact de l'insurrection communiste

Partie III : De la théorie à la pratique (1956-1961)

- Une course contre la montre pour rattraper 130 ans d'apartheid
- Un seul enjeu : la population
- Protéger d'abord, séduire ensuite
- Le saint-cyrien dans la peau du caïd
- Au service du grand Charles

Partie IV : Nouveau départ (1962-1967)

- Norfolk : voyage vers le futur
- Harvard : prophète en terre d'autrui

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Partie V : Un silence de quarante ans (1967-2006)

Les anciens de l'Algérie condamnés au silence

Une guerre pour rien

Une théorie maudite

Partie VI : Les Américains redécouvrent Galula (2006 – 2008)

Un effet collatéral de la chute de Bagdad

The Surge

Galula sur les rives de l'Euphrate

Les tribus au secours de la contre-insurrection

Conclusions : Que peut Galula contre Al Qaeda ?

Epilogue

Postface

Biographie de David Galula

Bibliographie

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Notes

[←1]

Pour une histoire de la guerre d'Algérie, *Le rôle des opinions publiques dans la guerre d'Algérie* (en ligne)
http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=233
(page consultee en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←2]

Le décret du 24 octobre dans son intégralité :
« Le Gouvernement de la défense nationale,
Décrète :
Les israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français ; en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel seront, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française, tous droits acquis jusqu'à ce jour restant inviolables. Toute disposition législative, tout sénatus-consulte, décret, règlement ou ordonnances contraires, sont abolis. »

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←3]

Le traité du Bardot du 12 mai 1881 établit le protectorat français en Tunisie.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←4]

Pour bien comprendre l'ampleur du sacrifice, il suffit d'imaginer les musulmans d'Algérie renoncer à la Charia ! En effet, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ouvrait la voie à l'intégration des musulmans algériens à condition de suivre « les lois civiles et politiques de la France » en lieu et place du droit musulman. Ils seront une minorité toutefois à faire ce choix difficile et devenir citoyens français de plein droit.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←5]

Tanger lui dispute peut-être ce titre car elle fut ville internationale de 1923 à 1956. Elle disposait d'une administration spéciale et d'une assemblée legislative propre composée de dix-sept fonctionnaires occidentaux (Français, Portugais, Espagnol, etc.) et de neuf marocains (six musulmans et trois juifs).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←6]

Durant la première moitié du XXe siècle, on se réfère au Maroc comme “Empire Chérifien” c’est-à-dire une monachie de droit divin dont le chef d’Etat (le Sultan) est un descendant du Prophète.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←7]

David Bensoussan remet les points sur les i en ce qui concerne « l'histoire enchantée des juifs marocains » dans une tribune publiée sur le site du CRIF : http://www.crif.org/fr/tribune/l%E2%80%99histoire-enchant%C3%A9e-des-juifs-du-maroc/31573 (page consultée en novembre 2017).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←8]

En 1907, le mellah de Casablanca est attaqué et 30 juifs sont tués. En avril 1912, quelques jours après la signature du traité instaurant le Protectorat, les foules musulmanes mettent à sac le quartier juif de Fez. Ses quelques 10 000 habitants ont eu la vie sauve grâce à la décision du sultan Moulay Hafid qui leur a ouvert les portes du Palais.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←9]

Le bac que Galula prépare est issu d'une grande réforme lancée en 1902 et qui a instauré 3 grandes filières : Philo (A : Latin-Grec, B : langues vivantes), Maths Elem (C) et Sciences Expérimentales (D). Avant 1902, les sciences dures (Physique, Chimie, Biologie, Mathématiques) sont peu présentes au lycée. La formidable avancée technologique de la fin du XIXe siècle provoque une mutation des programmes et un rééquilibrage en faveur des sciences exactes. Nous sommes loin toutefois de l'empire des maths et de la sélection par l'algèbre ou la géométrie dans l'espace. La France d'avant-guerre ne rêve pas de devenir une nation d'ingénieurs. Elle regarde encore vers Victor Hugo et Racine. A la « bosse des maths » elle préfère la rédaction et la version.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←10]

En 1951, le Maroc sous administration française comptait 7 442 000 musulmans, 199 160 juifs et 357 040 européens. Source : http://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1975_num_30_2_15790 (page consultée en novembre 2017).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←11]

Franco leur en saura gré toute sa vie et nommera l'officier marocain Ameziane au grade de capitaine-général, le titre le plus élevé de l'armée espagnole.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←12]

Depuis l'établissement de l'empire colonial français dans la première moitié du XIXe siècle, deux armées différentes se sont constituées dans son aire géographique. L'Armée dite d'Afrique qui est en réalité stationnée en Afrique du Nord, elle a eu comme noyau originel les soldats musulmans recrutés pour la conquête de l'Algérie en 1830. L'armée coloniale ou *La Coloniale* est née, quant à elle, en Afrique noire et a compté, au fil du temps, des Sénégalais, des Malgaches, des Somalis, des Indochinois etc.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←13]

Hors Algérie, Meknès est une des principales bases françaises outre-mer.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←14]

10 mai au 22 juin 1940

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←15]

1er Régiment de Zouaves.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←16]

La politique nazie en Pologne occupée par exemple sera radicalement différente. Les élites et les institutions sont décimées et remplacées par une administration directe.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←17]

Maxime Weygand (1867-1965), héros de la Première Guerre Mondiale, participe au gouvernement de Vichy au tout début de celui-ci avant de rejoindre Alger en septembre 1940 où il réorganise l'Armée d'Afrique en liaison avec Britanniques et Américains.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←18]

En activité de 1942 à 1945, l'OSS a été un des principaux instruments d'espionnage et de contre-espionnage des Américains durant la Seconde Guerre Mondiale.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←19]

La 9e DIC a été assemblée en Afrique du Nord durant l'été 1943 à partir des 4e, 6e et 13e RTS. Effectif total : 15 000 hommes dont des nord-africains, des pieds noirs, des subsahariens (Maliens, Sénégalais, Togolais etc.) et des Français venus de métropole et des quatre coins de l'empire.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←20]

Guillermaz, Jacques. Une vie pour la Chine, Mémoires 1937-1989, Paris, Robert Laffont, 1989.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←21]

Sous domination française depuis 1895, Madagascar se soulève en mars 1947. Il faudra 20 mois aux autorités françaises (et 30 000 hommes !) pour rétablir l'ordre. La répression sera terrible, on parle de 40 000 à 80 000 Malgaches tués.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←22]

Chateaubriand, *Voyage en Italie*.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←23]

La relation entre l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt (1918-2015) et le président costaricain Oscar Arias (né en 1940) est un exemple de mentoring réussi. Lauréat du Prix Nobel de la paix (1987), Arias a trouvé chez son aîné des conseils de grande valeur durant les 25 ans qu'ont duré leurs échanges.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←24]

Peu après son élection comme président de la République Argentine en 2015, Mauricio Macri a déclaré que son père était son plus grand opposant.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←25]

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, les avions ne naviguaient pas encore au-dessus de 5 000 m (la cordillère de l'Himalaya dépasse les 8 000 m par endroits).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←26]

Les Japonais sont présents en Chine depuis le début du XXe siècle. En 1937, ils dominent le nord et l'est du pays.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←27]

Chang, Iris. *Le viol de Nankin*, Paris, Payot, 2010.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←28]

Shanghai abritait deux zones sous souveraineté étrangère : une anglo-américaine (2 200 ha) et une française (144 ha). Véritables villes dans la ville, elles étaient dotées d'hôtels, de parcs, de marchés et même de prisons ! Ce système périclita durant la Seconde Guerre Mondiale. Le site de l'Ambassade de France en Chine apporte un éclairage intéressant sur ce sujet singulier et souvent oublié : http://www.ambafrance-cn.org/La-concession-francaise-de-Shanghai-bref-historique (page consultée en novembre 2017).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←29]

"War therefore is an act of violence to compel our opponent to fulfil our will" (Von Clausewitz, 1838)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←30]

Tse Toung, Mao, *Le petit livre rouge*, 1964

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←31]

Le Figaro rapporte un taux de mortalité de 69 % !
http://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2006/11/24/01006-20061124ARTMAG90549-j_ai_survecu_l_enfer_des_camps_vit_minh.php (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←32]

Luciani, Jean. *Qui es-tu ? Où vas-tu ?* Paris, Indo Editions, 2016.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←33]

Guillermaz est en poste en Chine de 1949 à 1951 car la France y garde une présence diplomatique extra-officielle, sa reconnaissance formelle allant au régime installé à Taiwan (Chang Kai Sheck). Guillermaz reviendra en 1964 lors du rétablissement des relations diplomatiques sous De Gaulle.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←34]

Dans son introduction, le Plan Challe (1959-1960) considère que le FLN fait partie d'une conspiration communiste soutenue par des intérêts étrangers.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←35]

Au rang desquelles, on peut citer : le baathisme syrien et irakien, les mouvements socialistes arabes et les Frères Musulmans.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←36]

Au Maghreb, on se réfère aux Occidentaux par leur religion (supposée) qui est le Christianisme, on les appellee donc *nassarah* ou nazaréens c'est-à-dire chrétiens.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←37]

En tant que *British High Commissioner to Malaysia* de 1952 à 1954, Sir Templer a dirigé l'administration britannique en Malaisie au pire moment de l'insurrection communiste.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←38]

Mudejar est le nom donné aux musulmans qui n'ont pas voulu abandonner leur foi après la Reconquista. Avec les *moriscos*, ils sont les *moros* aux yeux des Espagnols.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←39]

De 50 000 à 150 000 selon les historiens.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←40]

Dans le massif des *Alpujarras* (Andalousie), on fait en sorte que deux familles musulmanes restent dans chaque village afin de ne pas dilapider le savoir-faire agricole (gestion de l'eau).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←41]

Les *moriscos* de Valence ont noué des liens avec Henri IV en vue d'une attaque des Français contre l'Espagne. Le complot a été déjoué à temps.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←42]

Le patronyme nord-africain Bargach descend du castillan Vargas.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←43]

Concept de « remarquable trinité » chez Clausewitz : au **peuple** correspond essentiellement la violence aveugle et irrationnelle, au **militaire** la nécessité de s'adapter au hasard et de saisir les opportunités et au **chef politique** l'obligation d'atteindre le but de guerre et de ne jamais s'en détourner sous l'effet des passions ou des circonstances.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←44]

Cette chronologie en quatre étapes s'inspire du résumé fait par Galula de l'histoire de la guerre d'Algérie dans *Pacification in Algeria 1956 – 1958,* 2016, p. 1

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←45]

Aux rangs desquels figurent l’Egypte et les Pays de l’Est.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←46]

Les militaires parlaient de H.L.L (pour Hors La Loi).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←47]

En Algérie et en Tunisie, une *mechta* est un hameau. Au Maroc, on parlera plutôt de *douar*.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←48]

Un gourbi est une habitation élémentaire, elle est synonyme de rusticité et de mauvaise hygiène.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←49]

Les journées du 20 au 25 août 1955 verront se produire de grands massacres autour de Skikda (Philippeville à l'époque). Au début, des paysans encadrés par le FLN ont massacré leurs voisins européens ainsi que plusieurs musulmans dans les villages aux alentours de la ville. Le calme revenu, la deuxième phase des massacres se déclenche presque spontanément, sous l'instigation cette fois des colons réunis en milice. Pour se venger, on a abattu des hommes musulmans parce qu'ils se trouvaient là, dans la rue ou au café. Bilan : une centaine d'Européens morts, des milliers de musulmans abattus et des blessés par dizaines, certains très graves.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←50]

Paysan en langue arabe. A ne pas confondre avec *fellagha* qui correspond à bandit et par extension aux membres du FLN.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←51]

En ville, on trouve les SAU : Section Administrative Urbaine.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←52]

Un honneur largement souillé dans cette guerre d'Algérie par des exactions et des crimes de guerre comme on le verra plus loin.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←53]

Bachaga Boualem. *Mon pays, la France*. Paris, Editions France-Empire, 1962.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←54]

En 1949, Galula épouse Ruth Morgan, une diplomate américaine connue en Chine. Ruth et Galula se rendront au Maroc la même année pour connaître la belle-famille.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←55]

Von Clausewitz, Carl. *De la guerre*, Paris, Minuit, 1959, livre 1, chap. 1

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←56]

Il va sans dire que Galula se projette dans le contexte d'une armée occidentale, au service d'une constitution démocratique. D'autres pays peuvent choisir de nettoyer le territoire en se débarrassant à la fois des rebelles et des civils. En Tchétchénie entre 1999 et 2009, on a éradiqué les rebelles et la population par la même occasion.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←57]

Bachaga Boualem. *Mon pays, la France*. Paris, Editions France-Empire, 1962.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←58]

De nos jours, la ville se nomme Meftah et fait partie de la wilaya de Blida. Elle est située au cœur de la plaine de la Mitidja, une zone fertile, très prisée des colons français.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←59]

T*he grandmother and the 15-year-old daughter were tied naked to a chair in the kitchen. They had been raped and disemboweled. Their throats were slit from ear to ear. In another room was a two-year old boy, his head bashed against the wall and his brains all over !*
Galula, David. *Pacification in Algeria 1956–1958,* p. 50.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←60]

L’instruction d’octobre 1957 est reprise intégralement dans l’ouvrage du canadien Alain Cohen *The Life and Writings of the French Officer Who Defined the Art of Counterinsurgency.* New York, Praeger, 2012, p. 281. Je l’ai traduite en respectant la casse (majuscule, minuscule) utilisée par Galula.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←61]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956-1958*, 2006, p. 9.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←62]

« Quand la vie d'un homme est en jeu, il faut plus que de la propagande pour lui faire changer d'avis » [notre traduction].

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←63]

Galula ne fera jamais référence à Lyautey, une des figures les plus marquantes de la pacification.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←64]

C’est l’expression utilisée par Alain Cohen pour résumer l’esprit de la contre-insurrection selon Galula.

The Small Wars Journal. *The Galula Doctrine : An Interview with Galula's Biographer A.A. Cohen*, (en ligne) http://smallwarsjournal.com/jrnl/art/the-galula-doctrine-an-interview-with-galulas-biographer-aa-cohen (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←65]

On parle de deux millions de déplacés (sur dix millions d’habitants).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←66]

La viande est distribuée ensuite aux nécessiteux.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←67]

Mathias, Grégor, *Les vampires à la fin de la guerre d'Algérie, mythe ou réalité ?* Paris, Michalon, 2014.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←68]

Le reportage *60 Minutes* de CBS diffusé le 28 avril 2004 a mis en lumière les tortures pratiquées sur les Irakiens détenus à la prison d'Abu Ghraib près de Bagdad. Le monde a été choqué par les images de prisonniers couverts d'excréments et de pyramides humaines faites d'hommes nus etc.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←69]

Ce sera le cas durant toute l’année 1957.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←70]

Le film ítalo-algérien *La Bataille d'Alger*, tourné en 1966, restitue admirablement l'ambiance d'Alger en 1957 au plus fort de la vague d'attentats.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←71]

Le prédécesseur de Galula sera assassiné par le FLN ainsi que ses deux successeurs (après 1958).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←72]

Ted Morgan donne une description saisissante de l'attentat du Casino dans *Ma bataille d'Alger*, 2016, p. 254.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←73]

Toute proportion gardée, il y a lieu tout de même lieu de relever l'ironie de l'Histoire : Aussaresses termine sa carrière comme général alors que Galula a eu le plus grand mal à gravir les échelons (son dernier grade est lieutenant-colonel).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←74]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956 – 1958,* 2016, p. 185.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←75]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956 – 1958,* 2016, p. 37.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←76]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956 – 1958,* 2016, p. 273.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←77]

Galula, David, *Pacification in Algeria 1956-1958*, 2016, p. 161.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←78]

Raphaëlle Branche explique parfaitement la logique de haine et de ressentiment qui oppose plaine (Européens) et montagne (musulmans) dans de nombreuses régions d'Algérie. Voir : *L'Embuscade de Palestro. Algérie 1956,* Paris, Armand Colin, 2010.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←79]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956–1958,* p. 266.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←80]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956-1958*, 2006, p. 53.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←81]

Ibn Battouta (1304-1369), grand explorateur marocain, connu pour ses péripéties aux confins du monde connu : Mali, Somalie, Turquie, Asie Centrale, Inde, Maldives, Indonésie et Chine.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←82]

Salan dirigera l’armée en Algérie de fin 1956 à fin 1958.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←83]

La Communauté française voit le jour en 1958 et se veut une union politique entre la France et ses possessions d'outre-mer.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←84]

A la fin des années 1970, le Maroc à son tour lancera Radio Méditerranée Internationale (Médi 1) pour défendre ses intérêts sur les ondes. Elle couvrira le Maghreb depuis la station de Nador. En 1959, Galula avait proposé de dynamiter l'émetteur de Nador qui à l'époque reprenait sporadiquement la propagande du FLN.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←85]

La chaîne arabe de France 24 semble être sur la bonne voie. Son audience au Maroc et au Maghreb est remarquable. Si Galula était vivant, il lui aurait demander d'émettre aussi en Kabyle, en Wolof voire en dialecte égyptien, l'essentiel étant d'être les premiers à dire la vérité au nom de la France.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←86]

Les anciens combattants du FLN sont appelés *moujahidine*.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←87]

Le récit du Dr Serre est particulièrement poignant. On le trouve dans le site internet de Francis Boulbés, un enseignant retraité qui a bien connu le Maroc. http://www.francisboulbes.com/index.php?Mod=SITE&page=27 (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←88]

L’allocution du général de Gaulle est disponible ici (transcription et enregistrement vidéo) : http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu00088/allocution-du-general-de-gaulle-du-16-septembre-1959-en-faveur-de-l-autodetermination.html (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←89]

Maurice Challe (1905-1979) est général de l'armée de l'air lorsque De Gaulle lui demande de commander les forces en Algérie de 1959 à 1960. Il participera au putsch des généraux d'avril 1961.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←90]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956-1958*, 2006, p. 271.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←91]

Interview téléphonique donnée en avril 2016.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←92]

Création des *commandos de chasse*.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←93]

Le Plan Challe est une succession d'opérations qui balayent l'Algérie d'ouest en est. Chacune a un nom évocateur : Topaze, Turquoise, Rubis, etc.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←94]

“L'Algérie étant actuellement ce qu'elle est, et le monde ce que nous savons, la conséquence de la sécession serait une misère épouvantable, un affreux chaos politique, un égorgement généralisé et bientôt la dictature belliqueuse des communistes.” Extrait de l’allocution du général de Gaulle du 16 septembre 1959

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←95]

Dans *A Savage war of peace*, Alistair Horne décrit la conversion de Jacques Soustelle à la thèse de l'Algérie française après sa visite à Philippeville en août 1955 : "The Europeans saw terrorists in every Muslim, the Muslims feared reprisals by the Europeans"

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←96]

Il a été adopté à Paris alors qu’il était âgé de quelques mois à peine.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←97]

La Rand Corporation est un think tank basé en Californie. Comme l'Heritage Foundation ou le Council for Foreign Relations, c'est une fabrique d'idées qui fait travailler ensemble journalistes, chercheurs, industriels et militaires. La Rand est réputée proche du Pentagone.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←98]

Katz sera surnommé le Boucher d’Oran.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←99]

La liste des attentats est longue. Quelques exemples : en octobre 1961, l'OAS fait exploser l'alimentation électrique des émetteurs de la télévision ; en janvier 1962, l'OAS enlève et exécute trois membres du FLN détenus à la prison d'Oran ; fin juin 1962, les réservoirs de mazout du port sont plastiqués.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←100]

Les essais nucléaires proprement dits ont eu lieu entre 1961 et 1966, au cœur du Sahara algérien. Des expérimentations d'armes chimiques et bactériologiques auraient eu lieu jusqu'en 1986 dans une base spéciale maintenue par la France près de Bechar (sud-ouest).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←101]

En dépit des consignes (indignes), des officiers français ont laissé passer 50 000 harkis (et leurs familles).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←102]

Publié par Flammarion en 1965, le livre n’a pas été réédité depuis. On trouve encore quelques exemplaires d’occasion en vente sur internet.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←103]

La souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental est contestée par le front Polisario, une guérilla indépendantiste apparue dans les années 1970 dans les derniers mois précédant le départ de l'Espagne, puissance colonisatrice.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←104]

Le mur des sables est un enchevêtrement de fortifications et d'obstacles (tranchées, murs, champs de mines). Construit entre 1978 à 1984, il isole le territoire sous contrôle marocain (et les populations qui y vivent) des infiltrations des rebelles du Polisario.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←105]

Jean Bastien-Thiry (1927-1963) : chef du commando OAS qui a tenté d'abattre le président de la République en 1962 au Petit Clamart ; Thiry était Polytechnicien et avait le grade de Lieutenant-Colonel au moment des faits. **Roger Degueldre** (1925-1962) : Lieutenant chez les parachutistes, il a déserté en 1960 pour monter les commandos Delta, le bras armé de l'OAS.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←106]

L’indépendance est garantie dès 1948 par les accords franco-vietnamiens.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←107]

Salan (1899-1984), chef des forces françaises au Vietnam (1952-1953) et en Algérie (1956-1958), il s'opposera à De Gaulle avant de participer au putsch de 1961.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←108]

Westmorland, chef du dispositif américain au Vietnam (*Military Assistance Command-Vietnam* ou MAC-V) de 1964 à 1967.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←109]

Le Viêt-Minh est le parti nationaliste et communiste du nord du Vietnam. A ne pas confondre avec le Viêt-Cong, la guérilla apparue au Sud après 1960 et qui s'est opposée aux forces américaines et au gouvernement légitime de Saigon.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←110]

U. S Agency for International Development, un organisme sous la houlette du Secrétaire d'Etat.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←111]

Robert Komer, un ancien de la Rand Corporation.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←112]

Military Review, *CORDS/Phoenix. Counterinsurgency Lessons from Vietnam for the Future*. (en ligne)
http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a489376.pdf (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←113]

Galula, David. *Pacification in Algeria 1956 – 1958*, 2006, p. 86.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←114]

Kilcullen, David. *The Accidental guerilla*. Oxford University Press, 2011.
Le chercheur et militaire australien, David Kilcullen, parle de guérilla accidentelle. Son livre explique comment les civils ou une partie d'entre eux profitent du désordre créé par l'insurrection pour réactiver des conflits en sommeil (ethniques, religieux etc.).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←115]

En 2003, l'ONU a déclaré Grozny comme ville la plus détruite au monde.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←116]

Colonel Lyautey. *Du rôle colonial de l'armée*. Paris, Armand Collin, 1900.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←117]

Ou par WhatsApp ! En 2014, l'Etat brésilien a demandé à l'armée de reprendre le contrôle du Complexo da Maré (Rio de Janeiro), une immense favela à la dérive depuis vingt ans. Après la phase de reconquête (quelques jours), a commencé la pacification proprement dite et durant laquelle les habitants ont renseigné les soldats sur l'identité des criminels et leurs caches via un compte WhatsApp spécial (interview accordée à l'auteur par le commandant de l'opération de pacification, le général Roberto Escoto).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←118]

“La guerre dans la foule” est une expression de Jean Némo, un officier français contemporrain de Galula.
Voir : Némo, Jean, « Guérilla et contre-guérilla », *Tropiques*, janvier 1953.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←119]

Clausewitz meurt en 1831. Les trois premiers volumes sont publiés en 1832. *Vom Kriege* contient 7 livres écrits par Clausewitz durant une dizaine d'années. Il ne voudra pas les publier sans s'être assuré d'avoir atteint la perfection du style et de l'exposé des idées.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←120]

Counterinsugency est édité par Praeger en 1964. *Les Moustaches du Tigre* (roman) sera édité par Flammarion en 1965. *Pacification in Algeria, 1956-1958* a été classifié à sa sortie et ne quittera pas l'orbite de la RAND qui en a commandé l'écriture à Galula. Il ne sera révélé au grand public qu'en 2006.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←121]

La réponse à la prise d'otages américains en Iran en 1979 est emblématique du glissement des militaires vers plus de retenue. Envoyer des troupes sur le terrain était d'abord la volonté des civils de l'administration Carter.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←122]

Le 23 octobre 1983, des camions remplis d'explosifs se sont fracassés sur la base de la Multinational Force in Lebanon à Beyrouth. Bilan : plus de 240 morts chez les Marines et plus de 58 décès chez les parachutistes français.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←123]

Petraeus, David. *The American military and the lessons of Vietnam : a study of military influence and the use of force in the post-Vietnam era.* Princeton University, 1987, p. 196.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←124]

Conflit Iran-Irak : 1982-1988 ; Guerre du Koweït : 1991-1992, Sanctions de l'ONU : 1992-2003, Chute de Saddam : 2003.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←125]

Le premier séjour de Petraeus en Irak remonte à 2003 lorsqu'il a commandé la 101st Airborne Division stationnée à Mossoul.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←126]

Comme tant d'autres édifices publics, le campus de Mossoul a été entièrement pillé au-lendemain de la chute de Saddam Hussein (avril 2003).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←127]

Le FM 3-24 a été lancé fin 2006 par le Combined Arms Center, un centre d'excellence de l'armée américaine pour l'enseignement et l'élaboration de la doctrine. Petraeus en a été le chef d'octobre 2005 à fin 2006.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

Attentat de 2007 contra la communauté Yazidi

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←129]

Jaish Al Mahdi (JAM) est une milice ou un groupe de milices chiites inféodées au religieux Muqtada Al Sadr. Cette organisation est loyale au régime iranien. En Irak, sa façade politique se nomme « Bureau du Deuxième Martyr ».

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←130]

La Coalition Provisional Authority (CPA) a dirigé le pays de mi-2003 à mi-2004 en étroite collaboration avec les nouvelles autorités irakiennes (gouvernement intérimaire). Le pays a récupéré sa souveraineté lors de la dissolution de la CPA.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←131]

Tout a commencé par le meurtre et la profanation des cadavres de salariés de la société de sécurité militaire privée Blackwater, envoyés à Falloujah sans moyens de protection appropriés (mars 2004). En réponse, la Maison Blanche a envoyé l'armée pour pacifier la ville. Mais, devant le déluge de feu et l'intensité des combats urbains, Bush a stoppé net la mission de peur de braquer l'opinion américaine et les sunnites irakiens.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←132]

Plusieurs bombes explosent dans les sièges des gouvernorats obligeant les gouverneurs à vivre à Bagdad, bien loin de leur province. En avril 2007, un attentat suicide se produit dans l'enceinte du parlement irakien.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←133]

En février 2007, Petraeus émet une *command guidance* à destination de ses troupes en Irak. Voir : Mansoor, Peter. *Surge : My Journey with General David Petraeus and the Remaking of the Iraq War*. New Haven, Yale University Press, 2013.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←134]

Secure the people where they sleep.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←135]

Stop by, don't drive by. Patrol on foot to gain and maintain contact with the population and the enemy.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←136]

Give the people justice and honor. We think in terms of democracy and human rights. Iraqis think in terms of justice and honor.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←137]

Be first with the truth.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←138]

C’est le cas à Ramadi, une ville sunnite à 110 km de Bagdad.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←139]

We are in a fight for intelligence - all the time.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←140]

Nous avons tous à l'esprit la torture pratiquée lors de la bataille d'Alger et les terribles exactions de la prison d'Abu Ghraib près de Bagdad (avril-mai 2004). Lorsque Petraeus arrive en Irak, il y a 30 000 détenus dans des camps qui étaient devenus des universités du terrorisme. Les prisonniers étaient à la fois exposés aux exactions des geôliers et à la violence des détenus les plus « hardcore ». Petraeus opérera une refonte complète du système de détention.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←141]

Make the people choose.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←142]

Yémen, Sinaï, Libye, Syrie, Irak.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←143]

Il est curieux de constater que les cheikhs se révoltent pour des motifs économiques alors qu'ils ont accepté l'imposition de la Charia – dans sa version la plus stricte – par Al Qaeda.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←144]

On en trouve aussi, à une échelle bien moindre certes, dans les régions à majorité chiite ravagées par l'installation de bandes armées qui naviguent entre le fanatisme religieux et le gangstérisme.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←145]

« Les chevaliers des deux fleuves », en l’occurrence, le Tigre et l’Euphrate.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←146]

Interview téléphonique avec David Petraeus en mai 2016.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←147]

L’Irak a été constitué par les Britanniques avant les années 1930, la Libye moderne réunit deux ou trois composantes tribales et régionales qui ont été regroupées par la force au XXe siècle (sous l’impulsion des Italiens notamment).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←148]

Ryan Crocker, né en 1949, est un ancien membre du corps diplomatique américain. Ambassadeur en Irak de 2007 à 2009, il a parfaitement appuyé la pacification menée par Petraeus et a œuvré pour réunir les conditions d'une réconciliation nationale en Irak.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←149]

“Contre-insurrection, la doctrine Hogard”. *Les Cahiers du RETEX*, juin 2013, p. 49.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←150]

En 1961, Roger Trinquier publiait *La Guerre moderne* (Ed. La Table Ronde), un ouvrage fondamental qui rapproche la contre-insurrection du travail de police et de l'action psychologique. Trinquier, un ancien de l'Indochine, a activement participé à la Bataille d'Alger sous les ordres de Massu. Galula n'a jamais cité Trinquier (mort trop tôt, il n'a peut-être pas eu l'occasion de le faire). Galula est un militaire qui fait un travail politico-administratif et social. Il soumet le patient atteint d'un cancer à une chimiothérapie nommée contre-insurrection. C'est un remède amer mais qui ne perd jamais de vue le vivre-ensemble. Trinquier lui adopte une solution beaucoup plus musclée quitte à traumatiser le corps social de manière irréversible.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←151]

Le Groupe Islamique Armé (G.I.A) a fait son apparition après la suspension du processus électoral algérien en 1992. En dépit de ses pratiques barbares, il a bénéficié du soutien d'une partie de la communauté algérienne à l'étranger comme on atteste cette declaration des Nations Unies disponible ici :
https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list/summaries/entity/armed-islamic-group (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←152]

L’UCK (Armée de Libération du Kosovo) a opéré un trafic d’organes (des reins en particulier) prélevés sur des prisonniers de guerre serbes pour la plupart. Les faits remontent à la période 1999-2001. Les autorités serbes estiment le nombre de victimes à 500, toutes déportées illégalement vers l’Albanie. Source : https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-01-04-Kosovo

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←153]

Le prix de l'avocat (fruit) au Mexique et en Californie est manipulé par les cartels de la drogue qui ont décidé de prendre le contrôle de ce marché.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←154]

Le New York Times dresse un bilan détaillé des “pertes” de l’année 2016 subies par la jeunesse américaine du fait des drogues de synthèse : https://www.nytimes.com/interactive/2017/06/05/upshot/opioid-epidemic-drug-overdose-deaths-are-rising-faster-than-ever.html?mcubz=0&_r=0 (page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←155]

Au lieu de faire la guerre à la drogue, il faudrait nommer l'ennemi c'est-à-dire le crime organisé et identifier les mafias qui le composent.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←156]

Dans le cas du Pays Basque, plusieurs conseillers municipaux des partis ANV et PCTV ont ouvertement défendu les actions des terroristes de l'ETA et ont participé aux campagnes d'intimidation contre les élus des partis dits constitutionalistes (c'est-à-dire ceux qui défendent l'unité espagnole).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←157]

Pour en savoir plus sur les montants astronomiques des transferts de fonds effectués par les immigrés en 2016 :
http://www.rfi.fr/hebdo/20170609-argent-diaspora-une-manne-substantielle-pays-africains
(page consultée en novembre 2017)

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←158]

La dislocation de la Yougoslavie a eu en Bosnie Herzégovine un de ses épisodes les plus douloureux, les combats y ont duré de 1992 à 1995. Les accords de Dayton (Etats-Unis) ont mis fin au conflit (décembre 1995).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←159]

Les Alaouites syriens sont une secte affiliée au chiisme qui est allée aussi loin qu'autoriser la consommation de vin. Ses fidèles ne sont pas soumis à l'obligation de célébrer la prière collective du vendredi. Pourtant, le culte alaouite agrège un sixième pilier à l'Islam : le jihad.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←160]

L’Islam a permis de créer une communauté nouvelle grâce au jihad, à l‘immigration (*hijrah* vers Médine) et à la solidarité (pratique redistributive de la z*akate*).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←161]

Dar Ul Islam serait l'ancêtre de la *Jamaa Islamiya*, un groupe terroriste qui causa la mort de plus de 200 touristes à Bali en 2002 (attentats multiples dans des boîtes de nuit).

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>

[←162]

L’adjectif est connoté de nos jours. Dans ma bouche, cette notion est étrangère aux clivages gauche-droite.

Maxime Mahieu <maxime1.mahieu@gmail.com>